

# RECUEIL DES ACTES ADMINISTRATIFS

Date de Publication : 08/12/2020

N° : 2020/188

# **SOMMAIRE**

 **Arrêtés**

**Page 3/20**

 **Décisions**

**Page 21/292**

**ARRÊTÉS**

## Arrêté n° 20/281/CM

**Définition des modalités de mise à disposition du public du dossier Projet simplifié d'acquisition publique en vue de la démolition pour carence déclarée du syndicat des copropriétaires du Bâtiment H du Parc Kalliste, situé chemin des Bourrely / chemin de la Bigotte, quartier Notre Dame Limite, parcelle C115, à Marseille (15ème arrondissement).**

### VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'expropriation pour cause d'utilité publique ;
- Le Code de l'urbanisme ;
- Le Code de construction et de l'habitation ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le jugement du Tribunal Judiciaire n°20/276 du 26 juin 2020 déclarant l'état de carence du syndicat des copropriétaires du Bâtiment H du Parc Kalliste ;
- La délibération n° HN 001-8065/20/CM du 9 juillet 2020 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Madame Martine Vassal, en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération du Bureau de la Métropole n° CHL 009-8554/20/BM du 15 octobre 2020 approuvant le projet simplifié d'acquisition publique de l'immeuble situé Parc Kalliste Bâtiment H en vue de sa démolition.

### CONSIDÉRANT

- Que conformément aux dispositions de l'article L.615-6 alinéa V du code de la construction et de l'habitation, le projet simplifié d'acquisition publique à disposition du public doit être mis à disposition du public pendant un mois minimum ;
- Que par délibération du 15 octobre 2020, la Métropole Aix-Marseille-Provence a approuvé le projet simplifié d'acquisition publique de l'immeuble situé parc Kallisté Bâtiment H pour sa démolition ;

Reçu au Contrôle de légalité le 16 Novembre 2020

- Qu'il appartient à Madame la Présidente de la Métropole de définir les conditions dans lesquelles le public pourra consulter et formuler des observations sur le projet simplifié.

## **ARRETE**

### **Article 1 :**

Il sera procédé pendant 33 jours consécutifs, du lundi 7 décembre 2020 au vendredi 8 janvier 2021 inclus, à une mise à disposition du public du dossier présentant le projet simplifié d'acquisition publique en vue de la démolition, pour carence avérée du syndicat des copropriétaires, du bâtiment H du Parc Kalliste, situé chemin des Bourrely/ chemin de la Bigotte, quartier Notre Dame Limite, parcelle n° C115, à Marseille (15ème arrondissement).

### **Article 2 :**

Le dossier de projet simplifié ainsi que le registre établi sur feuillets non mobiles, seront tenus à disposition du public, du lundi au vendredi, de 9h à 12h et de 13h00 à 16h30 dans le lieu suivant :

Espace Accompagnement Habitat - 19 rue de la République - 13001 Marseille

Aux mêmes dates, le dossier sera également consultable en ligne sur le site internet de la Métropole dans la rubrique concertations et enquêtes publiques : [www.marseille-provence.fr](http://www.marseille-provence.fr).

Le public pourra consigner ses observations sur le registre disponible sur site ou par voie électronique à l'adresse suivante : [dgadust.projet-acquisition-KallisteH@ampmetropole.fr](mailto:dgadust.projet-acquisition-KallisteH@ampmetropole.fr).

### **Article 3 :**

Le présent arrêté sera affiché au siège de la Métropole, à l'Hôtel de Ville de Marseille, en Mairie de secteur des 15<sup>ème</sup> et 16<sup>ème</sup> arrondissements au moins sept jours avant le début de la mise à disposition et pendant toute la durée de celle-ci.

Ces mesures de publicité seront justifiées par des certificats d'affichage.

Cet arrêté fera l'objet d'un avis au public qui sera publié au moins sept jours avant le début de la mise à disposition dans la presse locale et sur le site internet de la Métropole ([www.marseille-provence.fr](http://www.marseille-provence.fr)) dans la rubrique concertations et enquêtes publiques.

### **Article 4 :**

A l'expiration de la mise à disposition publique, les observations du public seront transmises à Monsieur le Préfet des Bouches du Rhône qui, par dérogation aux dispositions du code de l'expropriation pour cause d'utilité publique, au vu du jugement du Tribunal Judiciaire de Marseille et du dossier de projet simplifié, pourra déclarer l'utilité publique, au profit de Marseille Habitat, concessionnaire d'aménagement, du projet d'acquisition, en vue de la démolition, du Bâtiment H du Parc Kalliste situé chemin des Bourrely/chemin de la Bigotte dans le 15ème arrondissement et cadastré 215903 C0115.

### **Article 5 :**

Monsieur le Directeur Général des Services de la métropole Aix-Marseille-Provence est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Marseille, le 16 novembre 2020

**Martine VASSAL**

Reçu au Contrôle de légalité le 16 Novembre 2020

## Arrêté n° 20/282/CM

### **Abrogation de l'arrêté n° 19/261/CM du 16 décembre 2019 de la Présidente du Conseil de la Métropole engageant la procédure de modification n° 3 du Plan Local d'Urbanisme d'Istres**

#### **VU**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Urbanisme et notamment les articles L. 101-1, L. 101-2, L. 153-36, L. 153-3, L.153-40, L. 153-41, L. 153-43, L. 153-44, R. 153-20 et R. 153-21 ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération n° HN 001-8065/20/CM du 9 juillet 2020 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Madame Martine Vassal en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération cadre n° URB 001-3559/18/CM du 15 février 2018 du Conseil de la Métropole, de répartition des compétences relatives à la modification des documents d'urbanisme (Plan d'Occupation des Sols et Plan Local d'Urbanisme) entre le Conseil de la Métropole, les Conseils de Territoire et leurs Présidents respectifs ;
- Le Plan Local d'Urbanisme de la commune d'Istres en vigueur ;
- Les courriers de la commune d'Istres du 24 juin et du 4 juillet 2019 sollicitant l'engagement d'une procédure de modification n° 3 du Plan Local d'Urbanisme ;
- La délibération n° URB 022-6804/19/CM du 26 septembre 2019 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence sollicitant de la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence l'engagement de la procédure de modification n° 3 ;
- L'arrêté n° 19/261/CM du 16 décembre 2019 de la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence prescrivant le lancement de la modification n° 3 du Plan Local d'Urbanisme d'Istres ;

Reçu au Contrôle de légalité le 26 Novembre 2020

- La délibération n° 267/19 du 26 décembre 2019 du Conseil de Territoire Istres-Ouest Provence motivant l'ouverture à l'urbanisation ;
- La délibération n° URBA 012-8362/20/CM du 31 juillet 2020 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence abrogeant la délibération n° URB 022-6804/19/CM du 26 septembre 2019 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence sollicitant de la Présidente l'engagement de la procédure de modification n° 3.

### **CONSIDÉRANT**

- Que par arrêté n° 19/261/CM du 16 décembre 2019, la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence a prescrit le lancement de la modification n° 3 du Plan Local d'Urbanisme d'Istres visant à permettre l'ouverture à l'urbanisation du secteur Mas Neuf actuellement classé en zone 2AU5 au Plan Local d'Urbanisme (PLU) opposable, ainsi qu'à modifier le règlement du secteur Nc dédié aux carrières au sein de la zone naturelle N ;
- Que le projet de Mas Neuf et de modification du règlement relatif aux carrières peuvent être intégrés au PLU de la commune actuellement en révision ;
- Que la délibération n° URBA 012-8362/20/CM du 31 juillet 2020 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence a abrogé la délibération n° URB 022-6804/19/CM du 26 septembre 2019, du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence sollicitant l'engagement de la procédure de modification n° 3 ;
- Que l'arrêté n° 19/261/CM du 16 décembre 2019 est en conséquence dépourvu d'objet.

### **ARRETE**

#### **Article 1 :**

Est abrogé l'arrêté n° 19/261/CM du 16 décembre 2019 de la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence prescrivant la modification n° 3 du Plan Local d'Urbanisme d'Istres.

#### **Article 2 :**

Le présent arrêté fera l'objet, en application des dispositions de l'article L. 5211-47 du Code Général des Collectivités Territoriales et des articles R. 153-20 et R. 153-21 du Code de l'Urbanisme :

- d'un affichage au siège de la Métropole, au Conseil de Territoire Istres-Ouest Provence et en mairie d'Istres durant un mois ;
- d'une mise en ligne sur le site Internet du Conseil de Territoire Istres-Ouest Provence <http://www.ouestprovence.fr/index.php?id=1968> ;
- d'une mention de son affichage publiée dans un journal diffusé dans le Département.

#### **Article 3 :**

Monsieur le Directeur Général des Services de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Marseille, le 26 novembre 2020

**Martine VASSAL**

**Reçu au Contrôle de légalité le 26 Novembre 2020**

## Arrêté n° 20/283/CM

### Arrêté modificatif de composition du comité technique

#### VU

- La loi n°83-634 du 13 juillet 1983, modifiée, portant droits et obligations des fonctionnaires,
- La loi n°84-53 du 26 janvier 1984, modifiée, portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale,
- Le décret n°85-565 du 30 mai 1985, modifié, relatif aux comités techniques des collectivités territoriales et de leurs établissements publics,
- L'article 4 du décret n°85-565 du 30 mai 1985, précisant que l'autorité territoriale investie du pouvoir de nomination désigne les représentants de l'établissement parmi les membres de l'organe délibérant ou parmi les agents de l'établissement,
- La délibération FAG 049-3819/18/CM du 18 mai 2018 relative à l'approbation du nombre de représentants du personnel et des règles instituant le paritarisme et décision de recueil de l'avis des représentants de l'établissement au sein du Comité Technique de la Métropole d'Aix-Marseille Provence,
- La délibération HN 001/8265/20 CM du 9 juillet 2020 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Madame Martine Vassal en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence.
- Le Procès-Verbal du 6 décembre 2018, établi par le bureau centralisateur, portant recensement des votes et la proclamation des résultats de l'élection professionnelle du jeudi 6 décembre 2018 des représentants du personnel au comité technique de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- L'arrêté n° 19/065/CM portant composition du Comité Technique suite aux élections professionnelles du 6 décembre 2018 ;
- Les arrêtés modificatifs n° 19/182/CM du 26 juillet 2019 et n° 20/140/CM du 20 juillet 2020 portant modification de la composition du Comité Technique.

Reçu au Contrôle de légalité le 16 Novembre 2020



## **CONSIDÉRANT**

Pour le collège de l'Administration de la Métropole Aix-Marseille Provence :

- La demande de démission du 11 septembre 2020 de Madame Véronique Miquelly, membre de l'administration titulaire et présidente suppléante du Comité technique ;
- La désignation par demande de Madame la Présidente de la Métropole du 30 octobre 2020, de Monsieur David Galtier, en qualité de membre de l'administration titulaire et Président suppléant du Comité technique, en remplacement de Madame Véronique Miquelly,.

## **ARRETE**

### **Article 1 :**

L'arrêté n° 20/140/CM du 20 juillet 2020 est modifié comme suit :

### **REPRESENTANTS DE L'ADMINISTRATION**

#### **Titulaires :**

- M. Martial ALVAREZ
- Mme Solange BIAGGI
- Mme Isabelle CAMPAGNOLA-SAVON
- M. Patrick GHIGONETTO
- M. David GALTIER
- M. Guy BARRET
- M. Yves VIDAL
- M. Alain ROUSSET
- M. Laurent SIMON
- M. Gérard FRAU
- M. Domnin RAUSCHER
- Mme Sophie CONTE
- Mme Biljana BOGDANOVIC
- M. Laurent PERES
- Mme Florence PARMANTEL

#### **Suppléants :**

- M. Christian AMIRATY
- M. Roland MOUREN
- M. Régis MARTIN
- Mme Nicole JOULIA
- M. Bernard DESTROST
- M. Philippe GINOUX
- Mme Mariam BERGERET
- M. Pascal MORA
- Mme Lizzie MATA
- Mme Régine GILLIO
- M. Sébastien PISCIOTTA
- Mme Fabienne FOURNEYRON
- M. Kévin AUBERT
- Mme Isabelle ROHEE-SROKA
- Mme Florence PAGANI

### **REPRESENTANTS DU PERSONNEL**

#### **Titulaires**

- M. Patrice AYACHE (FO)
- M. Michel KARABADJAKIAN (FO)

#### **Suppléants**

- M. Frédéric BOULLERNE (FO)
- Mme Nadège PITALUGUE (FO)

Reçu au Contrôle de légalité le 16 Novembre 2020

- Mme Carine RIQUIER-PINET (FO)
- Mme Caroline COURRIEU (FO)
- M. Frédéric MONNOT (FO)
- Mme Caroline CAMBRIANI (FO)
- M. Serge TAVANO (SNUTER 13 – FSU)
- M. Sébastien STRZYKALA (SNUTER 13 – FSU)
- Mme Virginie BOAZIZ (SNUTER 13 – FSU)
- M. Alain LUBRANO DI SCAMPAMORTE (SNUTER 13 – FSU)
- M. Frédéric THOMAS (SNT CFE-CGC, CFTC, FAFPT, CFDT)
- M. Christian CHEFTEL (UNSA)
- M. Christophe PELLISSIER (UNSA)
- Mme Audrey CERMOLACCE (CGT)
- M. Eric RABITO (CGT)
- M. Luc VEGLER (FO)
- M. Daniel PITROIS (FO)
- Mme Béatrice PRUDHOMME (FO)
- M. Karim YAGOUB (FO)
- Mme Anaëlle FRANCHIMONT (SNUTER 13 – FSU)
- Mme Sylvie BALDAQUIN (SNUTER 13 – FSU)
- M. Alain GOUIRAND (SNUTER 13 – FSU)
- Mme Aurélie FRUIT-CAILLOL (SNUTER 13 – FSU)
- M. Alain BROSSEAU (SNT CFE-CGC, CFTC, FAFPT, CFDT)
- Mme Marie CASTILLO (UNSA)
- Mme Frédérique ONZIA (UNSA)
- Mme Corine FERRER (CGT)
- Mme Dominique MACCARI (CGT)

#### **Article 2 :**

Monsieur Martial ALVAREZ assure la présidence du Comité Technique.

En cas d'absence ou d'empêchement de celui-ci, Monsieur David Galtier assurera cette même présidence.

#### **Article 3 :**

La Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Marseille dans un délai de deux mois à compter de sa notification. Le requérant peut saisir le Tribunal administratif de Marseille de manière dématérialisée, par le biais de l'application informatique « Télérecours citoyen » accessible depuis le site Internet [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr).

#### **Article 4 :**

Le Directeur Général des Services de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Marseille, le 16 novembre 2020

**Martine VASSAL**

Reçu au Contrôle de légalité le 16 Novembre 2020

## Arrêté n° 20/284/CM

### Arrêté modificatif de composition des Commissions Administratives Paritaires des catégories A, B ET C

#### VU

- La loi n°83-634 du 13 juillet 1983, modifiée, portant droits et obligations des fonctionnaires ;
- La loi n°84-53 du 26 janvier 1984, modifiée, portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale ;
- Le décret n°89-229 du 17 avril 1989, modifié, relatif aux commissions administratives paritaires des collectivités locales et de leurs établissements publics ;
- L'article 4 du décret n°89-229 du 17 avril 1989, précisant que l'autorité territoriale investie du pouvoir de nomination, désigne les représentants de l'établissement parmi les membres de l'organe délibérant titulaire d'un mandat électif ;
- Le décret n°95-1018 du 14 septembre 1995, modifié, fixant la répartition des fonctionnaires territoriaux en groupe hiérarchique en application de l'article 90 de la loi du 26 janvier 1984, modifiée, portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale ;
- La délibération HN 001-8065/20/CM du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence du 9 juillet 2020 relative à l'élection de Madame Martine Vassal en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence,
- Le Procès-verbal du 6 décembre 2018, établi par le bureau centralisateur, portant recensement des votes et la proclamation des résultats des élections professionnelles du jeudi 6 décembre 2018 des représentants aux Commissions Administratives Paritaires des catégories A, B et C de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- L'arrêté n°19/018/CM du 11 février 2019 portant composition des Commissions Administratives Paritaires des Catégories A, B et C suite aux élections professionnelles du 6 décembre 2018 ;
- L'arrêté modificatif n° 19/248/CM du 29 novembre 2019 et n° 20/257/CM du 24 septembre 2020 portant modification de la composition des Commissions Administratives Paritaires des Catégories A, B et C.

## **CONSIDÉRANT**

Pour le collège du personnel de la Métropole Aix-Marseille-Provence :

- La demande de démission du 16 octobre 2020 de Madame Isabelle LOUIS, représentante du personnel titulaire auprès du SNT CFE-CGC, CFTC, FAFPT, CFDT et son remplacement par Monsieur Alain BROSSEAU (identifiant 25265) ;
- La désignation du 16 octobre 2020 par Monsieur le Secrétaire Général du SNT CFE-CGC, CFTC, FAFPT, CFDT de Madame Christiane Argy en qualité de représentante du personnel suppléante en remplacement de Monsieur Alain Brosseau.

## **ARRETE**

### **Article 1 :**

L'arrêté n° 20/257/CM du 24 septembre 2020 est modifié comme suit :

Sont désignés en qualité de membres titulaires et suppléants de l'administration et du personnel aux Commissions Administratives Paritaires des Catégories A, B et C de la Métropole Aix-Marseille Provence

### **Commission Administrative Paritaire de la catégorie A**

#### **Représentants de l'autorité territoriale :**

##### **Titulaires :**

Mme Solange BIAGGI  
M. Gérard FRAU  
M. Eric CASADO  
M. Roland MOUREN  
M. David GALTIER  
M. Guy BARRET  
M. Alain ROUSSET

##### **Suppléants :**

M. Vincent GOYET  
M. Laurent SIMON  
M. Christian NERVI  
M. Stéphane LE RUDULIER  
M. Bernard DESTROST  
Mme Claudie MORA  
M. Régis MARTIN

#### **Représentants du personnel :**

##### **Groupe hiérarchique de base V**

##### **Titulaires :**

Mme Fleur SKRIVAN (SNUTER 13 – FSU)  
M. Patrice AYACHE (FO)  
Mme Frédérique ONZIA (UNSA)

##### **Suppléants :**

Mme Fabienne MAESTRAGGI (SNUTER 13 – FSU)  
Mme Sophie ROCHAT (FO)  
M. Yan JAFFRY (UNSA)

Reçu au Contrôle de légalité le 16 Novembre 2020

M. Arnaud DE BRUXELLES (UNSA)

M. Christophe BOCCIA (UNSA)

M. Alain BROSSEAU (SNT CFE-CGC, CFTC  
FAFPT, CFDT)

Mme Christiane ARGY (SNT CFE-CGC, CFTC  
FAFPT, CFDT)

### **Groupe hiérarchique supérieur VI**

#### **Titulaires :**

#### **Suppléants :**

M. Philippe CHALLANDE (SNUTER 13 – FSU)

M. Marc DEL CORSO (SNUTER 13 – FSU)

M. Luc ASIA (FO)

Mme Corinne MICHEL (FO)

### **Commission Administrative Paritaire de la catégorie B**

#### **Représentants de l'autorité territoriale :**

#### **Titulaires :**

#### **Suppléants :**

Mme Solange BIAGGI

M. Vincent GOYET

M. Gérard FRAU

M. Martial ALVAREZ

Mme Claudie MORA

M. Laurent SIMON

M. David GALTIER

M. Christian NERVI

M. Guy BARRET

M. Stéphane LE RUDULIER

M. Roland MOUREN

M. Régis MARTIN

#### **Représentants du Personnel :**

### **Groupe hiérarchique de base III**

#### **Titulaires :**

#### **Suppléants :**

Mme Aïcha N'GAR (SNUTER 13 – FSU)

Mme Dalila EL JAOUADI (SNUTER 13 – FSU)

Mme Carine RIQUELIER-PINET (FO)

M. Kamel SAIDI (FO)

### **Groupe hiérarchique supérieur IV**

#### **Titulaires :**

#### **Suppléants :**

Mme Anne-Laure RIOU (SNUTER 13 – FSU)

Mme Odette LAMARCHE (SNUTER 13 – FSU)

M. Cyril RESTOUIN (SNUTER 13 – FSU)

M. Jean-Louis GARIDOU (SNUTER 13 – FSU)

M. Roger MARTINEZ (FO)

Mme Martine MORNAND (FO)

M. Jean-Michel MOLNAR (UNSA)

Mme Sabine MARQUET (UNSA)

Reçu au Contrôle de légalité le 16 Novembre 2020

## **Commission Administrative Paritaire de la catégorie C**

### **Représentants de l'autorité territoriale :**

#### **Titulaires :**

Mme Solange BIAGGI  
M. Gérard FRAU  
M. Christian AMIRATY  
M. David GALTIER  
M. Guy BARRET  
Mme Maryse RODDE  
M. Alain ROUSSET  
M. Roland MOUREN

#### **Suppléants :**

M. Vincent GOYET  
M. Pierre LAGET  
M. Laurent SIMON  
M. Christian NERVI  
M. Stéphane LE RUDULIER  
M. Bernard DESTROST  
M. Patrick GRIMALDI  
M. Régis MARTIN

### **Représentants du Personnel :**

#### **Groupe hiérarchique de base I**

##### **Titulaires :**

M. Salah BENHEMANI (FO)  
Mme Marie-Julie MICHAUX (SNUTER 13 – FSU)  
M. Joseph LACROIX (UNSA)

##### **Suppléants :**

Mme Stéphanie DEVEY (FO)  
Mme Lucia LESPINASSE (SNUTER 13 – FSU)  
Mme Odile DEWINTRE (UNSA)

#### **Groupe hiérarchique supérieur II**

##### **Titulaires :**

M. Christophe SPANO (FO)  
Mme Elisabeth MAUSSI (FO)  
M. Fabrice GRASSESCHI (FO)  
M. Mokhtar BEN SAID (SNUTER 13 – FSU)  
Mme Solange GATEL (SNUTER 13 – FSU)

##### **Suppléants :**

Mme Magali TROSSEVIN (FO)  
M. Joseph COVELLO (FO)  
M. Yves VASSALLUCCI (FO)  
M. Laurent BENAC (SNUTER 13 – FSU)  
Mme Lugdivine CLEMENTI (SNUTER 13 – FSU)

### **Article 2 :**

Madame Solange BIAGGI assure la présidence des Commissions Administratives Paritaires des catégories A, B et C.

En cas d'absence ou d'empêchement de celle-ci, Monsieur Stéphane Le Rudulier assurera cette même présidence.

Reçu au Contrôle de légalité le 16 Novembre 2020

**Article 3 :**

La Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Marseille dans un délai de deux mois à compter de sa notification. Le requérant peut saisir le Tribunal administratif de Marseille de manière dématérialisée, par le biais de l'application informatique « Télérecours citoyen » accessible depuis le site Internet [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr).

**Article 4 :**

Le Directeur Général des Services de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Marseille, le 16 novembre 2020

**Martine VASSAL**

**Arrêté n° 20/285/CM**

**Déconsignation de l'indemnité de préemption due à Madame Mattéi Michèle, Marie-Catherine des parcelles bâties cadastrées à Marseille 13007, 835 E 163, 165, 166, 167, 169, 170 au 3, 5 et 7 rue Sauveur Tobelem, 50 rue d'Endoume et 2, 4 et 8 rue Pascal, 13007 Marseille**

**VU**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Urbanisme et notamment les articles L 210-1, L 211-1 et suivants, L 212-3, L 213-1 et suivants et L 300-1 ;
- Le Code Monétaire et Financier ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération n° HN 001-8065/20/CM du 9 juillet 2020 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Madame Martine Vassal, en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 002-8074/20/CM du 17 juillet 2020 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant délégation du Conseil de la Métropole à Madame La Présidente ;
- La déclaration d'intention d'aliéner N° IA 013207 19 M0048 reçue en Mairie de Marseille le 25 Février 2019 portant aliénation des parcelles cadastrées 835 E 163, 165, 166, 167, 169, 170 au 3,5 et 7 rue Sauveur Tobelem, 50 rue d'Endoume et 2,4 et 8 rue Pascal - 13007 Marseille ;
- La décision de préemption par la Métropole Aix-Marseille-Provence en vente parfaite n°19/325D du 9 mai 2019 ;
- La consignation auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations de l'indemnité de préemption due à Madame Mattéi Michèle Marie-Catherine par récépissé n°2564658239 du 26 Novembre 2019 (dossier n°3106431) pour le motif suivant : le paiement de l'indemnité de préemption due à Madame Mattéi Michèle Marie-Catherine n'a pu intervenir dans les 4 mois qui suivent la décision d'acquérir le bien au prix indiqué par le vendeur ;



- L'acte de vente des 13 et 14 Octobre 2020 en l'Etude Société Civile Professionnelle Ludovic Preti-Janin et François Mouly dont l'office est sise à Marseille, 10 cours Pierre Puget, autorisant la Caisse des Dépôts et Consignations à verser les fonds à l'étude notariale de Maître Laurence Durif-Guiraud, Notaire à Bonnieux, 84480 avenue Charlie Barberoux ;
- La lettre du 14 octobre 2020 de Maître Durif-Guiraud Laurence par laquelle elle s'engage à recevoir les fonds sous son entière responsabilité préalablement à l'accomplissement des formalités de publicité foncière auprès du Service de la Publicité Foncière compétent ;
- La date d'entrée en jouissance est actée au 14 octobre 2020.

### **CONSIDÉRANT**

- Que l'acte réitérant cette acquisition par voie de préemption est intervenu les 13 et 14 octobre 2020 ;
- Que l'obstacle au paiement est donc levé.

### **ARRETE**

#### **Article 1 :**

La somme de 838 469,59 euros représentant la somme consignée auprès de l'Etude Notariale Durf-Guiraud Laurence, sise Avenue Charlie Barberoux, conformément à l'acte de vente.

#### **Article 2 :**

Les intérêts générés par la consignation de la somme de 838 469,59 euros seront versés :

- Au profit de la Métropole Aix-Marseille-Provence du 26 novembre 2019, date de la consignation, au 14 octobre 2020, date de la signature de l'acte de vente.
- Au profit de Madame Mattéi Michèle Marie-Catherine du 14 octobre 2020 à la date de la déconsignation

#### **Article 3 :**

Monsieur le Directeur Général des Services de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargé de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 20 novembre 2020

**Martine VASSAL**

Reçu au Contrôle de légalité le 20 Novembre 2020

**Arrêté n° 20/286/CM**

**Désignation de Madame Emmanuelle Charafe comme membre du collège 4 du pôle Eurobiomed.**

**VU**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d’Affirmation des Métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération n° HN 001-8065/20/CM du 9 juillet 2020 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l’élection de Madame Martine Vassal, en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° FAG 001-4256/18/CM du 20 septembre 2018 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant élection de Madame Martine Vassal en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- L’ordonnance n° 2020-391 du 1er avril 2020 visant à assurer la continuité du fonctionnement des institutions locales et de l’exercice des compétences des collectivités territoriales et des établissements publics locaux afin de faire face à l’épidémie de covid-19 ;
- L’arrêté n° 20/160/CM du 17/07/2020 désignant Madame Emmanuelle Charafe, quatorzième Vice-Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence en charge de la Santé, l’ESR, la Recherche Médicale, l’Economie de la santé.

**CONSIDÉRANT**

- Que dans le cadre de sa stratégie de développement économique, la Métropole Aix-Marseille-Provence soutient l’innovation et le développement des filières d’avenir.
- Qu’à ce titre, elle a vocation à soutenir l’action du pôle Eurobiomed ;
- Que le Pôle de compétitivité Eurobiomed, créé en 2009, est orienté vers le développement de la filière Santé notamment dans les régions Occitanie et Provence Alpes Côte d’Azur. Il propose à cet effet aux chercheurs, industriels et cliniciens de la filière les ressources et solutions nécessaires pour innover, trouver des financements et se développer, ce qui permet, in fine, d’améliorer la prise en charge et la vie des malades.

- Que son action s'appuie sur plusieurs missions menées à l'échelle de la Région Sud et de l'Occitanie : animation du réseau et expertise, support aux projets de R&D, soutien à la croissance des entreprises et aide à la levée de fonds ;
- Que dans le cadre de la fusion par voie d'absorption de l'association Cancer-Bio-Santé par l'association Eurobiomed, réalisée le 20 septembre 2019, de nouveaux statuts ont été adoptés par le nouveau pôle Eurobiomed ;
- Qu'en application de ces statuts, un collège 4 a été créé afin de rassembler « les Collectivités territoriales financeurs du pôle et autres financeurs publics du pôle » ;
- Que les nouveaux statuts réservent 6 sièges au Conseil d'administration pour les membres financeurs du collège 4 ;
- Que les financeurs publics du pôle peuvent ainsi adhérer au Pôle Eurobiomed afin de participer aux assemblées générales de l'association en qualité de membres du collège 4, mais également, participer au Conseil d'administration de l'association en qualité de représentant du collège 4 sous réserve d'être désignés en cette qualité par leur collège ;
- Que conformément aux dispositions de l'article 6.2 des statuts de l'association précisés par le règlement intérieur, les financeurs d'Eurobiomed, ont la possibilité d'adhérer à ce collège par l'envoi d'un bulletin d'adhésion ;
- Que chaque membre est représenté par son représentant légal en exercice ou par toute autre personne dont l'habilitation à cet effet aura été notifiée au bureau lors de l'adhésion. Le changement éventuel de représentant doit également être notifié par écrit au bureau de l'association ;
- Que lorsqu'il s'agit d'une première adhésion ou d'une nouvelle adhésion (hors renouvellement), le bureau se prononce sur l'agrément du candidat et l'informe de sa décision dans un délai de 15 jours à compter de sa délibération ;
- Que la durée de l'adhésion est annuelle et expire le 31 décembre de chaque année. Les demandes de renouvellement doivent également être adressées à l'association par l'envoi d'un bulletin d'adhésion ;
- Que les membres du collège 4 sont dispensés du paiement d'une cotisation ;
- Que l'article 8.1 des statuts de l'association précise que « le Conseil d'administration peut compter jusqu'à 6 représentants issus du collège 4 dont 3 membres de la région Provence Alpes Côte d'Azur et 3 membres de la région Occitanie » ;
- Que chaque collège désigne en son sein ses représentants lors de l'assemblée générale ;
- Que lors de la prochaine assemblée générale virtuelle qui se réunira le 10 décembre, les membres du collège 4 pourront désigner jusqu'à 6 représentants au Conseil d'administration dont 3 membres de la région Provence-Alpes-Côte-d'Azur et 3 membres de la région Occitanie afin de respecter l'équilibre souhaité dans la représentation des territoires.

## **ARRETE**

### **Article 1 :**

Est désignée Madame Emmanuelle Charafe, Vice-Présidente à la Santé, l'Enseignement Supérieur Recherche, la Recherche médicale et l'Economie de la Santé, comme représentante au collège 4 du pôle Eurobiomed

**Reçu au Contrôle de légalité le 30 Novembre 2020**

**Article 2 :**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargée de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Marseille, le 30 novembre 2020

**Martine VASSAL**

# DÉCISIONS

## Décision n° 20/762/D

### **Approbation d'un avenant n°1 à la convention d'occupation temporaire signée avec la Ville de Marseille concernant le projet "Quartiers Libres Saint Charles" - 12 rue Bugeaud 13003 Marseille**

#### **VU**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération n° HN 001-8065/20/CM du 9 Juillet 2020 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Madame Martine Vassal, en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération HN 002-8074/20/CM du 17 juillet 2020 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative aux délégations du Conseil de la Métropole à la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La décision n°18/757/D du 11 janvier 2019 intitulée « Convention d'occupation temporaire avec la Ville de Marseille – 12 rue Bugeaud, 13003 Marseille ».

#### **CONSIDERANT**

- Que dans le cadre du projet urbain de redynamisation du quartier de la Belle de Mai dénommé « Quartiers Libres Saint Charles – Belle de Mai », la Ville de Marseille a consenti une convention d'occupation temporaire enregistrée sous le n°19/109 à la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Que cette convention a été conclue pour une durée de trois ans renouvelable à compter du 1<sup>er</sup> octobre 2018 concernant l'immeuble à usage de bureaux et de salle de conférence située sur la parcelle cadastrée Quartier Belle de Mai, section 8AA H, Numéro 0123 sis 12 rue Bugeaud, 13003 Marseille et enregistrée sous le numéro d'inventaire ASTECH 13203005;
- Qu'aujourd'hui, la Métropole souhaite modifier la destination de l'immeuble pour l'ouvrir à la population et pouvoir mettre ces locaux à disposition de différents acteurs porteurs d'initiatives collectives (associations, partenaires publics, groupes d'étudiants...) ;

Reçu au Contrôle de légalité le 2 Décembre 2020

- Que, pour ce faire, la Métropole souhaite également étendre l'emprise de la convention initiale pour y adjoindre une emprise sur le terrain environnant le bâtiment, et notamment le jardin ;
- Que la signature d'un avenant à la convention d'occupation temporaire initiale modifiant la désignation du bien, sa destination et sa durée permettrait de répondre à cette volonté d'extension du projet « Quartiers Libres Saint Charles – Belle de Mai » ;
- Que l'avenant prendra effet à compter de sa date de signature.

## **DECIDE**

### **Article 1 :**

De signer un avenant à la convention d'occupation temporaire n°19/0109 pour une durée de trois ans, renouvelable une fois.

### **Article 2 :**

Que cet avenant modifie la désignation du bien objet de la convention en y ajoutant un terrain nu sur la parcelle entourant le bâtiment et cadastrée section 811 H 0123.

### **Article 3 :**

Que cet avenant modifie la destination du bien pour l'étendre à un usage éducatif et de loisir et pour permettre la mise à disposition des locaux et terrain au profit de différents acteurs publics et privés.

### **Article 4 :**

Cet avenant est conclu à titre gracieux.

### **Article 5 :**

Monsieur le Directeur Général des Services de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargé de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 02 décembre 2020

**Martine VASSAL**

## Décision n° 20/811/D

### Décision modificative de la régie de recettes pour le système d'encaissement en ligne des frais et tarifs des transports scolaires métropolitains

#### VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles R.1617-1 à R.1617-18 relatifs à la création des régies de recettes, des régies d'avances et des régies de recettes et d'avances des collectivités territoriales et de leurs établissements publics locaux ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- L'arrêté ministériel du 3 septembre 2001 relatif aux taux de l'indemnité de responsabilité susceptible d'être allouée aux régisseurs d'avances et aux régisseurs de recettes relevant des organismes publics et au montant du cautionnement imposé à ces agents ;
- Le décret n° 2008-227 du 5 mars 2008 relatif à la responsabilité personnelle et pécuniaire des régisseurs ;
- Le décret n° 2012-1246 du 7 novembre 2012 relatif à la gestion budgétaire et comptable publique ;
- La délibération n° HN 001-8065/20/CM du 9 juillet 2020 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Madame Martine Vassal, en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 002-8074/20/CM du 17 juillet 2020 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant délégations du Conseil de la Métropole à la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 002-8074/20/CM du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence du 17 juillet 2020 autorisant la Présidente à créer des régies comptables ;



- La décision n° 17/090/D du 10 avril 2017 relative à la création de la régie ;
- La décision modificative n°18/389/D du 19 juillet 2018 ;
- L'avis conforme du comptable public assignataire du 30 juillet 2020.

## **CONSIDÉRANT**

La nécessité d'augmenter le montant de l'encaisse.

Il convient de modifier la décision n°18/389/D du 19 juillet 2018 qui est venu modifier décision n°17/090/D du 10 avril 2017 comme suit :

## **DECIDE**

### **Article 1 :**

Il a été institué une régie de recettes pour le système d'encaissement en ligne des frais et tarifs des transports scolaires métropolitains auprès de la Direction Générale des Services de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Les recettes de la régie s'impactent sur le budget annexe Transport de la Métropole Aix-Marseille-Provence en fonction de nature de la Recette.

### **Article 2 :**

Cette régie est installée dans les locaux de la Direction des Transports :

La TLM – Tour la Marseillaise  
2 bis, boulevard Euromed Quai d'Arenc,  
13002 Marseille

### **Article 3 :**

La régie encaisse les produits suivants :

- Les frais d'inscription des transports scolaires
- Les Tarifs des transports scolaires (y compris les duplicatas)

### **Article 4 :**

La régie est autorisée à encaisser pour le compte de la Région Provence-Alpes-Côte d'Azur et de la communauté d'agglomération Terre de Provence les frais d'inscription et les tarifs des transports scolaires via un site internet mis à disposition des familles par la Métropole Aix-Marseille-Provence.

### **Article 5 :**

Les recettes désignées à l'article 3 sont encaissées selon les modes de recouvrement suivants :

- Via un site internet mis à la disposition des familles par la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Par chèques.

Les recettes encaissées par carte bancaire seront perçues contre la délivrance à l'utilisateur d'un abonnement au transport scolaire. Dès l'inscription sur le site les familles reçoivent un courriel de confirmation.

Les recettes encaissées par chèque donneront lieu à la délivrance d'un reçu ou d'une facture.

**Article 6 :**

La date limite d'encaissement par le régisseur des recettes désignées à l'article 3 et 4, lorsque le règlement au comptant n'a pu être effectué, est fixée à deux mois.

**Article 7 :**

Le compte de dépôt de fonds numéro IBAN : 76/1007/1130/0000/0020/2073/435 BIC : TRPUFRP1 est ouvert au nom de la régie auprès du Comptable Public Assignataire ;

**Article 8 :**

L'intervention de mandataires a lieu dans les conditions fixées par leur acte de nomination.

**Article 9 :**

Le montant maximum de l'encaisse que le régisseur est autorisé à conserver est fixé à 400 000 euros.

**Article 10 :**

Le régisseur titulaire est tenu de verser auprès de la caisse du Comptable Assignataire le montant de l'encaisse au moins une fois par mois ou dès que celui-ci atteint le montant maximum fixé à l'article 9.

**Article 11 :**

Le régisseur titulaire verse auprès de l'Ordonnateur la totalité des pièces justificatives des opérations recettes perçues au minimum une fois par mois.

**Article 12 :**

Le régisseur titulaire est assujéti à un cautionnement dont le montant est fixé dans l'acte de nomination, selon la réglementation en vigueur.

**Article 13 :**

Le régisseur titulaire percevra une indemnité de responsabilité dont le taux sera précisé dans l'acte de nomination selon la réglementation en vigueur.

**Article 14 :**

Les mandataires suppléants percevront une indemnité de responsabilité dont le taux sera précisé dans l'acte de nomination pour la période durant laquelle ils assureront effectivement le fonctionnement de la régie, selon la réglementation en vigueur.

**Article 15 :**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence et Monsieur le Receveur des Finances de la Métropole Aix-Marseille Provence sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 27 novembre 2020

**Martine VASSAL**

**Reçu au Contrôle de légalité le 27 Novembre 2020**

## Décision n° 20/827/D

### Décision d'ester en justice - Désignation de la SELARL Parme Avocats pour défendre les intérêts de la Métropole Aix-Marseille-Provence dans l'affaire qui l'oppose à la SAS Azur et la SARL Best Immo Sud

#### VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération n° HN 001-8065/20/CM du 9 juillet 2020 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Madame Martine Vassal, en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 002-8074/20/CM du 17 juillet 2020 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant délégations du Conseil de la Métropole au Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La requête n°2005314-2 déposée au Tribunal Administratif de Marseille, le 16 juillet 2020, par la SAS Azur et la SARL Best Immo Sud, demandant l'annulation de la délibération, du 19 décembre 2019, approuvant le Plan Local d'Urbanisme Intercommunal du Territoire Marseille-Provence.

#### DECIDE

##### Article 1 :

D'ester en justice devant le Tribunal Administratif de Marseille et d'être représentée dans cette affaire par la SELARL Parme Avocats domiciliée 12 boulevard de Courcelles 75017 Paris.

##### Article 2 :

Les honoraires dus à la SELARL Parme Avocats pour représenter la Métropole Aix-Marseille-Provence et tous les frais inhérents à ce dossier sont pris en charge.

**Article 3 :**

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget de la Métropole Aix-Marseille-Provence, nature 6227.

**Article 4 :**

Conformément aux dispositions du Code de Justice Administrative, la présente décision peut faire l'objet d'un recours en annulation dans un délai de deux mois devant le Tribunal Administratif de Marseille à compter de sa publication / notification. Le requérant peut saisir le Tribunal Administratif de Marseille de manière dématérialisée par le biais de l'application informatique « Télérecours citoyen » accessible depuis le site internet [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr).

**Article 5 :**

Monsieur le Directeur Général des Services de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargé de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 17 novembre 2020

**Martine VASSAL**

## Décision n° 20/893/D

### **Demande de subvention d'investissement relative à l'opération "Restructuration et renouvellement du réseau de distribution R5 - Saint-Pierre à Martigues"**

#### **VU**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération n° HN 001-8065/20/CM du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence du 9 juillet 2020 relative à l'élection de Madame Martine Vassal en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 002-8074/20/CM du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence du 17 juillet 2020 portant délégation du Conseil de la Métropole à la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- L'arrêté n° 20/254/CM de Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence du 10 juillet 2020 donnant délégation de fonction à Monsieur Didier Khelfa, 12ème Vice-Président du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- L'arrêté n° 20/126/CM de Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence du 17 juillet 2020 donnant délégation de signature à Monsieur Guy Januel, chargé de la Direction Générale Adjointe Finance et Budget de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

#### **CONSIDÉRANT**

- Que la Métropole Aix-Marseille-Provence compte réaliser l'opération « Restructuration et renouvellement du réseau de distribution R5 - Saint-Pierre à Martigues » ;

- Que la Métropole Aix-Marseille-Provence est engagée dans la réalisation de nombreux projets au sein de ses territoires. Certains de ces investissements traduisent les politiques publiques métropolitaines et peuvent faire l'objet d'un cofinancement de la part de partenaires institutionnels, consulaires, financiers ou privés ;
- Qu'il importe en conséquence de solliciter leur participation dans le cadre des dispositifs établis de subventionnement ;
- Que l'opération de restructuration et de renouvellement du réseau de distribution R5 à Saint-Pierre comprend le renouvellement de 20 151 ml de conduites principales et secondaires, la normalisation de 305 compteurs pour une implantation à proximité de la canalisation publique, la création d'un maille de sécurisation de la côte bleue et l'extension de la zone sur-pressée R2 ;
- Que l'objectif de ces travaux est d'assurer un service de qualité aux abonnés à long terme, de permettre une exploitation optimale des réseaux, de réduire les pertes en eau et de sécuriser le secteur de la Côte Bleue ;
- Que le coût prévisionnel de cette opération est estimé à 4.745.105 euros HT.
- Que le plan de financement prévisionnel de cette opération est le suivant :

Financement externe		
Conseil Départemental des Bouches-du-Rhône "Partenariat Métropolitain"	30 %	1 423 532 euros
Agence de l'Eau Rhône Méditerranée Corse "11 <sup>ème</sup> programme-Plan rebond"	50 %	2 372 552 euros
Autofinancement		
Métropole Aix-Marseille-Provence	20 %	949 021 euros
TOTAL	100 %	4 745 105 euros

## DECIDE

### **Article 1 :**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence, ou son représentant, est autorisé à solliciter des aides financières auprès de l'Agence de l'Eau Rhône Méditerranée Corse, du Conseil Départemental des Bouches-du-Rhône ainsi qu'auprès de tout autre organisme susceptible d'apporter sa contribution, et à signer tout document y afférent, notamment toute convention d'exécution de subvention, pour la réalisation de cette opération.

### **Article 2 :**

La Métropole Aix-Marseille-Provence s'engage à réaliser cette opération sur le réseau d'eau potable (études et travaux), selon les principes de la Charte Qualité nationale des réseaux d'eau potable.

Elle s'engage également à mentionner dans les pièces du Dossier de Consultation des Entreprises que l'opération sera réalisée sous charte qualité nationale des réseaux d'eau potable.

**Article 3 :**

Les crédits nécessaires sont inscrits en section d'investissement sur le budget annexe de l'eau potable du territoire du Pays de Martigues 2021 et suivants de la Métropole Aix-Marseille-Provence. Code opération père : 2017600900.

La recette correspondante est constatée en section d'investissement sur le budget annexe de l'eau potable du territoire du Pays de Martigues 2021 et suivants de la Métropole Aix-Marseille-Provence – Natures 13111 et 1318.

**Article 4 :**

Monsieur le Directeur Général des Services de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargé de la présente décision

Fait à Marseille, le 20 novembre 2020

**Martine VASSAL**



## Décision n° 20/894/D

### Réforme des vélos - Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile

#### VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération n° HN 001-8065/20/CM du 9 juillet 2020 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Madame Martine Vassal, en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 002-8074/20/CM du 17 juillet 2020 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant délégations du Conseil de la Métropole à la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

#### CONSIDÉRANT

- Que la Métropole Aix-Marseille-Provence impulse une politique de développement durable par le développement des modes actifs ;
- Que compte tenu de l'ancienneté (au-delà de 7 ans) et/ou de la faible utilisation de certains vélos, il convient de procéder à la réforme des vélos au nombre de trente-trois.

#### DECIDE

##### Article 1 :

Les vélos figurant dans le tableau ci-annexé sont à retirer de l'inventaire du patrimoine de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

##### Article 2 :

Monsieur le Directeur Général des Services de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargé de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 16 novembre 2020

**Martine VASSAL**

Reçu au Contrôle de légalité le 16 Novembre 2020

## Décision n° 20/895/D

**Mise en oeuvre de la démarche de prévention des déchets dans le cadre de la loi relative à la lutte contre le gaspillage et à l'économie circulaire. Approbation de l'appel à projets réemploi, réparation, réutilisation 2020 - 2024 et de la procédure de lancement associée »**

### VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La loi n°2019-992 «transition énergétique pour la croissance verte» du 17 août 2015 ;
- La Loi n° 2020-105 du 10 février 2020 relative à la lutte contre le gaspillage et à l'économie circulaire ;
- La délibération n° 17-90 du 17 mars 2017 de la Région Provence-Alpes-Côte d'Azur sur le Cadre d'intervention régional pour l'accompagnement du futur Plan Régional de Prévention et de Gestion des Déchets (PRPGD) en Provence-Alpes-Côte d'Azur ;
- La délibération n° DEA 018-2836/17/CM du Conseil de Métropole du 19 octobre 2017 approuvant les axes principaux du Schéma Métropolitain de Gestion des Déchets ;
- La délibération n° ECO 009-4286/18/BM du Bureau de la Métropole du 18 octobre 2018 approuvant la convention fixant les conditions d'intervention complémentaire de la Région Provence-Alpes-Côte d'Azur et de la Métropole Aix-Marseille Provence dans le cadre de l'octroi des aides économiques ;
- La délibération n° DEA 040-19/12/19 CM du Conseil de la Métropole du 19 décembre 2019 approuvant le Plan de Prévention des Déchets Ménagers et Assimilés ;
- La délibération n° HN 001-8065/20/CM du 9 juillet 2020 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Madame Martine Vassal, en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 002-8074/20/CM du 17 juillet 2020 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant délégations du Conseil de la Métropole à la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

- La délibération FBPA 030-31/07/20 CM du Conseil de Métropole du 31 juillet 2020 approuvant le Règlement Budgétaire et Financier de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;

## **PREAMBULE**

- Par délibération du 19 décembre 2019, la Métropole a défini, en complément du schéma métropolitain de gestion des déchets, son Plan de prévention des déchets ménagers et assimilés 2019-2025 (PMPDMA). L'axe 4 propose d'assurer un maillage du territoire afin d'offrir aux habitants une solution de proximité pour réparer, réemployer ou réutiliser leurs objets.
- Que la loi n°2020-105 relative à la lutte contre le gaspillage et à l'économie circulaire précise également des nouveaux objectifs en matière de réemploi/réutilisation : atteindre l'équivalent de 5% du tonnage de déchets ménagers en 2030 et équiper les déchetteries comme lieux de récupération ponctuelle et de retraitement d'objets en bon état ou réparables.
- L'appel à projets (AAP) prévention des déchets « Réemploi, réparation et réutilisation 2020-2024 » concerne plusieurs territoires de la Métropole, dont pour sa première édition, les territoires de Marseille Provence, du Pays d'Aix et du Pays Salonais.
- Les projets soutenus contribueront donc à l'objectif d'une Métropole Zéro Déchet Zéro Gaspillage à l'horizon 2035 et seront analysés à l'aune de ces enjeux pour la Métropole.

L'appel à projet se décline en 2 volets :

- Volet 1 : le candidat proposera un projet comprenant l'animation et la gestion des espaces de réemploi ;
- Volet 2 : le développement d'installation et/ou de projets innovants permettant de réemployer / réparer / réutiliser les déchets ménagers.

Seules les associations et les entreprises de l'Economie Sociale et Solidaire pourront candidater à cet AAP selon la procédure suivante :

1. Après une publicité adéquate, les candidats intéressés par l'appel à projets devront retirer le dossier de consultation et déposer leur candidature via la plateforme de l'innovation de la Métropole.
2. A l'expiration du délai de réception des candidatures, la Métropole Aix-Marseille-Provence sélectionnera les candidats, dont le dossier est complet, à partir des critères techniques et financiers de sélection définis dans le dossier de consultation et analysera les propositions.
3. Les candidats pourront être auditionnés.
4. Les candidatures seront présentées au jury dont la composition est définie ci-dessous.
5. Les projets ainsi retenus seront présentés en Conseils de Territoire pour l'attribution de la subvention.
6. Une convention relative à l'attribution d'une subvention sera signée avec le lauréat pour une mise en œuvre sur 4 années maximum. Pour le volet 1, la convention spécifique est annexée. Pour le volet 2, la convention type de la Métropole sera utilisée.

Cette subvention sera calculée en fonction du taux applicable sur les dépenses éligibles retenues tel que précisé dans le dossier de présentation de l'appel à projet. La mise en œuvre de ces conventions se fera progressivement à partir du printemps 2021.

In fine, l'objectif visé de cet appel à projets est d'améliorer l'efficacité du réemploi, de la réparation et de la réutilisation pour atteindre 50% de réemploi/réparation/réutilisation des objets récupérés.

Cette action participe à la dynamique d'économie circulaire du territoire et permettra de :

- Baisser le volume de déchets collectés en porte à porte ou en déchetteries ;
- Participer au développement d'une filière locale du réemploi créatrice d'emplois.

Elle offrira également aux habitants la possibilité d'acquérir des objets à moindre coût, de profiter de services en déchetteries et de donner une seconde vie aux objets.

### **CONSIDÉRANT**

- Que la réduction des déchets ménagers et assimilés est un enjeu pertinent pour la Métropole Aix-Marseille-Provence notamment dans le contexte de saturation des exutoires de traitement des déchets et d'augmentation des coûts ;
- Qu'il convient d'approuver la démarche de réduction des déchets avec le lancement d'un appel à projets.

### **DECIDE**

#### **Article 1 :**

Est approuvé l'appel à projets prévention des déchets «Réemploi, réparation et réutilisation 2020-2024 » détaillé dans le dossier de consultation ci-annexé ainsi que la procédure de lancement.

#### **Article 2 :**

Est approuvée la convention pour le volet 1 ci-annexée.

#### **Article 3 :**

Est approuvée la composition du Jury de l'Appel à projets :

- M. Roland MOUREN, conseiller délégué à la stratégie de réduction et traitement des déchets,

Conseil de Territoire 1 :

- M. René-Francis CARPENTIER - Vice-président à la propreté, gestion et réduction des déchets,
- M. Jean-Yves SAYAG - Elu en chargé des antennes, déchèteries et dépôts sauvages,

Conseil de Territoire 2 :

- M. Guy BARRET – Vice-Président à la prévention et gestion des déchets

Conseil de Territoire 3 :

- M. Olivier GUIROU – Vice-Président à l'eau, l'assainissement et les déchets.

Ainsi que des techniciens de la Direction Stratégie Déchets, du service prévention des déchets et économie circulaire et des techniciens des territoires concernés.

**Article 4 :**

Les crédits nécessaires seront inscrits à partir de 2021 sur les budgets annexes déchets des Territoires concernés.

**Article 5 :**

Madame la Présidente de la Métropole, ou son représentant, est autorisé à mettre en œuvre la procédure d'appels à projets et à signer les conventions qui en découleront.

**Article 6 :**

Monsieur le Directeur Général des Services de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargé de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 13 novembre 2020

**Martine VASSAL**

## Décision n° 20/897/D

### **Demande de subvention d'investissement relative à l'opération "Aménagement d'un centre d'art contemporain commune d'Istres"**

#### **VU**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération n° FAG 036-2694/17/CM du Conseil de la Métropole du 19 octobre 2017 approuvant la mise en autorisation de programme des opérations d'investissement au Budget Principal ;
- La délibération n° CSGE 004-8061/19/CM du Conseil de la Métropole du 19 décembre 2019 approuvant la révision et l'affectation de l'opération 2017500900 rattachée à l'AP17501 A BP ;
- La délibération n° FAG 014-7670/19/CM du Conseil de la Métropole du 19 décembre 2019 portant adoption du budget primitif de l'exercice 2020 ;
- La délibération n° HN 001-8065/20/CM du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence du 9 juillet 2020 relative à l'élection de Madame Martine Vassal en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 002-8074/20/CM du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence du 17 juillet 2020 portant délégation du Conseil de la Métropole à la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- L'arrêté n° 20/254/CM de Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence du 10 juillet 2020 donnant délégation de fonction à Monsieur Didier Khelfa, 12<sup>ème</sup> vice-président du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- L'arrêté n° 20/126/CM de Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence du 17 juillet 2020 donnant délégation de signature à Monsieur Guy Januel, chargé de la Direction Générale Adjointe Finance et Budget de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

## CONSIDÉRANT

- Que la Métropole Aix-Marseille-Provence compte réaliser l'opération « Aménagement d'un centre d'art contemporain » commune d'Istres sur le territoire Istres-Ouest Provence ;
- Que le centre d'art contemporain actuel se situe dans un bâtiment ancien qui ne répond pas aux normes d'accessibilité ;
- Que dans le cadre de la construction du forum des Carmes qui s'insère dans un projet global de rénovation urbaine, un bâtiment a été dédié au futur centre d'art Contemporain;
- Qu'à la lecture de ces éléments, il est nécessaire de procéder aux travaux cités ci-dessus ;
- Que cette opération a été créée par délibération n° FAG 039-2697/17/CM du 19 octobre 2017 et a fait l'objet de révision par délibération n° CSGE 004-8061/19/CM du Conseil de la Métropole du 19 décembre 2019 ;
- Que cet investissement traduit une politique publique métropolitaine qui peut faire l'objet d'un cofinancement de la part de partenaires institutionnels, consulaires, financiers ou privés ;
- Que le coût prévisionnel de cette opération est estimé à 639 412,65 euros HT ;
- Que le plan de financement prévisionnel de cette opération est le suivant :

Financement externe		
Conseil Départemental des Bouches-du-Rhône Aide exceptionnelle pour la relance de l'activité économique	13,00 %	84 000,00 euros
Autofinancement		
Métropole Aix-Marseille-Provence	87,00 %	555 142,65 euros
TOTAL	100,00 %	639 142,65 euros

## DECIDE

### **Article 1 :**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant, est autorisé à solliciter des aides financières auprès du Conseil Départemental des Bouches-du-Rhône, ainsi qu'auprès de tout autre organisme susceptible d'apporter sa contribution et à signer tout document y afférent, notamment toute convention d'exécution de subvention, pour la réalisation de cette opération.

### **Article 2 :**

Les crédits nécessaires sont inscrits en section d'investissement à l'Etat Spécial de Territoire 2020 du Territoire Istres-Ouest-Provence, chapitre 4581175009, nature 4581175009, code opération 2017500900.

La recette correspondante sera inscrite au Budget Principal de la Métropole 2021, section d'investissement nature 1323, code opération 2017500900.

**Article 3 :**

Monsieur le Directeur Général des Services de la Métropole Aix-Marseille-Provence, est chargé de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 20 novembre 2020

**Martine VASSAL**

**Reçu au Contrôle de légalité le 20 Novembre 2020**



## Décision n° 20/898/D

### **Demande de subvention d'investissement relative à l'opération "Remplacement du système de traitement d'air de la médiathèque commune de Miramas"**

#### **VU**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération n° FAG 036-2694/17/CM du Conseil de la Métropole du 19 octobre 2017 approuvant la mise en autorisation de programme des opérations d'investissement au Budget Principal ;
- La délibération n° CSGE 004-8061/19/CM du Conseil de la Métropole du 19 décembre 2019 approuvant la révision et l'affectation de l'opération 2017500900 rattachée à l'AP17501 A BP ;
- La délibération n° FAG 014-7670/19/CM du Conseil de la Métropole du 19 décembre 2019 portant adoption du budget primitif de l'exercice 2020 ;
- La délibération n° HN 001-8065/20/CM du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence du 9 juillet 2020 relative à l'élection de Madame Martine Vassal en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 002-8074/20/CM du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence du 17 juillet 2020 portant délégation du Conseil de la Métropole à la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- L'arrêté n° 20/254/CM de Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence du 10 juillet 2020 donnant délégation de fonction à Monsieur Didier Khelfa, 12<sup>ème</sup> vice-président du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- L'arrêté n° 20/126/CM de Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence du 17 juillet 2020 donnant délégation de signature à Monsieur Guy Januel, chargé de la Direction Générale Adjointe Finance et Budget de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

## CONSIDÉRANT

- Que la Métropole Aix-Marseille-Provence compte réaliser l'opération « Remplacement du système de traitement d'air de la médiathèque » commune de Miramas sur le territoire Istres-Ouest Provence ;
- Que les installations de chauffage et traitement d'air de ce bâtiment sont vétustes ou hors service ;
- Que le projet a pour but d'améliorer la performance du traitement d'air hivernal et estival ainsi que de réduire la consommation énergétique ;
- Qu'à la lecture de ces éléments, il est nécessaire de procéder aux travaux cités ci-dessus ;
- Que cette opération a été créée par délibération n° FAG 039-2697/17/CM du 19 octobre 2017 et a fait l'objet de révision par délibération n° CSGE 004-8061/19/CM du Conseil de la Métropole du 19 décembre 2019 ;
- Que cet investissement traduit une politique publique métropolitaine qui peut faire l'objet d'un cofinancement de la part de partenaires institutionnels, consulaires, financiers ou privés ;
- Que le coût prévisionnel de cette opération est estimé à 306 698,88 euros HT ;
- Que le plan de financement prévisionnel de cette opération est le suivant :

Financement externe		
Conseil Départemental des Bouches-du-Rhône Aide exceptionnelle pour la relance de l'activité économique	27,00 %	84 000,00 euros
Autofinancement		
Métropole Aix-Marseille-Provence	73,00 %	222 698,88 euros
TOTAL	100,00 %	306 698,88 euros

## DECIDE

### Article 1 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant, est autorisé à solliciter des aides financières auprès du Conseil Départemental des Bouches-du-Rhône, ainsi qu'auprès de tout autre organisme susceptible d'apporter sa contribution, et à signer tout document y afférent, notamment toute convention d'exécution de subvention, pour la réalisation de cette opération.

**Article 2 :**

Les crédits nécessaires sont inscrits en section d'investissement à l'Etat Spécial de Territoire 2020 du Territoire Istres-Ouest Provence, chapitre 4581175009, nature 4581175009, code opération 2017500900.

La recette correspondante sera inscrite au Budget Principal de la Métropole 2021, section d'investissement nature 1323, code opération 2017500900.

**Article 3 :**

Monsieur le Directeur Général des Services de la Métropole Aix-Marseille-Provence, est chargé de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 20 novembre 2020

**Martine VASSAL**

**Décision n° 20/900/D**

**Délégation du droit de préemption à la commune de Salon-de-Provence pour l'acquisition d'un bien immobilier cadastré AB 227, sis 38 rue Reynaud d'Ursule 13300 Salon-de-Provence**

**VU**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Urbanisme et notamment les articles L 210-1, L 211-2, L 213-3, L 300-1 et suivants ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération n° HN 001-8065/20/CM du 9 juillet 2020 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Madame Martine Vassal, en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 002-8074/20/CM du 17 juillet 2020 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole à la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n°2016-165bis du 31 mars 2016 du Conseil Municipal de la commune de Salon-de-Provence, actualisant le champ d'application du droit de préemption instauré le 18 décembre 1987, modifié le 30 juillet 1994, le 4 septembre 1998, le 30 juin 2001 et le 24 mars 2005 ;
- La déclaration d'intention d'aliéner reçue le 14 septembre 2020 enregistrée sous le n° 01310320M0363 portant aliénation d'un bien immobilier à usage commercial et d'habitation, occupé par des locataires, cadastré section AB numéro 227 pour un montant de 100 000 euros ;
- Le courrier de la commune de Salon-de-Provence du 17 septembre 2020 demandant à la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence de lui déléguer son droit de préemption ;

## **CONSIDÉRANT**

- Qu'en application de l'article L.5211-9 du Code Général des Collectivités Territoriales et de la délibération n° HN 002-8074/20/CM du 17 juillet 2020, la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence peut, à l'occasion de l'aliénation d'un bien, déléguer l'exercice du droit de préemption ;
- Qu'en l'espèce, le bien proposé à l'aliénation constituant les lots 1 et 2 d'un immeuble en copropriété cadastré section AB numéro 227 situé dans un secteur identifié par la Commune pour la mise en valeur de son patrimoine bâti ne présente pas d'enjeu pour la Métropole, mais permettrait à la commune la requalification de la rue Reynaud d'Ursule, axe stratégique reliant les deux pôles d'affluence que sont les cours entourant le centre ancien et la place Morgan ;
- Que la préemption présente donc un intérêt pour la commune de Salon-de-Provence,

## **DECIDE**

### **Article 1 :**

Le droit de préemption est délégué à la commune de Salon-de-Provence pour l'acquisition d'un bien immobilier à usage commercial et d'habitation cadastré section AB 227 sis 38 rue Reynaud d'Ursule, appartenant à Monsieur Zouheir El Hayani.

### **Article 2 :**

Conformément à l'article R 421-5 du Code de Justice Administrative, le présent acte pourra faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Marseille dans un délai de deux mois à compter de sa publication/notification. Le requérant peut saisir le Tribunal Administratif de Marseille de manière dématérialisée, par le biais de l'application informatique « Télérecours citoyen », accessible depuis le site internet [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr)

### **Article 3 :**

Monsieur le Directeur Général des Services de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargé de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 06 novembre 2020

**Martine VASSAL**

## Décision n° 20/901/D

**Approbation d'un avenant n° 1 à la convention d'occupation précaire et révocable à titre onéreux d'une maison de type 3 faisant partie d'un ensemble immobilier nommé Domaine de Conclué situé au 53 Route de Saint-Chamas à Istres, au bénéfice de Monsieur Philippe D'Oliveira**

### VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code Général de la Propriété des Personnes Publiques ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération n° HN 001-8065/20/CM du 9 juillet 2020 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l'élection à Madame Martine Vassal, en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 001-8073/20/CM du 17 juillet 2020 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant délégations du Conseil de la Métropole à la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La décision n° 20/703/D du 30 juillet 2020 approuvant la convention d'occupation précaire et révocable à titre onéreux au bénéfice de Monsieur Philippe D'Oliveira.

### CONSIDÉRANT

- Que la Métropole Aix-Marseille-Provence est propriétaire d'un ensemble immobilier nommé Domaine de Conclué, situé au 53 route de Saint-Chamas sur la commune d'Istres cadastré section BZ n° 3, n° 21, n° 22, n° 36, CA n° 23, E n° 486 à 491, n° 498 à 501, n° 540, n° 602 à 607 et n° 960, par acte notarié du 27 juillet 2020 ;
- Que l'ancien propriétaire vendeur, Monsieur Philippe D'Oliveira, représentant de la SCI Domaine de Conclué bénéficie d'une convention d'occupation précaire et

révocable à titre onéreux, depuis le 27 juillet 2020, le temps de déménager dans son nouveau logement jusqu'au 30 novembre 2020 ;

- Que Monsieur Philippe D'Oliveira a formulé le souhait de rester occupant pour une période supplémentaire de deux mois, afin de lui permettre de réaliser des travaux d'aménagement sur son nouveau logement ;
- Que la Métropole Aix-Marseille-Provence, favorable à cette requête, a convenu de prendre l'avenant n° 1 à la convention d'occupation précaire et révocable au profit de Monsieur Philippe D'Oliveira ;
- Que ledit avenant à la convention d'occupation précaire sera enregistré sous le numéro ASTECH 1304710403C01.

## **DECIDE**

### **Article 1 :**

D'approuver l'avenant n° 1 à la convention ci-annexée, relative à la prolongation d'occupation précaire et révocable au bénéfice de Monsieur Philippe D'Oliveira d'une maison de type 3 d'environ 87 m<sup>2</sup> située sur le domaine de Conclué et cadastrée à la section BZ n° 3.

### **Article 2 :**

Sont modifiés en conséquence la durée d'occupation ainsi que le montant de la redevance forfaitaire d'occupation comme suit :

- Durée du 27 juillet 2020 au 30 novembre 2020,
- Montant de la redevance d'occupation défini à 400 euros.

### **Article 3 :**

Les autres termes et conditions de la convention demeurent inchangés.

### **Article 4 :**

Monsieur le Directeur Général des Services de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargé de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 13 novembre 2020

**Martine VASSAL**

Reçu au Contrôle de légalité le 13 Novembre 2020

## Décision n° 20/902/D

**Délégation de l'exercice du Droit de Priorité à l'EPAD Ouest Provence pour l'acquisition des lots A (863 m<sup>2</sup>) et D (23 m<sup>2</sup>) parties de la parcelle cadastrée AN n° 97 situés lieu-dit La Courbedonne - Quartier Fanfarigoule à Fos-sur-Mer, propriété de l'État**

### VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Urbanisme et notamment les articles L. 210-1, L. 211-1 et suivants, L. 213-1 et suivants et L. 300-1 ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération n° HN 002-8074/20/CM du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence du 17 juillet 2020 portant délégations du Conseil de la Métropole au Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 001-8065/20/CM du 9 juillet 2020 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant élection à Madame Martine Vassal, en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° URB 013-7384/19/BM du 19 décembre 2019 approuvant l'instauration du droit de préemption urbain sur la commune de Fos-sur-Mer ;
- La délibération n° URBA 014-8364/20/CM du 31 juillet 2020 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence approuvant le retrait partiel de la délibération n° URB 019-7911/19/CM du 19 décembre 2019 portant approbation du Plan Local d'Urbanisme de la commune de Fos-sur-Mer ré-approbation du Plan Local d'Urbanisme de la commune Fos-sur-Mer ;
- Le Plan Local d'Urbanisme de la commune de Fos-sur-Mer ;
- Le courrier de notification du droit de Priorité reçu en mairie de Fos-sur-Mer le 28 septembre 2020 relatif à la vente d'un bien (une parcelle de terrain en nature de trottoirs et voiries), cadastré section AN sous le numéro 97, situé à Fos-sur-Mer, lieu-dit La Courbedonne – Quartier de la Fanfarigoule, appartenant à l'Etat pour un prix de 115 000 € (cent quinze mille euros).



## **CONSIDÉRANT**

- Qu'en application des articles L. 5217-2 du Code Général des Collectivités Territoriales, la Métropole Aix-Marseille-Provence exerce, en matière d'Aménagement de l'Espace Métropolitain, la compétence Plan Local d'Urbanisme ;
- Qu'en application de l'article L. 211-2 du Code de l'Urbanisme, la compétence d'un établissement public de coopération intercommunale à fiscalité propre en matière de plan local d'urbanisme emporte de plein droit sa compétence en matière de droit de préemption urbain ;
- Qu'en application des articles L. 240-1 et L. 213-3 du Code de l'Urbanisme le titulaire du droit de préemption peut déléguer son droit de priorité à un établissement public y ayant vocation ou à un concessionnaire d'une opération d'aménagement ;
- Qu'en application des articles L. 5211-9 du Code Général des Collectivités Territoriales et de la délibération n° HN 002-8074/20/CM, la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence peut, à l'occasion de l'aliénation d'un bien, déléguer l'exercice des droits de préemption ;
- Que le bien concerné par le droit de priorité consiste en 2 lots (le lot A d'une superficie de 863m<sup>2</sup> et le lot D d'une superficie de 23m<sup>2</sup>) résultant d'un découpage cadastral, figurant au cadastre de la commune de Fos-sur-Mer à la section AN sous le numéro 97, sis lieu-dit La Courbedonne – Quartier de la Fanfarigoule à Fos-sur-Mer ;
- Qu'au regard de la localisation du bien, celui-ci est situé sur l'assiette foncière du projet Fanfarigoule porté par l'EPAD Ouest Provence, propriétaire des parcelles voisines, dans le cadre d'un permis d'aménager n° 013 039 20 G 001 délivré le 28 septembre 2020 ;
- Que ce projet Fanfarigoule consiste en la réalisation d'un vaste programme de logements comportant des objectifs de mixité sociale et de préservation de la trame verte ;
- Qu'il s'agit d'une opération d'aménagement réalisée dans l'intérêt général ayant pour objet la mise en œuvre d'une politique de l'habitat ;
- Que la Métropole Aix-Marseille-Provence souhaite déléguer, comme l'y autorise l'article L. 213-3 du Code de l'Urbanisme, l'exercice de son droit de priorité à l'EPAD Ouest Provence, sur la parcelle cadastrée section AN sous le numéro 97, sis lieu-dit La Courbedonne – Quartier de la Fanfarigoule à Fos-sur-Mer.

## **DECIDE**

### **Article 1 :**

Le Droit de Priorité défini par l'article L. 240-1 du Code de l'Urbanisme est délégué à l'EPAD Ouest Provence pour l'acquisition d'un bien, situé lieu-dit La Courbedonne – Quartier de la Fanfarigoule à Fos-sur-Mer, cadastré section AN sous le numéro 97 ayant fait l'objet d'un découpage cadastral dont les parties à céder sont uniquement le lot A d'une superficie de 863m<sup>2</sup> et le lot D d'une superficie de 23m<sup>2</sup>, appartenant à l'Etat, pour un prix de 115 000 euros hors droits ou taxes.

**Article 2 :**

Monsieur le Directeur des Services de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargé de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 13 novembre 2020

**Martine VASSAL**

20/903/D-

**DECISION DE FINANCEMENT**  
**POUR LA CONSTRUCTION DE LOGEMENTS LOCATIFS AIDES**

**Numéro d'opération :**  
2020130550118

**N° SIREN du maître d'ouvrage**  
552046484

**Famille d'organisme**  
Entreprises HLM

**Bénéficiaire Nom, raison sociale, forme ...**  
CDC HABITAT SOCIAL SA H.L.M.

33 AV PIERRE MENDES FRANCE

75013 Paris

**Décisionnaire**  
Métropole d'Aix-Marseille-Provence

**N° de décision**  
20201305500112

**Nature de l'opération**  
Neuf

**Commune (Insee)**  
13210 Marseille - 10e arrondissement

**Exercice**  
2020

**Nature des logements**

Logements ordinaires

**Type de bénéficiaire**

Ménages

**Zone de prix**

Zonage "123" : Zone 2

Zonage "ABC" : Zone A

**Opération :** LE PARC Gaston Berger (PLUS-PLAI)  
16 rue gaston berger  
13010 Marseille - 10e arrondissement

**Madame la Présidente de la Métropole Aix Marseille Provence**

Vu le Code de la Construction et de l'Habitation (CCH) et notamment ses articles R.331-1 à R.331-25-1 et R.381-1 à R.381-6, ainsi que les textes réglementaires pris pour leur application,

Vu le Code Général des Impôts (CGI) et notamment ses articles 257, 278 sexies A, 1384 A à D et les articles 315-0 bis A et suivant de l'annexe III,

Vu la convention de délégation de compétence en date du 20 juillet 2017 et l'avenant n° 3 pour l'année 2019 en date du 11/09/2019,

Vu la délibération DEVT 002-6007/19/CM du Conseil Métropolitain du 16 mai 2019,

**DECIDE :**

**ARTICLE 1.** La présente décision porte agrément pour la construction de 45 logement(s) locatif(s) sociaux dont 0 individuel(s) et 45 collectif(s) se décomposant comme suit :

- 30 logements PLUS

- 15 logements PLA-I

au bénéficiaire désigné : CDC HABITAT SOCIAL SA H.L.M. (n° SIREN : 552046484).

**ARTICLE 2.** Il est accordé une subvention d'un montant maximum de 147 000,00 € imputée sur le :

- Budget délégué de l'Etat à l'EPCI

- Subvention versée aux personnes de droit privé

Les caractéristiques financières de l'opération sont données en annexe.

**ARTICLE 3.** La présente ouvre droit au taux réduit de TVA en application du b) des articles 257, 278 sexies et 278 sexies A du C.G.I. Le nombre de logements, la nature et le montant des travaux sont précisés en annexe à la présente décision.

**ARTICLE 4.** En cas d'opérations d'acquisition sans travaux, le bénéficiaire de la décision favorable dépose, dans un délai de trois ans à compter de la date de notification de cette décision favorable, un dossier de demande de clôture de l'opération.

En cas d'opérations de construction ou d'acquisition avec travaux d'amélioration, le bénéficiaire de la décision favorable dépose, dans un délai de sept ans à compter de la date de notification de cette décision favorable, un dossier de demande de clôture de l'opération.

**ARTICLE 5.** La convention ouvrant droit à l'APL prévue au 3° de l'article L.351-2 du CCH doit être signée avant le versement du premier acompte (logements financés en PLUS, PLA-I ou PLUS-CD) ou la signature du contrat de prêt (logements financés en PLS ou PSLA).

**ARTICLE 6.** En cas de non réalisation, de réalisation partielle de l'opération ou de réalisation non conforme à l'objet de l'opération, la présente décision sera annulée et le montant des éventuels acomptes sera reversé par le bénéficiaire de la présente décision.

**ARTICLE 7.** La Présidente de la Métropole Aix-Marseille Provence et le comptable assignataire sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Fait à MARSEILLE

le : 02 NOV. 2020



# ANNEXE A LA DECISION DE SUBVENTION ET D'AGREMENT (5161 Neuf)

## A. PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL DE L'OPERATION (TVA à taux réduit)

Aide : **PLUS**

Financements	Montants	Quotités
<b>I - Partie Subventions</b>		
Subvention Etat	0,00	0,00%
Subvention EPCI	90 000,00	1,50%
<b>Sous-total Subventions</b>	90 000,00	1,50%
<b>II - Partie Prêts</b>		
Prêt CDC foncier	2 018 926,00	33,72%
Prêt CDC logement	2 381 329,00	39,77%
<b>Sous-total Prêts</b>	4 400 255,00	73,50%
<b>III - Partie Fonds Propres</b>		
Fonds propres	1 496 752,00	25,00%
<b>Sous-total Fonds Propres</b>	1 496 752,00	25,00%
<b>Total du Financement (I + II + III)</b>	5 987 007,00	

Aide : **PLAI**

Financements	Montants	Quotités
<b>I - Partie Subventions</b>		
Subvention Etat	147 000,00	6,04%
Subvention EPCI	75 000,00	3,08%
<b>Sous-total Subventions</b>	222 000,00	9,11%
<b>II - Partie Prêts</b>		
Prêt CDC foncier	853 215,00	35,03%
Prêt CDC logement	751 554,00	30,86%
<b>Sous-total Prêts</b>	1 604 769,00	65,89%
<b>III - Partie Fonds Propres</b>		
Fonds propres	608 922,00	25,00%
<b>Sous-total Fonds Propres</b>	608 922,00	25,00%
<b>Total du Financement (I + II + III)</b>	2 435 691,00	

Aide : **Totalisation**

Financements	Montants	Quotités
<b>I - Partie Subventions</b>		
Subvention Etat	147 000,00	1,75%
Subvention EPCI	165 000,00	1,96%
<b>Sous-total Subventions</b>	312 000,00	3,70%
<b>II - Partie Prêts</b>		
Prêt CDC logement	3 132 883,00	37,20%
Prêt CDC foncier	2 872 141,00	34,10%
<b>Sous-total Prêts</b>	6 005 024,00	71,30%
<b>III - Partie Fonds Propres</b>		
Fonds propres	2 105 674,00	25,00%
<b>Sous-total Fonds Propres</b>	2 105 674,00	25,00%
<b>Total du Financement (I + II + III)</b>	8 422 698,00	100,00%
<b>Coût de l'opération / dépassement</b>	8 422 698,00	

## B. CARACTERISTIQUES FINANCIERES DE L'OPERATION

### I - Assiette de la subvention : 5 430 272,79 €

<b>Aide : PLUS</b>		Nombre de logements	Surface utile
	Logements « Collectif »	30	993,79 m²
	Logements « Individuel »		
<b>Totaux pour le financement des logements « PLUS »</b>		30	993,79 m²
	Assiette *	:	1 613 193,23 €
	Taux de subvention	:	0,00 %
	SUBVENTION	:	0,00 €
<b>Aide : PLA-I</b>		Nombre de logements	Surface utile
	Logements « Collectif »	15	2 351,47 m²
	Logements « Individuel »		
<b>Totaux pour le financement des logements « PLA-I »</b>		15	2 351,47 m²
	Assiette *	:	3 817 079,56 €
	Taux de subvention	:	3,85 %
	SUBVENTION	:	147 000,00 €

### TOTAL DE LA DECISION

Nombre de logements : 45	Surface utile :	3 345,26 m²
Assiette : 5 430 272,79 €	<b>SUBVENTION</b> :	<b>147 000,00 €</b>
	Taux moyen de subvention :	2,71 %

(\*) calcul au prorata des surfaces utiles.

### TOTAL GENERAL DE LA DECISION

**SUBVENTION : 147 000,00 €**

### II - Caractéristiques financières (TTC, Taux de TVA réduit)

Charge foncière H.T.	2 628 269,00 €
Coût du bâtiment ou des travaux	4 994 831,00 €
Prestations intellectuelles et frais	95 636,00 €
Prix de revient H.T.	7 718 736,00 €
Montant de la TVA	703 962,00 €
Prix de revient TTC	8 422 698,00 €
Prix de revient TTC au m² de surface utile (PR/SU)	2 517,80 €/m²

### C. Principaux éléments de la convention ouvrant droit à l'APL

Les éléments de loyer ou de redevance de cette opération seront précisés lors de la signature de la convention APL.

20 / 9 0 4 / D -

**DECISION DE FINANCEMENT**  
**POUR LA CONSTRUCTION DE LOGEMENTS LOCATIFS AIDES**

**Numéro d'opération :**  
2020130550071

**N° SIREN du maître d'ouvrage**  
552046484

**Famille d'organisme**  
Entreprises HLM

**Bénéficiaire Nom, raison sociale, forme ...**  
CDC HABITAT SOCIAL SA H.L.M.

33 AV PIERRE MENDES FRANCE

75013 Paris

**Décisionnaire**  
Métropole d'Aix-Marseille-Provence

**N° de décision**  
20201305500113

**Nature de l'opération**  
Neuf

**Commune (Insee)**  
13210 Marseille - 10e arrondissement

**Exercice**  
2020

**Nature des logements**

Logements ordinaires

**Type de bénéficiaire**

Ménages

**Zone de prix**

Zonage "123" : Zone 2

Zonage "ABC" : Zone A

**Opération :** LE PARC Gaston Berger - PLS  
Résidence du Parc  
16 rue Gaston Berger  
13010 Marseille - 10e arrondissement



**Madame la Présidente de la Métropole Aix Marseille Provence**

Vu le Code de la Construction et de l'Habitation (CCH) et notamment ses articles R.331-1 à R.331-25-1 et R.381-1 à R.381-6, ainsi que les textes réglementaires pris pour leur application,

Vu le Code Général des Impôts (CGI) et notamment ses articles 257, 278 sexies A, 1384 A à D et les articles 315-0 bis A et suivant de l'annexe III,

Vu la convention de délégation de compétence en date du 20 juillet 2017 et l'avenant n° 3 pour l'année 2019 en date du 11/09/2019,

Vu la délibération DEVT 002-6007/19/CM du Conseil Métropolitain du 16 mai 2019,

**DECIDE :**

**ARTICLE 1.** La présente décision porte agrément pour la construction de 15 logement(s) locatif(s) sociaux dont 0 individuel(s) et 15 collectif(s) se décomposant comme suit :

- 15 logements PLS

au bénéficiaire désigné : CDC HABITAT SOCIAL SA H.L.M. (n° SIREN : 552046484).

La présente décision ouvre droit pour la réalisation de ces logements à un prêt PLS auprès : CDC

**ARTICLE 2.** Les caractéristiques financières de l'opération sont données en annexe.

**ARTICLE 3.** La présente ouvre droit au taux réduit de TVA en application du b) des articles 257, 278 sexies et 278 sexies A du C.G.I. Le nombre de logements, la nature et le montant des travaux sont précisés en annexe à la présente décision.

**ARTICLE 4.** En cas d'opérations d'acquisition sans travaux, le bénéficiaire de la décision favorable dépose, dans un délai de trois ans à compter de la date de notification de cette décision favorable, un dossier de demande de clôture de l'opération.

En cas d'opérations de construction ou d'acquisition avec travaux d'amélioration, le bénéficiaire de la décision favorable dépose, dans un délai de sept ans à compter de la date de notification de cette décision favorable, un dossier de demande de clôture de l'opération.

**ARTICLE 5.** La convention ouvrant droit à l'APL prévue au 3° de l'article L.351-2 du CCH doit être signée avant le versement du premier acompte (logements financés en PLUS, PLA-I ou PLUS-CD) ou la signature du contrat de prêt (logements financés en PLS ou PSLA).

**ARTICLE 6.** En cas de non réalisation, de réalisation partielle de l'opération ou de réalisation non conforme à l'objet de l'opération, la présente décision sera annulée et le montant des éventuels acomptes sera reversé par le bénéficiaire de la présente décision.

**ARTICLE 7.** La Présidente de la Métropole Aix-Marseille Provence et le comptable assignataire sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Fait à MARSEILLE

le : 02 NOV. 2020





# ANNEXE A LA DECISION DE SUBVENTION ET D'AGREMENT (5161 Neuf)

## A. PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL DE L'OPERATION (TVA à taux réduit)

Aide : PLS

Financements	Montants	Quotités	Taux
<b>I - Partie Subventions</b>			
Subvention Etat	0,00	0,00%	
<b>Sous-total Subventions</b>	0,00	0,00%	
<b>II - Partie Prêts</b>			
CDC foncier PLS	855 816,00	33,69%	1,86%
CDC - PLS (ou PLI ou PSLA)	1 049 643,00	41,31%	1,86%
<b>Sous-total Prêts</b>	1 905 459,00	75,00%	
<b>III - Partie Fonds Propres</b>			
Fonds propres	635 152,00	25,00%	
<b>Sous-total Fonds Propres</b>	635 152,00	25,00%	
<b>Total du Financement (I + II + III)</b>	2 540 611,00	100,00%	
<b>Coût de l'opération / dépassement</b>	2 540 611,00		

## B. CARACTERISTIQUES FINANCIERES DE L'OPERATION

I - Assiette de la subvention : 0,00 €

Aide : PLS

	Nombre de logements	Surface utile
Logements « Collectif »	15	996,79 m²
Logements « Individuel »		

Totaux pour le financement des logements « PLS »	15	996,79 m²
--	----	-----------

### TOTAL DE LA DECISION

Nombre de logements : 15	Surface utile :	996,79 m²
Assiette : 0,00 €	<b>SUBVENTION :</b>	<b>0,00 €</b>
	Taux moyen de subvention :	0,00 %

(\*) calcul au prorata des surfaces utiles.

### TOTAL GENERAL DE LA DECISION

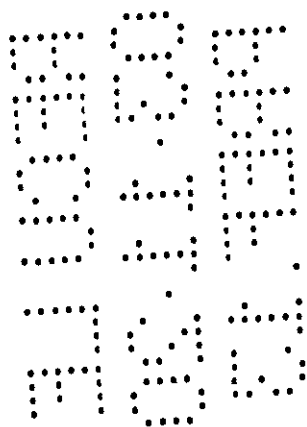
**SUBVENTION : 0,00 €**

## II - Caractéristiques financières (TTC, Taux de TVA réduit)

Charge foncière H.T.	783 149,00 €
Coût du bâtiment ou des travaux	1 488 317,00 €
Prestations intellectuelles et frais	30 550,00 €
Prix de revient H.T.	2 302 016,00 €
Montant de la TVA	238 595,00 €
Prix de revient TTC	2 540 611,00 €
Prix de revient TTC au m² de surface utile (PR/SU)	2 548,79 €/m²

## C. Principaux éléments de la convention ouvrant droit à l'APL

Les éléments de loyer ou de redevance de cette opération seront précisés lors de la signature de la convention APL.



20 / 9 0 5 / D

**DECISION DE FINANCEMENT**  
**POUR LA CONSTRUCTION DE LOGEMENTS LOCATIFS AIDES**

**Numéro d'opération :**  
2020130550040

**N° SIREN du maître d'ouvrage**  
573620754

**Famille d'organisme**  
Entreprises HLM

**Bénéficiaire Nom, raison sociale, forme ...**

S.A. UNICIL

11 RUE ARMENY

13006 Marseille

**Décisionnaire**

Métropole d'Aix-Marseille-Provence

**N° de décision**

20201305500114

**Nature de l'opération**

Neuf

**Commune (Insee)**

13028 Ciotat

**Nature des logements**

Logements ordinaires

**Type de bénéficiaire**

Ménages

**Zone de prix**

Zonage "123" : Zone 2

Zonage "ABC" : Zone A

**Exercice**

2020

**Opération :** LA CIOTAT - TERRASSES DU BAGUIER ULS  
TRAVERSE DE VAL D'AZUR  
13600 La Ciotat

Vu le Code de la Construction et de l'Habitation (CCH) et notamment ses articles R.331-1 à R.331-25-1 et R.381-1 à R.381-6, ainsi que les textes réglementaires pris pour leur application,

Vu le Code Général des Impôts (CGI) et notamment ses articles 257, 278 sexies A, 1384 A à D et les articles 315-0 bis A et suivant de l'annexe III,

Vu la convention de délégation de compétence en date du 20 juillet 2017 et l'avenant n° 3 pour l'année 2019 en date du 11/09/2019,

Vu la délibération DEVT 002-6007/19/CM du Conseil Métropolitain du 16 mai 2019,

**DECIDE :**

**ARTICLE 1.** La présente décision porte agrément pour la construction de 3 logement(s) locatif(s) sociaux dont 0 individuel(s) et 3 collectif(s) se décomposant comme suit :

- 3 logements PLS

au bénéficiaire désigné : S.A. UNICIL (n° SIREN : 573620754).

La présente décision ouvre droit pour la réalisation de ces logements à un prêt PLS auprès : CDC

**ARTICLE 2.** Les caractéristiques financières de l'opération sont données en annexe.

**ARTICLE 3.** La présente ouvre droit au taux réduit de TVA en application du b) des articles 257, 278 sexies et 278 sexies A du C.G.I. Le nombre de logements, la nature et le montant des travaux sont précisés en annexe à la présente décision.

**ARTICLE 4.** En cas d'opérations d'acquisition sans travaux, le bénéficiaire de la décision favorable dépose, dans un délai de trois ans à compter de la date de notification de cette décision favorable, un dossier de demande de clôture de l'opération.

En cas d'opérations de construction ou d'acquisition avec travaux d'amélioration, le bénéficiaire de la décision favorable dépose, dans un délai de sept ans à compter de la date de notification de cette décision favorable, un dossier de demande de clôture de l'opération.

**ARTICLE 5.** La convention ouvrant droit à l'APL prévue au 3° de l'article L.351-2 du CCH doit être signée avant le versement du premier acompte (logements financés en PLUS, PLA-I ou PLUS-CD) ou la signature du contrat de prêt (logements financés en PLS ou PSLA).

**ARTICLE 6.** En cas de non réalisation, de réalisation partielle de l'opération ou de réalisation non conforme à l'objet de l'opération, la présente décision sera annulée et le montant des éventuels acomptes sera reversé par le bénéficiaire de la présente décision.

**ARTICLE 7.** La Présidente de la Métropole Aix-Marseille Provence et le comptable assignataire sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Fait à MARSEILLE

le : 02 NOV. 2020



# ANNEXE A LA DECISION DE SUBVENTION ET D'AGREMENT (5161 Neuf)

## A. PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL DE L'OPERATION (TVA à taux réduit)

Aide : PLS

Financements	Montants	Quotités	Taux
<b>I - Partie Subventions</b>			
Subvention Etat	0,00	0,00%	
<b>Sous-total Subventions</b>	0,00	0,00%	
<b>II - Partie Prêts</b>			
CDC - PLS (ou PLI ou PSLA)	94 161,00	55,00%	1,86%
Prêt complémentaire CDC	77 041,00	45,00%	1,86%
<b>Sous-total Prêts</b>	171 202,00	100,00%	
<b>III - Partie Fonds Propres</b>			
<b>Sous-total Fonds Propres</b>			
<b>Total du Financement (I + II + III)</b>	171 202,00	100,00%	
<b>Coût de l'opération / dépassement</b>	171 202,00		

## B. CARACTERISTIQUES FINANCIERES DE L'OPERATION

I - Assiette de la subvention : 0,00 €

Aide : PLS

Nombre de logements

Surface utile

Logements « Collectif »

3

143,55 m²

Logements « Individuel »

Totaux pour le financement des logements « PLS »

3

143,55 m²

### TOTAL DE LA DECISION

Nombre de logements : 3

Surface utile :

143,55 m²

Assiette : 0,00 €

**SUBVENTION :**

**0,00 €**

Taux moyen de subvention :

0,00 %

(\*) calcul au prorata des surfaces utiles.

### TOTAL GENERAL DE LA DECISION

**SUBVENTION :**

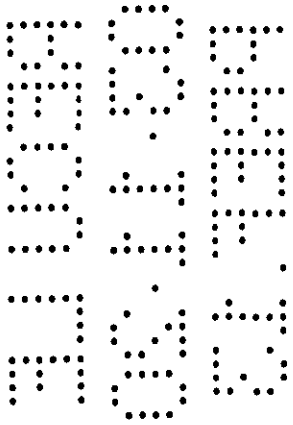
**0,00 €**

## II - Caractéristiques financières (TTC, Taux de TVA réduit)

Charge foncière H.T.	3 936,00 €
Coût du bâtiment ou des travaux	137 736,00 €
Prestations intellectuelles et frais	15 369,00 €
Prix de revient H.T.	157 041,00 €
Montant de la TVA	14 161,00 €
Prix de revient TTC	171 202,00 €
Prix de revient TTC au m² de surface utile (PR/SU)	1 192,63 €/m²

## C. Principaux éléments de la convention ouvrant droit à l'APL

Les éléments de loyer ou de redevance de cette opération seront précisés lors de la signature de la convention APL.



## Décision n° 20/906/D

**Approbation du remboursement de deux mois de redevance au locataire gérant du fonds de commerce de bar-débit de boissons à l'enseigne "Café de l'Olivier" rattaché à l'équipement du théâtre de l'Olivier, propriété de la Métropole Aix-Marseille-Provence, sis place Jules Guesde à Istres**

### VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le règlement de la Commission européenne UE 651/2014 du 17 juin 2014 déclarant certaines catégories d'aides compatibles avec le marché intérieur en application des articles 107 et 108 du traité ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La loi n° 2020-290 du 23 mars 2020 d'urgence pour faire face à l'épidémie du COVID 19 qui déclare l'urgence sanitaire pour une durée d'au moins deux mois à compter du 23 mars 2020 ;
- L'ordonnance n° 2020-317 du 25 mars 2020 relative au paiement des loyers, des factures d'eau, de gaz et d'électricité afférents aux locaux professionnels des entreprises dont l'activité est affectée par la propagation de l'épidémie de Covid-19 ;
- L'ordonnance n° 2020-391 du 1<sup>er</sup> avril 2020 visant à assurer la continuité du fonctionnement des institutions locales et de l'exercice des compétences des collectivités territoriales et des établissements publics locaux afin de faire face à l'épidémie de covid-19 ;
- Le décret n° 2020-423 du 14 avril 2020 complétant le décret n° 2020-293 du 23 mars 2020 prescrivant les mesures générales nécessaires pour faire face à l'épidémie de covid-19 dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire ;
- La délibération n° HN 001-8065/20/CM du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence du 09 juillet 2020 relative à l'élection à Madame Martine Vassal, en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;

Reçu au Contrôle de légalité le 19 Novembre 2020

- La délibération n° HN 002-8074/20/CM du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence du 17 juillet 2020 portant délégations du Conseil de la Métropole à la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le contrat de location gérance d'un fonds de commerce du domaine public de la Métropole Aix-Marseille-Provence pour l'exploitation d'un bar débit de boissons situé à Istres.

### **CONSIDÉRANT**

- Que la rapidité de propagation de l'épidémie de Covid-19 dans notre pays ainsi que le taux de létalité de cette maladie ont conduit le Président de la République à ordonner, le 16 mars 2020, des mesures de confinement extrêmement fermes et étendues ;
- Que si ces mesures sont indispensables pour protéger la santé et la vie de nos concitoyens, elles se traduisent malheureusement par un arrêt quasi-total de nos entreprises et industries, impactant fortement l'ensemble de l'activité économique sur l'ensemble du territoire de la Métropole ;
- Que certains commerces non indispensables à l'activité économique en période d'urgence sanitaire, ont été contraints de fermer ;
- Que les conséquences économiques de l'épidémie du Covid-19 ont été très importantes pour certaines entreprises occupant le patrimoine métropolitain ;
- Que la Métropole Aix-Marseille-Provence est propriétaire d'un immeuble sis place Jules Guesde à Istres, comprenant un théâtre et un fonds de commerce de bar-débit de boissons à l'enseigne « Café de l'Olivier » ;
- Que dans le cadre de compétence en matière d'aménagement du territoire et de développement économique, la Métropole souhaite préserver la pérennité de ce commerce dont l'activité est indissociable du fonctionnement du théâtre public attendant ;
- Que l'exploitation de ce fonds de commerce est confiée à Monsieur Juan Frédéric dans le cadre d'une location gérance ;
- Que la nature même de la redevance pour une location-gérance est liée aux éléments incorporels du contrat (enseigne, clientèle) ;
- Que ledit contrat de location gérance implique l'exploitation des éléments incorporels, ce que la fermeture administrative imposée par décret, a empêché de manière évidente pendant deux mois ;
- Que compte tenu de ces éléments, la Métropole Aix-Marseille-Provence entend procéder au remboursement au locataire gérant, de deux mois de redevances afin de prendre en compte « l'empêchement » d'exploitation de ce fonds lié à la nature même du contrat de location gérance.

### **DECIDE**

#### **Article 1 :**

D'approuver le remboursement de deux mois de redevances correspondant aux mois d'avril et mai 2020, pour un montant de 2367,88 euros, au profit de Monsieur Juan Frédéric, locataire gérant du fonds de commerce du bar-débit de boissons du Café de l'Olivier à Istres.

**Reçu au Contrôle de légalité le 19 Novembre 2020**



**Article 2:**

Les crédits nécessaires sont inscrits le budget de la Métropole, chapitre 68 nature 68878.

**Article 3 :**

Monsieur le Directeur général des services est chargé de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 19 novembre 2020

**Martine VASSAL**

**Décision n° 20/907/D**

**Demande de subvention d'investissement relative à l'opération " Ceyreste - Aménagement place Albert Blanc "**

**VU**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération n°VOI 004-5775/19/CM du 28 mars 2019 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille Provence qui a ouvert le volume d'AP relative à l'opération « Ceyreste - Aménagement place Albert Blanc » ;
- La délibération n° HN 001-8065/20/CM du 9 juillet 2020 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Madame Martine Vassal, en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 002-8074/20/CM du 17 juillet 2020 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant délégation du Conseil de la Métropole à la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- L'arrêté n° 20/254/CM donnant délégation de fonction à M. Didier Khelfa, 12<sup>ème</sup> Vice-Président du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- L'arrêté n°20/126/CM donnant délégation de fonction à M. Guy Januel, chargé de la Direction Générale Adjointe Finance et Budget de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

**CONSIDÉRANT**

- Que la Métropole Aix-Marseille-Provence compte réaliser l'opération n°2019100600 intitulée « Ceyreste - Aménagement place Albert Blanc » ;
- Que la Métropole envisage de créer un parking et de mettre en valeur cet espace public limitrophe de l'école communale Albert Blanc ;
- Que ce projet d'aménagement prévoit la mise en place d'un réseau d'éclairage public à économie d'énergie (leds) ;

- Que cet investissement traduit une politique publique métropolitaine qui peut faire l'objet d'un cofinancement de la part de partenaires institutionnels, consulaires, financiers ou privés ;
- Que le coût prévisionnel de la partie de l'opération subventionnable est estimé à 191 117,09 euros HT ;
- Que le plan de financement prévisionnel de cette opération est le suivant :

Financement externe		
Conseil Départemental des Bouches-du-Rhône « Partenariat métropolitain »	70 %	133 781,96 euros
Autofinancement		
Métropole Aix-Marseille-Provence	30 %	57 335,13 euros
TOTAL HT	100 %	191 117,09 euros

## DECIDE

### **Article 1**

De solliciter des aides financières auprès du Département des Bouches-du-Rhône et à signer tout document y afférent, notamment toute convention d'exécution de subvention, pour la réalisation de cette opération.

### **Article 2**

Les crédits nécessaires sont inscrits en section d'investissement sur les budgets 2021 et suivants de la Métropole Aix-Marseille-Provence. Code opération père: 2019100600.

La recette correspondante sera constatée en section d'investissement sur les budgets 2021 et suivants de la Métropole Aix-Marseille-Provence - Nature 1323 - Fonction 844 - Sous politique C310 – Code gestionnaire 4DVEEP.

### **Article 3**

Monsieur le Directeur Général des Services est chargé de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 16 novembre 2020

**Martine VASSAL**

Reçu au Contrôle de légalité le 16 Novembre 2020

## Décision n° 20/908/D

### **Demande de subvention d'investissement relative à l'opération " Aménagement de la rue des Chantons à Plan-de-Cuques "**

#### **VU**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération n°VOI 007-2414/17/CM du 13 juillet 2017 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille Provence qui a ouvert le volume d'AP relative à l'opération « Aménagement de la rue des Chantons à Plan-de-Cuques » ;
- La délibération n° HN 001-8065/20/CM du 9 juillet 2020 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Madame Martine Vassal, en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 002-8074/20/CM du 17 juillet 2020 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant délégation du Conseil de la Métropole à la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence.
- L'arrêté n° 20/254/CM donnant délégation de fonction à M. Didier Khelfa, 12<sup>ème</sup> Vice-Président du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- L'arrêté n°20/126/CM donnant délégation de fonction à M. Guy Januel, chargé de la Direction Générale Adjointe Finance et Budget de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

#### **CONSIDÉRANT**

- Que la Métropole Aix-Marseille-Provence compte réaliser l'opération n°2017107200 intitulée « Aménagement de la rue des Chantons à Plan-de-Cuques » ;
- Que cette opération porte sur un aménagement viaire permettant de desservir les futures opérations immobilières « Le Grand Hilaire » et « Le Moulin du Mail », en bordure du Mail du Général De Gaulle ;
- Que ces opérations immobilières sont desservies par la rue des Chantons dont le profil correspond à un plateau unique de largeur variable entre 4,5 et 7,5m qu'il est envisagé de réaménager

- Qu'un équipement de réseau d'éclairage public à économie d'énergie (led) sera mis en place ;
- Que cet investissement traduit une politique publique métropolitaine qui peut faire l'objet d'un cofinancement de la part de partenaires institutionnels, consulaires, financiers ou privés ;
- Que le coût prévisionnel de la partie de l'opération subventionnable est estimé à 88 877,06 euros HT ;
- Que le plan de financement prévisionnel de cette opération est le suivant :

Financement externe		
Conseil Départemental des Bouches-du-Rhône « Partenariat métropolitain »	70 %	62 213,94 euros
Autofinancement		
Métropole Aix-Marseille-Provence	30 %	26 663,12 euros
TOTAL HT	100 %	88 877,06 euros

## DECIDE

### **Article 1**

De solliciter des aides financières auprès du Département des Bouches-du-Rhône et à signer tout document y afférent, notamment toute convention d'exécution de subvention, pour la réalisation de cette opération.

### **Article 2**

Les crédits nécessaires sont inscrits en section d'investissement sur les budgets 2021 et suivants de la Métropole Aix-Marseille-Provence. Code opération père: 2017107200.

La recette correspondante sera constatée en section d'investissement sur les budgets 2021 et suivants de la Métropole Aix-Marseille-Provence - Nature 1323 - Fonction 844 - Sous politique C310 – Code gestionnaire 4DVEEP.

### **Article 3**

Monsieur le Directeur Général des Services est chargé de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 16 novembre 2020

**Martine VASSAL**

Reçu au Contrôle de légalité le 16 Novembre 2020

## Décision n° 20/909/D

### **Demande de subvention d'investissement relative à l'opération " Cassis - Elargissement de l'avenue de Provence au droit de la Résidence du Jardin des Hespérides "**

#### **VU**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération n°VOI 002-1669/15/CC du 21 décembre 2015 du Conseil de la Communauté urbaine Marseille Provence Métropole qui a ouvert le volume d'AP relative à l'opération « Cassis - Elargissement de l'avenue de Provence au droit de la Résidence du Jardin des Hespérides » ;
- La délibération n° HN 001-8065/20/CM du 9 juillet 2020 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Madame Martine Vassal, en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 002-8074/20/CM du 17 juillet 2020 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant délégation du Conseil de la Métropole à la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- L'arrêté n° 20/254/CM donnant délégation de fonction à M. Didier Khelfa, 12<sup>ème</sup> Vice-Président du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- L'arrêté n°20/126/CM donnant délégation de fonction à M. Guy Januel, chargé de la Direction Générale Adjointe Finance et Budget de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

#### **CONSIDÉRANT**

- Que la Métropole Aix-Marseille-Provence compte réaliser l'opération n°2015118500 intitulée « Cassis - Elargissement de l'avenue de Provence au droit de la Résidence du Jardin des Hespérides » ;
- Que cette opération a précédemment fait l'objet d'une revalorisation dans le cadre de la délibération n°VOI 005-5273/18/CM du Conseil de la Métropole Aix-Marseille Provence en date du 13 décembre 2018.

- Que la Métropole envisage l'élargissement de l'avenue de Provence avec la création d'un cheminement piéton aux normes PMR sur un linéaire de 120 m environ ;
- Que l'aménagement prévoit en outre la mise en place d'un éclairage public à économie d'énergie (leds) ;
- Que cet investissement traduit une politique publique métropolitaine qui peut faire l'objet d'un cofinancement de la part de partenaires institutionnels, consulaires, financiers ou privés ;
- Que le coût prévisionnel de la partie de l'opération subventionnable est estimé à 64 964,65 euros HT ;
- Que le plan de financement prévisionnel de cette opération est le suivant :

Financement externe		
Conseil Départemental des Bouches-du-Rhône « Partenariat métropolitain »	70 %	45 475,26 euros
Autofinancement		
Métropole Aix-Marseille-Provence	30 %	19 489,39 euros
TOTAL HT	100 %	64 964,65 euros

## DECIDE

### **Article 1**

De solliciter des aides financières auprès du Département des Bouches-du-Rhône et à signer tout document y afférent, notamment toute convention d'exécution de subvention, pour la réalisation de cette opération.

### **Article 2**

Les crédits nécessaires sont inscrits en section d'investissement sur les budgets 2021 et suivants de la Métropole Aix-Marseille-Provence. Code opération père: 2015118500.

La recette correspondante sera constatée en section d'investissement sur les budgets 2021 et suivants de la Métropole Aix-Marseille-Provence - Nature 1323 - Fonction 844 - Sous politique C310 – Code gestionnaire 4DVEEP.

### **Article 3**

Monsieur le Directeur Général des Services est chargé de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 16 novembre 2020

**Martine VASSAL**

Reçu au Contrôle de légalité le 16 Novembre 2020

## Décision n° 20/910/D

### **Demande de subvention d'investissement relative à l'opération " Marseille 13015 - Place Tarquin "**

#### **VU**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération n°VOI 013-5467/19/BM du 28 février 2019 du Bureau de la Métropole Aix-Marseille Provence qui a ouvert le volume d'AP relative à l'opération « Marseille 13015 – Place Tarquin » ;
- La délibération n° HN 001-8065/20/CM du 9 juillet 2020 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Madame Martine Vassal, en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 002-8074/20/CM du 17 juillet 2020 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant délégation du Conseil de la Métropole à la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- L'arrêté n° 20/254/CM donnant délégation de fonction à M. Didier Khelfa, 12<sup>ème</sup> Vice-Président du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- L'arrêté n°20/126/CM donnant délégation de fonction à M. Guy Januel, chargé de la Direction Générale Adjointe Finance et Budget de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

#### **CONSIDÉRANT**

- Que la Métropole Aix-Marseille-Provence compte réaliser l'opération n°2019101400 intitulée « Marseille 13015 – Place Tarquin » ;
- Que la Métropole envisage de réaménager la place en revêtement de pierre naturelle, mettre en place des espaces verts et rénover le réseau d'éclairage public en y intégrant des leds basse consommation d'énergie ;
- Que cet investissement traduit une politique publique métropolitaine qui peut faire l'objet d'un cofinancement de la part de partenaires institutionnels, consulaires, financiers ou privés ;



- Que le coût prévisionnel de la partie de l'opération subventionnable est estimé à 80 400 euros HT ;
- Que le plan de financement prévisionnel de cette opération est le suivant :

Financement externe		
Conseil Départemental des Bouches-du-Rhône « Partenariat métropolitain »	70 %	56 280,00 euros
Autofinancement		
Métropole Aix-Marseille-Provence	30 %	24 120,00 euros
TOTAL HT	100 %	80 400,00 euros

## DECIDE

### **Article 1**

De solliciter des aides financières auprès du Département des Bouches-du-Rhône et à signer tout document y afférent, notamment toute convention d'exécution de subvention, pour la réalisation de cette opération.

### **Article 2**

Les crédits nécessaires sont inscrits en section d'investissement sur les budgets 2021 et suivants de la Métropole Aix-Marseille-Provence. Code opération père: 2019101400.

La recette correspondante sera constatée en section d'investissement sur les budgets 2020 et suivants de la Métropole Aix-Marseille-Provence - Nature 1323 - Fonction 844 - Sous politique C310 – Code gestionnaire 4DVEEP.

### **Article 3**

Monsieur le Directeur Général des Services est chargé de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 16 novembre 2020

**Martine VASSAL**

## Décision n° 20/911/D

### **Demande de subvention d'investissement relative à l'opération " Aménagement de la rue Saint Pierre et de la rue Ferrari, à Marseille, 5ème arrondissement "**

#### **VU**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération n°VOI 005-5459/19/BM du 28 février 2019 du Bureau de la Métropole Aix-Marseille Provence qui a ouvert le volume d'AP relative à l'opération « Aménagement de la rue Saint Pierre et de la rue Ferrari, à Marseille, 5ème arrondissement » ;
- La délibération n° HN 001-8065/20/CM du 9 juillet 2020 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Madame Martine Vassal, en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 002-8074/20/CM du 17 juillet 2020 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant délégation du Conseil de la Métropole à la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- L'arrêté n° 20/254/CM donnant délégation de fonction à M. Didier Khelfa, 12<sup>ème</sup> Vice-Président du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- L'arrêté n°20/126/CM donnant délégation de fonction à M. Guy Januel, chargé de la Direction Générale Adjointe Finance et Budget de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

#### **CONSIDÉRANT**

- Que la Métropole Aix-Marseille-Provence compte réaliser l'opération n°2019101100 intitulée « Aménagement de la rue Saint Pierre et de la rue Ferrari, à Marseille, 5ème arrondissement » ;
- Que le périmètre de cette opération comprend : en ce qui concerne la rue Ferrari, la partie comprise entre la place Jean Jaurès et la rue Saint-Pierre (6 100 m<sup>2</sup>) ; en ce qui concerne la rue Saint-Pierre, la partie comprise entre la place Jean Jaurès et l'allée Fraissinet d'une part (7 500 m<sup>2</sup>), et celle située entre la rue Jean Martin et l'entrée du cimetière Saint-Pierre (12 300 m<sup>2</sup>) ;

Reçu au Contrôle de légalité le 16 Novembre 2020

- Que le projet de voirie subventionnable, consiste à restructurer et réorganiser l'espace suivant les usages et les besoins sur la rue Saint Pierre, tronçon de voie compris entre la rue Vitalis et la rue Madon;
- Que cet aménagement prévoit la mise en place d'une piste cyclable ;
- Que cet investissement traduit une politique publique métropolitaine qui peut faire l'objet d'un cofinancement de la part de partenaires institutionnels, consulaires, financiers ou privés ;
- Que le coût prévisionnel de cette opération est estimé à 128 760 euros HT ;
- Que le plan de financement prévisionnel de cette opération est le suivant :

Financement externe		
Conseil Départemental des Bouches-du-Rhône « Partenariat métropolitain »	70 %	90 132 euros
Autofinancement		
Métropole Aix-Marseille-Provence	30 %	38 628 euros
TOTAL HT	100 %	128 760 euros

## DECIDE

### **Article 1**

De solliciter des aides financières auprès du Département des Bouches-du-Rhône et à signer tout document y afférent, notamment toute convention d'exécution de subvention, pour la réalisation de cette opération.

### **Article 2**

Les crédits nécessaires sera inscrits en section d'investissement sur les budgets 2020 et suivants de la Métropole Aix-Marseille-Provence. Code opération père: 2019101100.

La recette correspondante sera constatée en section d'investissement sur les budgets 2020 et suivants de la Métropole Aix-Marseille-Provence - Nature 1323 - Fonction 844 - Sous politique C310 – Code gestionnaire 4DVEEP.

### **Article 3**

Monsieur le Directeur Général des Services est chargé de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 16 novembre 2020

**Martine VASSAL**

## Décision n° 20/912/D

### **Demande de subvention d'investissement relative à l'opération " Marseille 13009 - Aménagement du Chemin de Morgiou "**

#### **VU**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération n°VOI 004-8045/19/CM du 19 décembre 2019 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence qui a ouvert le volume d'AP relative à l'opération « Marseille 13009 - Aménagement du chemin de Morgiou » ;
- La délibération n° HN 001-8065/20/CM du 9 juillet 2020 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Madame Martine VASSAL, en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 002-8074/20/CM du 17 juillet 2020 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant délégation du Conseil de la Métropole à la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence.
- L'arrêté n° 20/254/CM donnant délégation de fonction à M. Didier KHELFA, 12<sup>ème</sup> Vice-Président du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence
- L'arrêté n°20/126/CM donnant délégation de fonction à M. Guy JANUEL, chargé de la Direction Générale Adjointe Finance et Budget de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

#### **CONSIDÉRANT**

- Que la métropole Aix-Marseille-Provence compte réaliser l'opération n°2020102800 intitulée « Marseille 13009 - Aménagement du chemin de Morgiou » ;
- Que cette opération consiste à réaménager le chemin de Morgiou en protégeant les cheminements piétons, à organiser et à créer des zones de stationnement, dans l'objectif d'apaiser les vitesses de circulation des véhicules ;
- Qu'une piste cyclable est notamment prévue dans le cadre de cet aménagement ;

- Que cet investissement traduit une politique publique métropolitaine qui peut faire l'objet d'un cofinancement de la part de partenaires institutionnels, consulaires, financiers ou privés ;
- Que le coût prévisionnel de cette opération est estimé à 601 700 euros HT ;
- Que le plan de financement prévisionnel de cette opération est le suivant :

Financement externe		
Conseil Départemental des Bouches-du-Rhône « Partenariat métropolitain »	70 %	421 190 euros
Autofinancement		
Métropole Aix-Marseille-Provence	30 %	180 510 euros
TOTAL HT	100 %	601 700 euros

## DECIDE

### **Article 1**

De solliciter des aides financières auprès du Département des Bouches-du-Rhône et à signer tout document y afférent, notamment toute convention d'exécution de subvention, pour la réalisation de cette opération.

### **Article 2**

Les crédits nécessaires sont inscrits en section d'investissement sur les budgets 2020 et suivants de la Métropole Aix-Marseille-Provence. Code opération père: 2020102800.

La recette correspondante sera constatée en section d'investissement sur les budgets 2020 et suivants de la Métropole Aix-Marseille-Provence - Nature 1323 - Fonction 844 - Sous politique C310 – Code gestionnaire 4DVEEP.

### **Article 3**

Monsieur le Directeur Général des Services est chargé de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 16 novembre 2020

**Martine VASSAL**

Reçu au Contrôle de légalité le 16 Novembre 2020

## Décision n° 20/913/D

### **Demande de subvention d'investissement relative à l'opération : Marseille 13007 - Piste cyclable sur le boulevard Livon et avenue Pasteur**

#### **VU**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération n°VOI 012-5280/18/CM du 13 décembre 2018 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille Provence qui a ouvert le volume d'AP relative à l'opération « Marseille 13007 – Piste cyclable sur le boulevard Livon et avenue Pasteur»;
- La délibération n° HN 001-8065/20/CM du 9 juillet 2020 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Madame Martine Vassal, en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 002-8074/20/CM du 17 juillet 2020 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant délégation du Conseil de la Métropole à la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence;
- L'arrêté n° 20/254/CM donnant délégation de fonction à M. Didier Khelfa, 12<sup>ème</sup> Vice-Président du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- L'arrêté n°20/126/CM donnant délégation de fonction à M. Guy Januel, chargé de la Direction Générale Adjointe Finance et Budget de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

#### **CONSIDÉRANT**

- Que la Métropole Aix-Marseille-Provence compte réaliser l'opération n°2019101100 intitulée « Marseille 13007 – Piste cyclable sur le boulevard Livon et avenue Pasteur » ;
- Que le périmètre de l'opération comprend 640 mètres linéaires sur l'avenue Charles Livon pour une superficie de 11 520 m<sup>2</sup> et une longueur de 380m environ pour l'avenue Pasteur et une superficie de 7 600 m<sup>2</sup>

- Que le projet de voirie envisagé, consiste à restructurer et moderniser l'espace public par un aménagement urbain de qualité avec recalibrage de la chaussée et création de pistes cyclables ;
- Que cet investissement traduit une politique publique métropolitaine qui peut faire l'objet d'un cofinancement de la part de partenaires institutionnels, consulaires, financiers ou privés ;
- Que le coût prévisionnel de cette opération est estimé à 455 779,50 euros HT ;
- Que le plan de financement prévisionnel de cette opération est le suivant :

Financement externe		
Conseil Départemental des Bouches-du-Rhône « Partenariat métropolitain »	70 %	319 045,65 euros
Autofinancement		
Métropole Aix-Marseille-Provence	30 %	136 733,85 euros
TOTAL HT	100 %	455 779,50 euros

## DECIDE

### **Article 1**

De solliciter des aides financières auprès du Département des Bouches-du-Rhône et à signer tout document y afférent, notamment toute convention d'exécution de subvention, pour la réalisation de cette opération.

### **Article 2**

Les crédits nécessaires sont inscrits en section d'investissement sur les budgets 2020 et suivants de la Métropole Aix-Marseille-Provence. Code opération père: 2019103400.

La recette correspondante sera constatée en section d'investissement sur les budgets 2020 et suivants de la Métropole Aix-Marseille-Provence - Nature 1323 - Fonction 844 - Sous politique C310 – Code gestionnaire 4DVEEP.

### **Article 3**

Monsieur le Directeur Général des Services est chargé de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 16 novembre 2020

**Martine VASSAL**

Reçu au Contrôle de légalité le 17 Novembre 2020

## Décision n° 20/914/D

### **Demande de subvention d'investissement relative à l'opération "Aménagement du Rond point d'accès au Centre Municipal de Voile (CMV) à Marseille "**

#### **VU**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération n°VOI 013-5281/18/CM du 13 décembre 2018 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille Provence qui a ouvert le volume d'AP relative à l'opération « "Aménagement du Rond-point d'accès au Centre Municipal de Voile (CMV) à Marseille » ;
- La délibération n° HN 001-8065/20/CM du 9 juillet 2020 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Madame Martine Vassal, en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 002-8074/20/CM du 17 juillet 2020 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant délégation du Conseil de la Métropole à la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence;
- L'arrêté n° 20/254/CM donnant délégation de fonction à M. Didier Khelfa, 12<sup>ème</sup> Vice-Président du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- L'arrêté n°20/126/CM donnant délégation de fonction à M. Guy Januel, chargé de la Direction Générale Adjointe Finance et Budget de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

#### **CONSIDÉRANT**

- Que la Métropole Aix-Marseille-Provence compte réaliser l'opération « "Aménagement du Rond-point d'accès au Centre Municipal de Voile (CMV) à Marseille ».
- Que cette opération n°2019103300 a pour objectif la création d'un rond-point d'un rayon de 16 à 20 mètres à l'angle Promenade G Pompidou et de la rue du Commandant Rolland pour créer un accès au futur village olympique des JO2024 sur le site du CMV ;
- Que ce projet s'étend sur une surface totale de 5100m<sup>2</sup> ;

Reçu au Contrôle de légalité le 16 Novembre 2020



- Qu'il prévoit la mise en place notamment d'une piste cyclable ;
- Que cet investissement traduit une politique publique métropolitaine qui peut faire l'objet d'un cofinancement de la part de partenaires institutionnels, consulaires, financiers ou privés ;
- Que le coût prévisionnel de cette opération est estimé à 90 656,75 euros HT ;
- Que le plan de financement prévisionnel de cette opération est le suivant :

Financement externe		
<b>Conseil Départemental des Bouches-du-Rhône</b> « Partenariat métropolitain »	70 %	63 459,73 euros
Autofinancement		
<b>Métropole Aix-Marseille-Provence</b>	30 %	27 197,02 euros
<b>TOTAL HT</b>	<b>100 %</b>	<b>90 656,75 euros</b>

## DECIDE

### **Article 1 :**

De solliciter des aides financières auprès du Département des Bouches-du-Rhône et à signer tout document y afférent, notamment toute convention d'exécution de subvention, pour la réalisation de cette opération.

### **Article 2 :**

Les crédits nécessaires sont inscrits en section d'investissement sur les budgets 2020 et suivants de la Métropole Aix-Marseille-Provence. Code opération père: 2019103300.

La recette correspondante sera constatée en section d'investissement sur les budgets 2020 et suivants de la Métropole Aix-Marseille-Provence - Nature 1323 - Fonction 844 - Sous politique C310 – Code gestionnaire 4DVEEP.

### **Article 4 :**

Monsieur le Directeur Général des Services est chargé de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 16 novembre 2020

**Martine VASSAL**

## Décision n° 20/915/D

**Délégation du droit de préemption urbain à la commune de Martigues pour l'acquisition d'un local d'activité et de six emplacements de parking situés 26A et 26B chemin de paradis, avenue du Commandant L'Herminier appartenant à la Société de l'Immobilier d'Exploitation MACIF**

### VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales,
- Le Code de l'urbanisme et notamment les articles L 210-1, L 211-2, L 213-3, L 300-1 et suivants,
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles,
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République,
- La délibération n° HN 001-8065/20/CM du 9 juillet 2020 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l'élection du Madame Martine Vassal, en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 002-8074/20/CM du 17 juillet 2020 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant délégations de compétences du Conseil de la Métropole à la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° URBA 030-8380/20/CM de la Métropole Aix-Marseille-Provence du 31 juillet 2020 instituant le droit de préemption urbain sur la commune de Martigues ;
- La déclaration d'intention d'aliéner reçue le 10 septembre 2020 enregistrée sous le n° IA 013 056 20 M 0374 portant aliénation d'un bien immobilier à usage d'activité et de six emplacements de parking sis 26A et 26B chemin de paradis, avenue du Commandant L'Herminier constituant les lots N°1, 19, 20, 21, 22, 23, 24 d'une copropriété, cadastrés section AO numéros 284, 285, 286, 287 pour un montant de 410 000, 00 euros, avec une commission d'agence de 24 600 euros à la charge de l'acquéreur, appartenant à la Société de l'Immobilier d'Exploitation MACIF ;

- Le courrier de la commune de Martigues du 2 novembre 2020 demandant à la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence de lui déléguer son droit de préemption,

### **CONSIDÉRANT**

- Qu'en application de l'article L 211-2 du Code de l'Urbanisme, la compétence d'un établissement public de coopération intercommunale à fiscalité propre en matière de plan local d'urbanisme emporte de plein droit sa compétence en matière de droit de préemption urbain et de droit de préemption urbain renforcé ;
- Qu'il convient de ne pas freiner la réalisation, dans l'intérêt général, d'actions ou d'opérations d'aménagement de compétence communale ;
- Qu'en application de l'article L.5211-9 du Code Général des Collectivités Territoriales et de la délibération n° HN 002-8074/20/CM du 17 juillet 2020, la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence peut, à l'occasion de l'aliénation d'un bien, déléguer l'exercice du droit de préemption ;
- Qu'en l'espèce, le bien proposé à l'aliénation constituant les lots N°1, 19, 20, 21, 22, 23, 24 d'un immeuble en copropriété, cadastré section AO numéros 284, 285, 286, 287, classée en zone UAc du plan local d'urbanisme de la commune approuvé le 15 décembre 2017, ne présente pas d'intérêt métropolitain, mais doit permettre la poursuite de la politique d'intérêt communal d'accueil de services publics.
- Que la préemption présente donc un intérêt pour la commune de Martigues.

### **DECIDE**

#### **Article 1**

Le droit de préemption urbain est délégué à la commune de Martigues pour l'acquisition des lots N°1, 19, 20, 21, 22, 23, 24 d'un immeuble en copropriété à usage d'activité d'une superficie utile de 265.03 m², et de six emplacements de parking, sis 26A et 26B chemin de paradis, avenue du Commandant L'Herminier, cadastrés section AO numéros 284, 285, 286, 287, appartenant à la Société de l'Immobilier d'Exploitation MACIF,

#### **Article 2**

Monsieur le Directeur Général des Services de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargé de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 16 novembre 2020

**Martine VASSAL**

## Décision n° 20/916/D

### **Réforme de véhicules légers, de véhicules utilitaires de poids inférieur à 3,5 tonnes et de véhicules deux roues de la Métropole Aix-Marseille-Provence**

#### **VU**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération n° HN 001-8065/20/CM du 9 juillet 2020 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Madame Martine Vassal, en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 002-8074/20/CM du 17 juillet 2020 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant délégations du Conseil de la Métropole à la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

#### **CONSIDÉRANT**

- Que l'opération de mise à la réforme d'un bien consiste à le sortir de l'actif de la collectivité pour sa valeur nette comptable en cas de démolition, de destruction ou de mise hors service d'une immobilisation résultant d'un acte volontaire (mise au rebut d'un bien en fin de vie ou devenu obsolète...) ou d'un événement indépendant de la volonté de la collectivité (incendie, vol...) ;
- Que la Métropole Aix-Marseille-Provence dispose d'un parc diversifié d'engins, de poids lourds, de véhicules légers, de véhicules deux roues et d'équipements lui permettant d'exercer ses compétences ;
- Que compte tenu de l'ancienneté et du kilométrage de certains véhicules, il convient de procéder à leur mise à la réforme et ainsi de les retirer de l'inventaire du patrimoine de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;

Pour le Territoire Marseille Provence :

- Dix véhicules feront l'objet d'une vente aux enchères. Ils seront vendus en l'état et sans contrôle technique : l'achat sera ainsi réservé aux professionnels. La procédure de vente de ces biens sera confiée au Commissariat aux Ventes aux Domaines.
- Trois véhicules compte tenu de leur état seront repris à la tonne par le ferrailleur prestataire du Territoire Marseille Provence.
- Huit véhicules deux roues seront repris par le prestataire actuel, Caldentey, titulaire du marché de fourniture des véhicules deux roues et ce aux conditions du marché.

Pour le Territoire du Pays d'Aix :

- Vingt-neuf véhicules feront l'objet d'une vente aux enchères. Ils seront vendus en l'état et sans contrôle technique : l'achat sera ainsi réservé aux professionnels. La procédure de vente de ces biens sera confiée au Commissariat aux Ventes aux Domaines.
- Deux véhicules reconnus économiquement irréparables après expertise seront repris, pour leur valeur résiduelle, par la compagnie d'assurance SMACL et ce en exécution du contrat d'assurance.

Pour le Territoire d'Aubagne :

- Six véhicules feront l'objet d'une vente aux enchères. Ils seront vendus en l'état et sans contrôle technique : l'achat sera ainsi réservé aux professionnels. La procédure de vente de ces biens sera confiée au Commissariat aux Ventes aux Domaines.

Pour le Territoire d'Istres Ouest-Provence :

- Huit véhicules compte tenu de leur état seront repris à la tonne par le ferrailleur prestataire du Territoire Istres Ouest-Provence.

**DECIDE**

**Article 1 :**

D'approuver l'opération de mise à la réforme des véhicules légers, des véhicules utilitaires de poids inférieur à 3,5 tonnes et des véhicules deux roues de la Métropole Aix-Marseille-Provence, dont la liste et les fiches réforme figurent en annexe.

**Article 2**

Les recettes correspondantes à ces ventes seront constatées au budget principal de la Métropole Aix-Marseille-Provence : sous politique 1110, Fonction 020, chapitre 11, Nature 7788, 6DPL.

**Article 3 :**

Monsieur le Directeur Général de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargé de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 16 novembre 2020

**Martine VASSAL**

Reçu au Contrôle de légalité le 16 Novembre 2020

## Décision n° 20/917/D

**Mise à disposition anticipée préalable au transfert de propriété d'un terrain appartenant aux époux Chazot au profit de la Métropole Aix-Marseille-Provence pour l'aménagement des boulevards Château Moustier et Henri d'Attilio à Châteauneuf-les-Martigues.**

### VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération n° HN 001-8065/20/CM du 9 juillet 2020 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Madame Martine Vassal en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 002-8074/20/CM du 17 juillet 2020 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant délégations du Conseil de la Métropole à la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La convention portant mise à disposition anticipée d'un terrain préalablement au transfert de propriété.

### CONSIDÉRANT

- Que la Métropole Aix-Marseille-Provence prévoit l'aménagement des boulevards Château Moustier et Henri d'Attilio à Châteauneuf-les-Martigues (13220) ;
- Que pour être mené à bien, ce projet requiert l'acquisition de la parcelle cadastrée BS 0108 d'une contenance de 70 m<sup>2</sup> (environ), propriété des époux Chazot ;
- Que la Métropole Aix-Marseille-Provence souhaitant entamer les travaux dans les délais requis et son intervention nécessite une mise à disposition anticipée de l'emprise concernée ;

- Qu'à cette fin, une convention de mise à disposition anticipée préalablement au transfert de propriété doit être conclue entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et les époux Chazot ;

## **DECIDE**

### **Article 1 :**

De signer une convention avec les époux Chazot portant mise à disposition anticipée préalablement au transfert de propriété de la parcelle cadastrée BS 0108 d'une contenance de 70 m<sup>2</sup> environ, sise boulevard du Château Moustier à Châteauneuf-les-Martigues (13220).

Cette convention est conclue entre les parties à titre gracieux.

Sa résiliation interviendra de plein droit à la signature de l'acte de transfert de propriété du terrain en cause.

Ce bien sera enregistré à l'inventaire physique des équipements sous le numéro de terrain 13026000T001 (site 13026000).

### **Article 2 :**

Monsieur le Directeur Général des Services de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargé de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 26 novembre 2020

**Martine VASSAL**

## Décision n° 20/918/D

**Mise à disposition anticipée préalable au transfert de propriété d'un terrain appartenant aux époux Fareneau au profit de la Métropole Aix-Marseille-Provence pour l'aménagement des boulevards Château Moustier et Henri d'Attilio à Châteauneuf-les-Martigues.**

### VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération n° HN 001-8065/20/CM du 9 juillet 2020 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Madame Martine Vassal en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 002-8074/20/CM du 17 juillet 2020 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant délégations du Conseil de la Métropole à la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La convention portant mise à disposition anticipée d'un terrain préalablement au transfert de propriété.

### CONSIDÉRANT

- Que la Métropole Aix-Marseille-Provence prévoit l'aménagement des boulevards Château Moustier et Henri d'Attilio à Châteauneuf-les-Martigues (13220)
- Que pour être mené à bien, ce projet requiert l'acquisition de la parcelle cadastrée BS 0105 d'une contenance de 55 m<sup>2</sup> (environ), propriété des époux Fareneau ;
- Que la Métropole Aix-Marseille-Provence souhaitant entamer les travaux dans les délais requis, son intervention nécessite une mise à disposition anticipée de l'emprise concernée ;



- Qu'à cette fin, une convention de mise à disposition anticipée préalablement au transfert de propriété doit être conclue entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et les époux Fareneau ;

## **DECIDE**

### **Article 1 :**

De signer une convention avec les époux Fareneau portant mise à disposition anticipée préalablement au transfert de propriété de la parcelle cadastrée BS 0105 d'une contenance de 55 m<sup>2</sup> environ, sise boulevard du Château Moustier à Châteauneuf-les-Martigues.(13220).

Cette convention est conclue entre les parties à titre gracieux.

Sa résiliation interviendra de plein droit à la signature de l'acte de transfert de propriété du terrain en cause.

Ce bien sera enregistré à l'inventaire physique des équipements sous le numéro de terrain 13026000T001 (site 13026000).

### **Article 2 :**

Monsieur le Directeur Général des Services de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargé de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 26 novembre 2020

**Martine VASSAL**

## Décision n° 20/919/D

**Mise à disposition anticipée préalable au transfert de propriété d'un terrain appartenant aux époux Bechet au profit de la Métropole Aix-Marseille-Provence pour l'aménagement des boulevards Château Moustier en Henri d'Attilio à Châteauneuf-les-Martigues.**

### VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération n° HN 001-8065/20/CM du 9 juillet 2020 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Madame Martine Vassal en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 002-8074/20/CM du 17 juillet 2020 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant délégations du Conseil de la Métropole à la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La convention portant mise à disposition anticipée d'un terrain préalablement au transfert de propriété.

### CONSIDÉRANT

- Que la Métropole Aix-Marseille-Provence prévoit l'aménagement des boulevards Château Moustier et Henri d'Attilio à Châteauneuf-les-Martigues (13220) ;
- Que pour être mené à bien, ce projet requiert l'acquisition de la parcelle cadastrée BS 0107 d'une contenance de 67 m<sup>2</sup> (environ), propriété des époux Bechet ;
- Que la Métropole Aix-Marseille-Provence souhaitant entamer les travaux dans les délais requis, son intervention nécessite une mise à disposition anticipée de l'emprise concernée ;

- Qu'à cette fin, une convention de mise à disposition anticipée préalablement au transfert de propriété doit être conclue entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et les époux Bechet ;

## **DECIDE**

### **Article 1 :**

De signer une convention avec les époux Bechet portant mise à disposition anticipée préalablement au transfert de propriété de la parcelle cadastrée BS 0107 d'une contenance de 67 m<sup>2</sup> environ, sise boulevard du Château Moustier à Châteauneuf-les-Martigues (13220).

Cette convention est conclue entre les parties à titre gracieux.

Sa résiliation interviendra de plein droit à la signature de l'acte de transfert de propriété du terrain en cause.

Ce bien sera enregistré à l'inventaire physique des équipements sous le numéro de terrain 13026000T001 (site 13026000).

### **Article 2 :**

Monsieur le Directeur Général des Services de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargé de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 26 novembre 2020

**Martine VASSAL**

## Décision n° 20/920/D

### **Décision d'ester en justice - Désignation de la SELAS Adamas Affaires Publiques pour défendre les intérêts de la Métropole Aix-Marseille-Provence dans l'affaire qui l'oppose à Madame Florence Barberousse**

#### **VU**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération n° HN 001-8065/20/CM du 9 juillet 2020 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Madame Martine Vassal, en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 002-8074/20/CM du 17 juillet 2020 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant délégations du Conseil de la Métropole au Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La requête n°2006211-1 déposée le 17 août 2020, devant le Tribunal Administratif de Marseille, par Madame Florence Barberousse, demandant l'annulation de la décision de la Métropole, du 17 juin 2020 fixant la date de consolidation au 4 septembre 2019 et sa reprise à temps complet à compter de cette date.

#### **DECIDE**

##### **Article 1 :**

D'ester en justice devant le Tribunal Administratif de Marseille et d'être représentée dans cette affaire par la SELAS Adamas Affaires Publiques, domiciliée, 55 boulevard des Brotteaux 69455 Lyon Cedex 06.

**Article 2 :**

Les honoraires dus à la SELAS Adamas Affaires Publiques pour représenter la Métropole Aix-Marseille-Provence et tous les frais inhérents à ce dossier sont pris en charge.

**Article 3 :**

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget de la Métropole Aix-Marseille-Provence, nature 6227.

**Article 4 :**

Conformément aux dispositions du Code de Justice Administrative, la présente décision peut faire l'objet d'un recours en annulation dans un délai de deux mois devant le Tribunal Administratif de Marseille à compter de sa publication / notification. Le requérant peut saisir le Tribunal Administratif de Marseille de manière dématérialisée par le biais de l'application informatique « Télérecours citoyen » accessible depuis le site internet [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr).

**Article 5 :**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargée de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 17 novembre 2020

**Martine VASSAL**

Reçu au Contrôle de légalité le 17 Novembre 2020

## Décision n° 20/921/D

### Décision d'ester en justice - Désignation du groupement Sindres/Vedesi pour défendre les intérêts de la Métropole Aix-Marseille-Provence dans l'affaire qui l'oppose à la SARL La Michele

#### VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération n° HN 001-8065/20/CM du 9 juillet 2020 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Madame Martine Vassal, en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 002-8074/20/CM du 17 juillet 2020 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant délégations du Conseil de la Métropole au Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La requête n°2005152-2 déposée par la SARL La Michèle devant le Tribunal Administratif de Marseille le 13 juillet 2020 sollicitant l'annulation de la délibération du 19 décembre 2019 du Conseil de la Métropole Aix Marseille Provence approuvant le Plan Local d'Urbanisme intercommunal du Conseil du Territoire Marseille-Provence, en tant qu'elle a classé la parcelle N°897 I 65 en zone Nh dans le 15<sup>ème</sup> arrondissement de Marseille.

#### DECIDE

##### Article 1 :

D'ester en justice devant le Tribunal Administratif de Marseille et d'être représentée dans cette affaire par le groupement Sindres/Vedesi dont le mandataire est la SELARL Sindres domiciliée , 40 rue Edouard Delanglade 13006 Marseille.

**Article 2 :**

Les honoraires dus au groupement Sindres/Vedesi pour représenter la Métropole Aix-Marseille-Provence et tous les frais inhérents à ce dossier sont pris en charge.

**Article 3 :**

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget de la Métropole Aix-Marseille-Provence, nature 6227.

**Article 4 :**

Conformément aux dispositions du Code de Justice Administrative, la présente décision peut faire l'objet d'un recours en annulation dans un délai de deux mois devant le Tribunal Administratif de Marseille à compter de sa publication / notification. Le requérant peut saisir le Tribunal Administratif de Marseille de manière dématérialisée par le biais de l'application informatique « Télérecours citoyen » accessible depuis le site internet [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr).

**Article 5 :**

Monsieur le Directeur Général des Services de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargé de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 17 novembre 2020

**Martine VASSAL**

## Décision n° 20/922/D

**Décision d'estimer en justice - Désignation de la SELARL Camille Mialot Avocat pour défendre les intérêts de la Métropole Aix-Marseille-Provence dans l'affaire qui l'oppose au CIQ Saint Anne, ASL Michelet - Saint Anne, Monsieur Salles, Monsieur Guilhem et Madame De Laurentis**

### VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération n° HN 001-8065/20/CM du 9 juillet 2020 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Madame Martine Vassal, en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 002-8074/20/CM du 17 juillet 2020 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant délégations du Conseil de la Métropole à la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence.
- La requête n°2005552-2 déposée par le CIQ Saint Anne, ASL Michelet – Saint Anne, Monsieur Salles, Monsieur Guilhem et Madame De Laurentis devant le Tribunal Administratif de Marseille le 24 juillet 2020 sollicitant l'annulation de la délibération du 19 décembre 2019 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence approuvant le Plan Local d'Urbanisme intercommunal du Territoire Marseille-Provence en ce qu'elle a levé à tort la réserve 14 de la Commission d'enquête publique en instaurant une servitude de périmètre d'attente pour un délai de 5 ans sur le secteur de la Cité Radieuse et classé la zone en UT dans le 8<sup>ème</sup> arrondissement de Marseille.



## **DECIDE**

### **Article 1 :**

D'ester en justice devant le Tribunal Administratif de Marseille et d'être représentée dans cette affaire par la SELARL Camille Mialot Avocat, domiciliée, 71 boulevard Saint-Michel 75005 Paris.

### **Article 2 :**

Les honoraires dus à la SELARL Camille Mialot Avocat pour représenter la Métropole Aix-Marseille-Provence et tous les frais inhérents à ce dossier sont pris en charge.

### **Article 3 :**

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget de la Métropole Aix-Marseille-Provence, nature 6227.

### **Article 4 :**

Conformément aux dispositions du Code de Justice Administrative, la présente décision peut faire l'objet d'un recours en annulation dans un délai de deux mois devant le Tribunal Administratif de Marseille à compter de sa publication / notification. Le requérant peut saisir le Tribunal Administratif de Marseille de manière dématérialisée par le biais de l'application informatique « Télérecours citoyen » accessible depuis le site internet [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr).

### **Article 5 :**

Monsieur le Directeur Général des Services de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargé de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 17 novembre 2020

**Martine VASSAL**

## Décision n° 20/923/D

### Décision d'ester en justice - Désignation de la SELARL Parme Avocats pour défendre les intérêts de la Métropole Aix-Marseille-Provence dans l'affaire qui l'oppose à Monsieur René Leydier

#### VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération n° HN 001-8065/20/CM du 9 juillet 2020 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Madame Martine Vassal, en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 002-8074/20/CM du 17 juillet 2020 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant délégations du Conseil de la Métropole au Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La requête n°2005349-2 déposée par Monsieur René Leydier devant le Tribunal Administratif de Marseille le 17 juillet 2020 sollicitant l'annulation de la délibération du 19 décembre 2019 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence approuvant le Plan local d'Urbanisme Intercommunal du Territoire Marseille Provence en tant qu'elle a classé la parcelle cadastrée AS 99 en zone A1 sur la commune de Roquefort la Bedoule.

#### DECIDE

##### Article 1 :

D'ester en justice devant le Tribunal Administratif de Marseille et d'être représentée dans cette affaire par la SELARL Parme Avocats domiciliée, 12 boulevard de Courcelles 75017 Paris.

##### Article 2 :

Les honoraires dus à la SELARL Parme Avocats pour représenter la Métropole Aix-Marseille-Provence et tous les frais inhérents à ce dossier sont pris en charge.

**Article 3 :**

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget de la Métropole Aix-Marseille-Provence, nature 6227.

**Article 4 :**

Conformément aux dispositions du Code de Justice Administrative, la présente décision peut faire l'objet d'un recours en annulation dans un délai de deux mois devant le Tribunal Administratif de Marseille à compter de sa publication / notification. Le requérant peut saisir le Tribunal Administratif de Marseille de manière dématérialisée par le biais de l'application informatique « Télérecours citoyen » accessible depuis le site internet [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr).

**Article 5 :**

Monsieur le Directeur Général des Services de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargé de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 17 novembre 2020

**Martine VASSAL**

## Décision n° 20/924/D

### Décision d'ester en justice - Désignation du cabinet Ernst & Young pour défendre les intérêts de la Métropole Aix-Marseille-Provence dans l'affaire qui l'oppose à Madame Carmen Tchilinguirian

#### VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération n° HN 001-8065/20/CM du 9 juillet 2020 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Madame Martine Vassal, en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 002-8074/20/CM du 17 juillet 2020 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant délégations du Conseil de la Métropole au Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La requête n°2005521-6 déposée le 24 juillet 2020 au Tribunal Administratif de Marseille par Madame Carmen Tchilinguirian demandant le paiement des sommes à hauteur de 23798,03 euros suite au sinistre de son véhicule qui a été endommagé lors de fortes précipitations.

#### DECIDE

##### **Article 1 :**

D'ester en justice devant le Tribunal Administratif de Marseille et d'être représentée dans cette affaire par le cabinet Ernst & Young domicilié 1-2 Place des Saisons Paris la Défense 92400 Courbevoie.

##### **Article 2 :**

Les honoraires dus au cabinet Ernst & Young pour représenter la Métropole Aix-Marseille-Provence et tous les frais inhérents à ce dossier sont pris en charge.

**Article 3 :**

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget de la Métropole Aix-Marseille-Provence, nature 6227.

**Article 4 :**

Conformément aux dispositions du Code de Justice Administrative, la présente décision peut faire l'objet d'un recours en annulation dans un délai de deux mois devant le Tribunal Administratif de Marseille à compter de sa publication / notification. Le requérant peut saisir le Tribunal Administratif de Marseille de manière dématérialisée par le biais de l'application informatique « Télérecours citoyen » accessible depuis le site internet [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr).

**Article 5 :**

Monsieur le Directeur Général des Services de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargé de l'exécution de la présente décision.

.

Fait à Marseille, le 17 novembre 2020

**Martine VASSAL**

## Décision n° 20/925/D

### Décision d'ester en justice - Désignation de la SELARL Parme Avocats pour défendre les intérêts de la Métropole Aix-Marseille-Provence dans l'affaire qui l'oppose à la SCI Lagrange

#### VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération n° HN 001-8065/20/CM du 9 juillet 2020 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Madame Martine Vassal, en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 002-8074/20/CM du 17 juillet 2020 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant délégations du Conseil de la Métropole au Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La requête n°2005454-2 déposée par la SCI Lagrange devant le Tribunal Administratif de Marseille le 23 juillet 2020 sollicitant l'annulation de la délibération du 19 décembre 2019 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence approuvant le Plan Local d'Urbanisme Intercommunal du Territoire Marseille-Provence en tant qu'elle a classé la parcelle cadastrée AW 52 en zone Ns située sur la commune de Roquefort la Bedoule.

#### DECIDE

##### Article 1 :

D'ester en justice devant le Tribunal Administratif de Marseille et d'être représentée dans cette affaire par la SELARL Parme Avocats, domiciliée, 12 boulevard de Courcelles 75017 Paris.

**Article 2 :**

Les honoraires dus à la SELARL Parme Avocats pour représenter la Métropole Aix-Marseille-Provence et tous les frais inhérents à ce dossier sont pris en charge.

**Article 3 :**

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget de la Métropole Aix-Marseille-Provence, nature 6227.

**Article 4 :**

Conformément aux dispositions du Code de Justice Administrative, la présente décision peut faire l'objet d'un recours en annulation dans un délai de deux mois devant le Tribunal Administratif de Marseille à compter de sa publication / notification. Le requérant peut saisir le Tribunal Administratif de Marseille de manière dématérialisée par le biais de l'application informatique « Télérecours citoyen » accessible depuis le site internet [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr).

**Article 5 :**

Monsieur le Directeur Général des Services de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargé de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 17 novembre 2020

**Martine VASSAL**

## Décision n° 20/926/D

### Décision d'ester en justice - Désignation du groupement Sindres/Vedesi pour défendre les intérêts de la Métropole Aix-Marseille-Provence dans l'affaire qui l'oppose à Monsieur Jean-Louis Sanguinetti

#### VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération n° HN 001-8065/20/CM du 9 juillet 2020 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Madame Martine Vassal, en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 002-8074/20/CM du 17 juillet 2020 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant délégations du Conseil de la Métropole au Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La requête n°2006933-2 déposée le 14 septembre 2020, devant le Tribunal Administratif de Marseille, par Monsieur Jean-Louis Sanguinetti, demandant l'annulation de la délibération n°URB 0001-7993/19/CM, du 19 décembre 2019, approuvant le Plan Local d'Urbanisme intercommunal du Territoire Marseille-Provence.

#### DECIDE

##### Article 1 :

D'ester en justice devant le Tribunal Administratif de Marseille et d'être représentée dans cette affaire par le groupement Sindres/Vedesi dont le mandataire est la SELARL Sindres domiciliée 40 rue Edouard Delanglade 13006 Marseille.

##### Article 2 :

Les honoraires dus au groupement Sindres/Vedesi pour représenter la Métropole Aix-Marseille-Provence et tous les frais inhérents à ce dossier sont pris en charge.



**Article 3 :**

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget de la Métropole Aix-Marseille-Provence, nature 6227.

**Article 4 :**

Conformément aux dispositions du Code de Justice Administrative, la présente décision peut faire l'objet d'un recours en annulation dans un délai de deux mois devant le Tribunal Administratif de Marseille à compter de sa publication / notification. Le requérant peut saisir le Tribunal Administratif de Marseille de manière dématérialisée par le biais de l'application informatique « Télérecours citoyen » accessible depuis le site internet [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr).

**Article 5 :**

Monsieur le Directeur Général des Services de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargé de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 17 novembre 2020

**Martine VASSAL**

## Décision n° 20/927/D

### Décision d'ester en justice - Désignation du cabinet Ernst & Young pour défendre les intérêts de la Métropole Aix-Marseille-Provence dans l'affaire qui l'oppose à la Commune d'Aix-en-Provence

#### VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération n° HN 001-8065/20/CM du 9 juillet 2020 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Madame Martine Vassal, en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 002-8074/20/CM du 17 juillet 2020 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant délégations du Conseil de la Métropole au Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La requête n°1906310-1 déposée par la commune d'Aix-en-Provence devant le Tribunal Administratif de Marseille le 18 juillet 2019 sollicitant l'annulation de la délibération n°FAG 116-4933/18 CM du 13 décembre 2018 portant attribution du reversement aux communes membres de la taxe d'aménagement (MET 18/6997/CM).

#### DECIDE

##### Article 1 :

D'ester en justice devant le Tribunal administratif de Marseille et d'être représentée dans cette affaire par le cabinet Ernst & Young, domicilié, 1-2 Place des Saisons , Paris la Défense 92400 Courbevoie.

##### Article 2 :

Les honoraires dus au cabinet Ernst & Young pour représenter la Métropole Aix-Marseille-Provence et tous les frais inhérents à ce dossier sont pris en charge.

**Article 3 :**

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget de la Métropole Aix-Marseille-Provence, nature 6227.

**Article 4 :**

Conformément aux dispositions du Code de Justice Administrative, la présente décision peut faire l'objet d'un recours en annulation dans un délai de deux mois devant le Tribunal Administratif de Marseille à compter de sa publication / notification. Le requérant peut saisir le Tribunal Administratif de Marseille de manière dématérialisée par le biais de l'application informatique « Télérecours citoyen » accessible depuis le site internet [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr).

**Article 5 :**

Monsieur le Directeur Général des Services de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargé de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 17 novembre 2020

**Martine VASSAL**

## Décision n° 20/928/D

### **Décision d'ester en justice - Désignation du cabinet Ernst & Young pour défendre les intérêts de la Métropole Aix-Marseille-Provence dans l'affaire qui l'oppose à la Commune d'Aix-en-Provence**

#### **VU**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération n° HN 001-8065/20/CM du 9 juillet 2020 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Madame Martine Vassal, en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 002-8074/20/CM du 17 juillet 2020 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant délégations du Conseil de la Métropole au Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La requête n°1906311-1 déposée par la commune d'Aix-en-Provence devant le Tribunal Administratif de Marseille le 18 juillet 2019 sollicitant l'annulation des délibérations n°FAG 089-4905/18/CM du 13 décembre 2018 portant attribution des montants des attributions de compensation provisoires des communes membres pour l'année 2018 suite aux transferts de compétences (MET 18/8326/CM) et n°FAG 115-4932/18/CM du 13 décembre 2018 portant attribution des montants des attributions de compensation des communes membres pour l'année 2019 (MET 18/8326/CM).

#### **DECIDE**

##### **Article 1 :**

D'ester en justice devant le Tribunal Administratif de Marseille et d'être représentée dans cette affaire par le cabinet Ernst & Young , domicilié , 1-2 Place des Saisons , Paris la Défense 92400 Courbevoie.

**Article 2 :**

Les honoraires dus au cabinet Ernst & Young pour représenter la Métropole Aix-Marseille-Provence et tous les frais inhérents à ce dossier sont pris en charge.

**Article 3 :**

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget de la Métropole Aix-Marseille-Provence, nature 6227.

**Article 4 :**

Conformément aux dispositions du Code de Justice Administrative, la présente décision peut faire l'objet d'un recours en annulation dans un délai de deux mois devant le Tribunal Administratif de Marseille à compter de sa publication / notification. Le requérant peut saisir le Tribunal Administratif de Marseille de manière dématérialisée par le biais de l'application informatique « Télérecours citoyen » accessible depuis le site internet [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr).

**Article 5 :**

Monsieur le Directeur Général des Services de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargé de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 17 novembre 2020

**Martine VASSAL**

## Décision n° 20/929/D

**Décision d'ester en justice - Désignation du cabinet Ernst & Young pour défendre les intérêts de la Métropole Aix-Marseille-Provence dans l'affaire qui l'oppose à la commune d'Eguilles**

### VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération n° HN 001-8065/20/CM du 9 juillet 2020 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Madame Martine Vassal, en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 002-8074/20/CM du 17 juillet 2020 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant délégations du Conseil de la Métropole à la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La requête n°1905573-1 déposée par la commune d'Eguilles devant le Tribunal Administratif de Marseille le 26 juin 2019 sollicitant l'annulation de la délibération n°FAG 116-4933/18/CM du 13 décembre 2018 portant attribution du reversement aux communes membres de la taxe d'aménagement (MET 18/6997/CM).

### DECIDE

#### **Article 1 :**

D'ester en justice devant le Tribunal Administratif de Marseille et d'être représentée dans cette affaire par le cabinet Ernst & Young, domicilié, 1-2 Place des Saisons, Paris la Défense 92400 Courbevoie.

**Article 2 :**

Les honoraires dus au cabinet Ernst & Young pour représenter la Métropole Aix-Marseille-Provence et tous les frais inhérents à ce dossier sont pris en charge.

**Article 3 :**

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget de la Métropole Aix-Marseille-Provence, nature 6227.

**Article 4 :**

Conformément aux dispositions du Code de Justice Administrative, la présente décision peut faire l'objet d'un recours en annulation dans un délai de deux mois devant le Tribunal Administratif de Marseille à compter de sa publication / notification. Le requérant peut saisir le Tribunal Administratif de Marseille de manière dématérialisée par le biais de l'application informatique « Télérecours citoyen » accessible depuis le site internet [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr).

**Article 5 :**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargée de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 17 novembre 2020

**Martine VASSAL**

## Décision n° 20/930/D

### Décision d'ester en justice - Désignation du cabinet Ernst & Young pour défendre les intérêts de la Métropole Aix-Marseille-Provence dans l'affaire qui l'oppose à la commune d'Eguilles

#### VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération n° HN 001-8065/20/CM du 9 juillet 2020 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Madame Martine Vassal, en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 002-8074/20/CM du 17 juillet 2020 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant délégations du Conseil de la Métropole au Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La requête n°1905577-1 déposée par la commune d'Eguilles devant le Tribunal Administratif de Marseille le 26 juin 2019 sollicitant l'annulation de la délibération n°FAG 089-4905/18/CM du 13 décembre 2018 portant attribution des montants des attributions de compensation provisoires des communes membres pour l'année 2018 suite aux transferts de compétences (MET 18/8326/CM).

#### DECIDE

##### **Article 1 :**

D'ester en justice devant le Tribunal Administratif de Marseille et d'être représentée dans cette affaire par le cabinet Ernst & Young, domicilié, 1-2 Place des Saisons, Paris la Défense 92400 Courbevoie.

##### **Article 2 :**

Les honoraires dus au cabinet Ernst & Young pour représenter la Métropole Aix-Marseille-Provence et tous les frais inhérents à ce dossier sont pris en charge.

Reçu au Contrôle de légalité le 17 Novembre 2020



**Article 3 :**

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget de la Métropole Aix-Marseille-Provence, nature 6227.

**Article 4 :**

Conformément aux dispositions du Code de Justice Administrative, la présente décision peut faire l'objet d'un recours en annulation dans un délai de deux mois devant le Tribunal Administratif de Marseille à compter de sa publication / notification. Le requérant peut saisir le Tribunal Administratif de Marseille de manière dématérialisée par le biais de l'application informatique « Télérecours citoyen » accessible depuis le site internet [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr).

**Article 5 :**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargée de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 17 novembre 2020

**Martine VASSAL**

## Décision n° 20/931/D

### Décision d'ester en justice - Désignation du cabinet Ernst & Young pour défendre les intérêts de la Métropole Aix-Marseille-Provence dans l'affaire qui l'oppose à la commune d'Eguilles

#### VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération n° HN 001-8065/20/CM du 9 juillet 2020 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Madame Martine Vassal, en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 002-8074/20/CM du 17 juillet 2020 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant délégations du Conseil de la Métropole au Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La requête n°1905576-1 déposée par la commune d'Eguilles devant le Tribunal Administratif de Marseille le 26 juin 2019 sollicitant l'annulation de la délibération n°FAG 115-4932/18/CM du 13 décembre 2018 portant attribution des montants des attributions de compensation des communes membres pour l'année 2019 (MET 18/8326/CM).

#### DECIDE

##### Article 1 :

D'ester en justice devant le Tribunal Administratif de Marseille et d'être représentée dans cette affaire par le cabinet Ernst & Young, domicilié, 1-2 Place des Saisons, Paris la Défense 92400 Courbevoie.

**Article 2 :**

Les honoraires dus au cabinet Ernst & Young pour représenter la Métropole Aix-Marseille-Provence et tous les frais inhérents à ce dossier sont pris en charge.

**Article 3 :**

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget de la Métropole Aix-Marseille-Provence, nature 6227.

**Article 4 :**

Conformément aux dispositions du Code de Justice Administrative, la présente décision peut faire l'objet d'un recours en annulation dans un délai de deux mois devant le Tribunal Administratif de Marseille à compter de sa publication / notification. Le requérant peut saisir le Tribunal Administratif de Marseille de manière dématérialisée par le biais de l'application informatique « Télérecours citoyen » accessible depuis le site internet [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr).

**Article 5 :**

Monsieur le Directeur Général des Services de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargé de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 17 novembre 2020

**Martine VASSAL**

## Décision n° 20/932/D

### Décision d'ester en justice - Désignation de la SELARL Camille Mialot Avocat pour défendre les intérêts de la Métropole Aix-Marseille-Provence dans l'affaire qui l'oppose à la SCI Amandier du Garlaban

#### VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération n° HN 001-8065/20/CM du 9 juillet 2020 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Madame Martine Vassal, en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 002-8074/20/CM du 17 juillet 2020 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant délégations du Conseil de la Métropole au Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La requête n°2008080-2 présentée le 22 octobre 2020 devant le Tribunal Administratif de Marseille par la SCI Amandier du Garlaban demandant l'annulation de la délibération du Conseil de Métropole Aix-Marseille-Provence du 19 décembre 2019 portant adoption du PLUi sur le Territoire de Marseille-Provence.

#### DECIDE

##### Article 1 :

D'ester en justice devant le Tribunal Administratif de Marseille et d'être représentée dans cette affaire par la SELARL Camille Mialot Avocat, domiciliée, 71 boulevard Saint-Michel 75005 Paris.

##### Article 2 :

Les honoraires dus à la SELARL Camille Mialot Avocat, pour représenter la Métropole Aix-Marseille-Provence et tous les frais inhérents à ce dossier sont pris en charge.

**Article 3 :**

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget de la Métropole Aix-Marseille-Provence, nature 6227.

**Article 4 :**

Conformément aux dispositions du Code de Justice Administrative, la présente décision peut faire l'objet d'un recours en annulation dans un délai de deux mois devant le Tribunal Administratif de Marseille à compter de sa publication / notification. Le requérant peut saisir le Tribunal Administratif de Marseille de manière dématérialisée par le biais de l'application informatique « Télérecours citoyen » accessible depuis le site internet [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr).

**Article 5 :**

Monsieur le Directeur Général des Services de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargé de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 17 novembre 2020

**Martine VASSAL**

## Décision n° 20/933/D

### Décision d'ester en justice - Désignation de la SELARL Camille Mialot Avocat pour défendre les intérêts de la Métropole Aix-Marseille-Provence dans l'affaire qui l'oppose à la SAS Rivoir

#### VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération n° HN 001-8065/20/CM du 9 juillet 2020 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Madame Martine Vassal, en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 002-8074/20/CM du 17 juillet 2020 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant délégations du Conseil de la Métropole à la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La requête n°2004520-2 déposée par la SAS RIVOIR devant le Tribunal Administratif de Marseille le 18 juin 2020 sollicitant l'annulation de la délibération du 19 décembre 2019 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence approuvant le Plan Local d'Urbanisme intercommunal du Territoire Marseille-Provence en ce qu'elle a classé la parcelle 839-M-93 en zone UQP située dans le 8<sup>ème</sup> arrondissement de Marseille.

#### DECIDE

##### Article 1 :

D'ester en justice devant le Tribunal Administratif de Marseille et d'être représentée dans cette affaire par la SELARL Camille Mialot Avocat domiciliée, 71 boulevard Saint-Michel 75005 Paris.

**Article 2 :**

Les honoraires dus à la SELARL Camille Mialot Avocat pour représenter la Métropole Aix-Marseille-Provence et tous les frais inhérents à ce dossier sont pris en charge.

**Article 3 :**

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget de la Métropole Aix-Marseille-Provence, nature 6227.

**Article 4:**

Conformément aux dispositions du Code de Justice Administrative, la présente décision peut faire l'objet d'un recours en annulation dans un délai de deux mois devant le Tribunal Administratif de Marseille à compter de sa publication / notification. Le requérant peut saisir le Tribunal Administratif de Marseille de manière dématérialisée par le biais de l'application informatique « Télérecours citoyen » accessible depuis le site internet [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr) .

**Article 5 :**

Monsieur le Directeur Général des Services de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargé de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le

17 novembre 2020

**Martine VASSAL**

## Décision n° 20/934/D

### Décision d'ester en justice - Désignation de Maître Baillon-Passe Avocat pour défendre les intérêts de la Métropole Aix-Marseille-Provence dans l'affaire qui l'oppose à la Société Voglia Di Pasta

#### VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération n° HN 001-8065/20/CM du 9 juillet 2020 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Madame Martine Vassal, en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 002-8074/20/CM du 17 juillet 2020 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant délégations du Conseil de la Métropole à la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La requête n°2006626-5 déposée par la Société Voglia Di Pasta devant le Tribunal Administratif de Marseille le 31 août 2020 demandant l'annulation de l'arrêté d'abrogation de l'autorisation d'occupation temporaire du domaine public pour la terrasse de l'établissement « Burger Killer ».

#### DECIDE

##### Article 1 :

D'ester en justice devant le Tribunal Administratif de Marseille et d'être représentée dans cette affaire par Maître Baillon-Passe Avocat domicilié, 49 rue de la Paix Marcel Paul 13001 Marseille.

##### Article 2 :

Les honoraires dus à Maître Baillon-Passe Avocat pour représenter la Métropole Aix-Marseille-Provence et tous les frais inhérents à ce dossier sont pris en charge.



**Article 3 :**

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget de la Métropole Aix-Marseille-Provence, nature 6227.

**Article 4:**

Conformément aux dispositions du Code de Justice Administrative, la présente décision peut faire l'objet d'un recours en annulation dans un délai de deux mois devant le Tribunal Administratif de Marseille à compter de sa publication / notification. Le requérant peut saisir le Tribunal Administratif de Marseille de manière dématérialisée par le biais de l'application informatique « Télérecours citoyen » accessible depuis le site internet [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr) .

**Article 5 :**

Monsieur le Directeur Général des Services de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargé de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 17 novembre 2020

**Martine VASSAL**

## Décision n° 20/935/D

### **Décision d'ester en justice - Désignation du groupement Seban/Arbor & Tournoud pour défendre les intérêts de la Métropole Aix-Marseille-Provence dans l'affaire qui l'oppose à l'Union Départementale des Associations Familiales des Bouches-du-Rhône**

#### **VU**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération n° HN 001-8065/20/CM du 9 juillet 2020 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Madame Martine Vassal, en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 002-8074/20/CM du 17 juillet 2020 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant délégations du Conseil de la Métropole à la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le recours n°RG 20/01290 déposé par l'Union Départementale des Associations Familiales des Bouches du Rhône du 17 avril 2020 devant le Tribunal Judiciaire de Marseille contestant une décision de rejet implicite de la Commission de Recours Amiable (CRA) de l'URSSAF PACA du 5 novembre 2019 suite à une demande d'exonération au titre du versement transport pour l'année 2020.

#### **DECIDE**

##### **Article 1 :**

D'ester en justice devant le Tribunal judiciaire de Marseille et d'être représentée dans cette affaire par le groupement Seban/Arbor & Tournoud dont le mandataire est la SCP d'Avocats Seban et Associés domiciliée, 282 boulevard Saint Germain 75007 Paris.

**Article 2 :**

Les honoraires dus au groupement Seban/Arbor & Tournoud pour représenter la Métropole Aix-Marseille-Provence et tous les frais inhérents à ce dossier sont pris en charge.

**Article 3 :**

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget de la Métropole Aix-Marseille-Provence, nature 6227.

**Article 4:**

Conformément aux dispositions du Code de Justice Administrative, la présente décision peut faire l'objet d'un recours en annulation dans un délai de deux mois devant le Tribunal Administratif de Marseille à compter de sa publication / notification. Le requérant peut saisir le Tribunal Administratif de Marseille de manière dématérialisée par le biais de l'application informatique « Télérecours citoyen » accessible depuis le site internet [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr) .

**Article 5 :**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargée de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 17 novembre 2020

**Martine VASSAL**

## Décision n° 20/936/D

### Décision d'ester en justice - Désignation du groupement Vedesi/Sindres pour défendre les intérêts de la Métropole Aix-Marseille-Provence dans l'affaire qui l'oppose au Grand Port Maritime de Marseille

#### VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération n° HN 001-8065/20/CM du 9 juillet 2020 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Madame Martine Vassal, en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 002-8074/20/CM du 17 juillet 2020 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant délégations du Conseil de la Métropole à la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La requête n°1803299-6 déposée devant le Tribunal Administratif, le 24 avril 2018 par le Grand Port Maritime de Marseille (GPMM), aux fins d'obtenir le dégrèvement de la Taxe d'Enlèvement des Ordures Ménagères (TEOM) de l'année 2015 émise au titre des installations portuaires sises sur la commune de Fos-sur-Mer.

#### DECIDE

##### Article 1 :

D'ester en justice devant le Tribunal Administratif de Marseille et d'être représentée dans cette affaire par le groupement Vedesi/Sindres dont le mandataire est la SCP d'Avocats Vedesi domiciliée, 28 rue d'Enghien 69002 Lyon.

##### Article 2 :

Les honoraires dus au groupement Vedesi/Sindres pour représenter la Métropole Aix-Marseille-Provence et tous les frais inhérents à ce dossier sont pris en charge.

**Article 3 :**

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget de la Métropole Aix-Marseille-Provence, nature 6227.

**Article 4:**

Conformément aux dispositions du Code de Justice Administrative, la présente décision peut faire l'objet d'un recours en annulation dans un délai de deux mois devant le Tribunal Administratif de Marseille à compter de sa publication / notification. Le requérant peut saisir le Tribunal Administratif de Marseille de manière dématérialisée par le biais de l'application informatique « Télérecours citoyen » accessible depuis le site internet [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr) .

**Article 5 :**

Monsieur le Directeur Général des Services de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargé de l'exécution de la présente décision..

Fait à Marseille, le 17 novembre 2020

**Martine VASSAL**

## Décision n° 20/937/D

### Décision d'ester en justice - Désignation de la SELARL Cabinet Cabanes pour défendre les intérêts de la Métropole Aix-Marseille-Provence dans l'affaire qui l'oppose à Monsieur et Madame Feste

#### VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération n° HN 001-8065/20/CM du 9 juillet 2020 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Madame Martine Vassal, en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 002-8074/20/CM du 17 juillet 2020 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant délégations du Conseil de la Métropole au Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La requête n°2006287-5 déposée le 20 août 2020, devant le Tribunal Administratif de Marseille par Monsieur et Madame Feste, demandant l'annulation de la décision implicite de rejet de la Métropole, de leur demande d'exonération de l'obligation de raccordement de leur propriété sise 4 impasse Chantefleurie à Ceyreste, au réseau public d'assainissement.

#### DECIDE

##### Article 1 :

D'ester en justice devant le Tribunal Administratif de Marseille et d'être représentée dans cette affaire par la SELARL Cabinet Cabanes, domiciliée, 141 avenue de Wagram 75017 Paris.

##### Article 2 :

Les honoraires dus à la SELARL Cabinet Cabanes pour représenter la Métropole Aix-Marseille-Provence et tous les frais inhérents à ce dossier sont pris en charge.

Reçu au Contrôle de légalité le 17 Novembre 2020

**Article 3 :**

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget de la Métropole Aix-Marseille-Provence, nature 6227.

**Article 4 :**

Conformément aux dispositions du Code de Justice Administrative, la présente décision peut faire l'objet d'un recours en annulation dans un délai de deux mois devant le Tribunal Administratif de Marseille à compter de sa publication / notification. Le requérant peut saisir le Tribunal Administratif de Marseille de manière dématérialisée par le biais de l'application informatique « Télérecours citoyen » accessible depuis le site internet [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr).

**Article 5 :**

Monsieur le Directeur Général des Services de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargé de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 17 novembre 2020

**Martine VASSAL**

## Décision n° 20/938/D

### **Décision d'ester en justice - Désignation de la SELAS Charrel et Associés pour défendre les intérêts de la Métropole Aix-Marseille-Provence dans l'affaire qui l'oppose à Madame Daniela Ammar et autres**

#### **VU**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération n° HN 001-8065/20/CM du 9 juillet 2020 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Madame Martine Vassal, en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 002-8074/20/CM du 17 juillet 2020 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant délégations du Conseil de la Métropole au Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La requête n°2006358-2 déposée par Madame Daniela Ammar, représentant unique de Madame Nathalie Hourri, Madame Myriam Ammar, Madame Elsa Ammar, Madame Shirel Ammar et l'Association Groupe Scolaire Bnei Elazar, devant le Tribunal Administratif de Marseille le 23 août 2020 sollicitant l'annulation de la délibération du 19 décembre 2019 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence approuvant le Plan Local d'Urbanisme intercommunal du Territoire Marseille-Provence, en tant qu'elle a institué un EBC sur la parcelle 853 M 105 située 50/52 Boulevard de la Gaye dans le 9<sup>ème</sup> arrondissement de Marseille.

#### **DECIDE**

##### **Article 1 :**

D'ester en justice devant le Tribunal Administratif de Marseille et d'être représentée dans cette affaire par la SELAS Charrel et Associés, domiciliée, 5 rue Boussairolles 34000 Montpellier.



**Article 2 :**

Les honoraires dus à la SELAS Charrel et Associés pour représenter la Métropole Aix-Marseille-Provence et tous les frais inhérents à ce dossier sont pris en charge.

**Article 3 :**

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget de la Métropole Aix-Marseille-Provence, nature 6227.

**Article 4 :**

Conformément aux dispositions du Code de Justice Administrative, la présente décision peut faire l'objet d'un recours en annulation dans un délai de deux mois devant le Tribunal Administratif de Marseille à compter de sa publication / notification. Le requérant peut saisir le Tribunal Administratif de Marseille de manière dématérialisée par le biais de l'application informatique « Télérecours citoyen » accessible depuis le site internet [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr).

**Article 5 :**

Monsieur le Directeur Général des Services de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargé de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 17 novembre 2020

**Martine VASSAL**

## Décision n° 20/939/D

### Décision d'ester en justice - Désignation de la SELARL Parme Avocats pour défendre les intérêts de la Métropole Aix-Marseille-Provence dans l'affaire qui l'oppose à Madame Odile Bovero

#### VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération n° HN 001-8065/20/CM du 9 juillet 2020 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Madame Martine Vassal, en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 002-8074/20/CM du 17 juillet 2020 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant délégations du Conseil de la Métropole au Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La requête n°2005326-2 déposée par Madame Odile Bovero devant le Tribunal Administratif de Marseille le 17 juillet 2020 sollicitant l'annulation de la délibération du 19 décembre 2019 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence approuvant le Plan Local d'Urbanisme intercommunal du Territoire Marseille Provence en tant qu'elle a classé les parcelles cadastrées AS n°61, 70, 71, 72 et 146 en zone A1 sur la commune de Roquefort La Bedoule.

#### DECIDE

##### Article 1 :

D'ester en justice devant le Tribunal Administratif de Marseille et d'être représentée dans cette affaire par la SELARL Parme Avocats, domiciliée, 12 boulevard de Courcelles 75017 Paris.

**Article 2 :**

Les honoraires dus à la SELARL Parme Avocats pour représenter la Métropole Aix-Marseille-Provence et tous les frais inhérents à ce dossier sont pris en charge.

**Article 3 :**

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget de la Métropole Aix-Marseille-Provence, nature 6227.

**Article 4 :**

Conformément aux dispositions du Code de Justice Administrative, la présente décision peut faire l'objet d'un recours en annulation dans un délai de deux mois devant le Tribunal Administratif de Marseille à compter de sa publication / notification. Le requérant peut saisir le Tribunal Administratif de Marseille de manière dématérialisée par le biais de l'application informatique « Télérecours citoyen » accessible depuis le site internet [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr).

**Article 5 :**

Monsieur le Directeur Général des Services de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargé de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 17 novembre 2020

**Martine VASSAL**

## Décision n° 20/940/D

### **Décision d'ester en justice - Désignation de la SELARL Parme Avocats pour défendre les intérêts de la Métropole Aix-Marseille-Provence dans l'affaire qui l'oppose à Messieurs Sardou**

#### **VU**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération n° HN 001-8065/20/CM du 9 juillet 2020 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Madame Martine Vassal, en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 002-8074/20/CM du 17 juillet 2020 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant délégations du Conseil de la Métropole au Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La requête n°2007055-2 déposée par Messieurs Jean et Max Sardou devant le Tribunal Administratif de Marseille le 16 septembre 2020 demandant l'annulation de la délibération du Conseil de Métropole Aix-Marseille-Provence du 19 décembre 2019 portant adoption du PLUi sur le territoire de Marseille Provence au motif que les parcelles leur appartenant sur la commune d'Allauch ont été classées en zone AU et en trame verte et bleue.

#### **DECIDE**

##### **Article 1 :**

D'ester en justice devant le Tribunal Administratif de Marseille et d'être représentée dans cette affaire par la SELARL Parme Avocats, domiciliée, 12 boulevard de Courcelles 75017 Paris.

**Article 2 :**

Les honoraires dus à la SELARL Parme Avocats pour représenter la Métropole Aix-Marseille-Provence et tous les frais inhérents à ce dossier sont pris en charge.

**Article 3 :**

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget de la Métropole Aix-Marseille-Provence, nature 6227.

**Article 4 :**

Conformément aux dispositions du Code de Justice Administrative, la présente décision peut faire l'objet d'un recours en annulation dans un délai de deux mois devant le Tribunal Administratif de Marseille à compter de sa publication / notification. Le requérant peut saisir le Tribunal Administratif de Marseille de manière dématérialisée par le biais de l'application informatique « Télérecours citoyen » accessible depuis le site internet [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr).

**Article 5 :**

Monsieur le Directeur Général des Services de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargé de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 17 novembre 2020

**Martine VASSAL**

## Décision n° 20/941/D

**Décision d'ester en justice - Désignation du Cabinet Leonardi Catsicalis Peltier Avocats pour défendre les intérêts de la Métropole Aix-Marseille-Provence dans l'affaire qui l'oppose à l'entreprise Generale de BTP occupant illicitement la Parcelle AD160 située à Gignac-la-Nerthe**

### VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération n° HN 001-8065/20/CM du 9 juillet 2020 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Madame Martine Vassal, en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 002-8074/20/CM du 17 juillet 2020 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant délégations du Conseil de la Métropole au Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Les procès-verbaux de constat établis par Provjuris du 12 mai 2020, du 14 octobre 2020 et du 23 octobre 2020 constatant l'occupation illicite de ladite parcelle.

### DECIDE

#### Article 1 :

D'ester en justice devant le Tribunal Judiciaire d'Aix-en-Provence et d'être représentée dans cette affaire par le Cabinet Leonardi Catsicalis Peltier Avocats, domicilié, 15 avenue Victor Hugo 13100 Aix-en-Provence.

#### Article 2 :

Les honoraires dus au Cabinet Leonardi Catsicalis Peltier Avocats pour représenter la Métropole Aix-Marseille-Provence et tous les frais inhérents à ce dossier sont pris en charge.

**Article 3 :**

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget de la Métropole Aix-Marseille-Provence, nature 6227.

**Article 4 :**

Conformément aux dispositions du Code de Justice Administrative, la présente décision peut faire l'objet d'un recours en annulation dans un délai de deux mois devant le Tribunal Administratif de Marseille à compter de sa publication / notification. Le requérant peut saisir le Tribunal Administratif de Marseille de manière dématérialisée par le biais de l'application informatique « Télérecours citoyen » accessible depuis le site internet [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr).

**Article 5 :**

Monsieur le Directeur Général des Services de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargé de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 17 novembre 2020

**Martine VASSAL**

## Décision n° 20/942/D

### Décision d'ester en justice - Désignation de la SELARL Camille Mialot Avocat pour défendre les intérêts de la Métropole Aix-Marseille-Provence dans l'affaire qui l'oppose au Préfet des Bouches-du-Rhône

#### VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération n° HN 001-8065/20/CM du 9 juillet 2020 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Madame Martine Vassal, en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 002-8074/20/CM du 17 juillet 2020 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant délégations du Conseil de la Métropole à la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La requête n°2007514-2 déposée par le Préfet des Bouches-du-Rhône devant le Tribunal Administratif de Marseille le 2 octobre 2020 demandant l'annulation de la délibération du 19 décembre 2019 approuvant le PLUI de Marseille Provence.

#### DECIDE

##### Article 1 :

D'ester en justice devant le Tribunal Administratif de Marseille et d'être représentée dans cette affaire par la SELARL Camille Mialot Avocat, domiciliée 71 boulevard Saint-Michel 75005 Paris.

##### Article 2 :

Les honoraires dus à la SELARL Camille Mialot Avocat pour représenter la Métropole Aix-Marseille-Provence et tous les frais inhérents à ce dossier sont pris en charge.



**Article 3 :**

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget de la Métropole Aix-Marseille-Provence, nature 6227.

**Article 4 :**

Conformément aux dispositions du Code de Justice Administrative, la présente décision peut faire l'objet d'un recours en annulation dans un délai de deux mois devant le Tribunal Administratif de Marseille à compter de sa publication / notification. Le requérant peut saisir le Tribunal Administratif de Marseille de manière dématérialisée par le biais de l'application informatique « Télérecours citoyen » accessible depuis le site internet [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr).

**Article 5 :**

Monsieur le Directeur Général des Services de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargé de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 17 novembre 2020

**Martine VASSAL**

## Décision n° 20/943/D

### Décision d'ester en justice - Désignation de la SELARL Camille Mialot Avocat pour défendre les intérêts de la Métropole Aix-Marseille-Provence dans l'affaire qui l'oppose à l'EURL dodds-practice

#### VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération n° HN 001-8065/20/CM du 9 juillet 2020 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Madame Martine Vassal, en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 002-8074/20/CM du 17 juillet 2020 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant délégations du Conseil de la Métropole au Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La requête n°2004209-2 déposée devant le Tribunal Administratif de Marseille par l'EURL Dodds-Practice le 4 juin 2020 demandant l'annulation de la délibération du Conseil de Métropole Aix-Marseille-Provence du 19 décembre 2019 portant adoption du PLUi sur le territoire de Marseille Provence.

#### DECIDE

##### Article 1 :

D'ester en justice devant le Tribunal Administratif de Marseille et d'être représentée dans cette affaire par la SELARL Camille Mialot Avocat domiciliée, 71 boulevard Saint-Michel 75005 Paris.

##### Article 2 :

Les honoraires dus à la SELARL Camille Mialot Avocat pour représenter la Métropole Aix-Marseille-Provence et tous les frais inhérents à ce dossier sont pris en charge.

**Article 3 :**

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget de la Métropole Aix-Marseille-Provence, nature 6227.

**Article 4 :**

Conformément aux dispositions du Code de Justice Administrative, la présente décision peut faire l'objet d'un recours en annulation dans un délai de deux mois devant le Tribunal Administratif de Marseille à compter de sa publication / notification. Le requérant peut saisir le Tribunal Administratif de Marseille de manière dématérialisée par le biais de l'application informatique « Télérecours citoyen » accessible depuis le site internet [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr).

**Article 5 :**

Monsieur le Directeur Général des Services de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargé de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 17 novembre 2020

**Martine VASSAL**

## Décision n° 20/944/D

### **Décision d'ester en justice - Désignation de la SELARL Camille Mialot Avocat pour défendre les intérêts de la Métropole Aix-Marseille-Provence dans l'affaire qui l'oppose au Syndicat des copropriétaires le Brasilia**

#### **VU**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération n° HN 001-8065/20/CM du 9 juillet 2020 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Madame Martine Vassal, en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 002-8074/20/CM du 17 juillet 2020 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant délégations du Conseil de la Métropole au Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La requête n°2005318-2 présentée devant le Tribunal Administratif de Marseille le 16 juillet 2020 par le Syndicat des Copropriétaires de la Copropriété "Le Brasilia" demandant l'annulation de la délibération du Conseil de Métropole Aix-Marseille-Provence du 19 décembre 2019 portant adoption du PLUi sur le territoire de Marseille Provence.

#### **DÉCIDE**

##### **Article 1 :**

D'ester en justice devant le Tribunal Administratif de Marseille et d'être représentée dans cette affaire par la SELARL Camille Mialot Avocat domiciliée, 71 boulevard Saint-Michel 75005 Paris.

**Article 2 :**

Les honoraires dus à la SELARL Camille Mialot Avocat pour représenter la Métropole Aix-Marseille-Provence et tous les frais inhérents à ce dossier sont pris en charge.

**Article 3 :**

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget de la Métropole Aix-Marseille-Provence, nature 6227.

**Article 4 :**

Conformément aux dispositions du Code de Justice Administrative, la présente décision peut faire l'objet d'un recours en annulation dans un délai de deux mois devant le Tribunal Administratif de Marseille à compter de sa publication / notification. Le requérant peut saisir le Tribunal Administratif de Marseille de manière dématérialisée par le biais de l'application informatique « Télérecours citoyen » accessible depuis le site internet [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr).

**Article 5 :**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargée de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 17 novembre 2020

**Martine VASSAL**

## Décision n° 20/945/D

### Décision d'ester en justice - Désignation du groupement Sindres/Vedesi pour défendre les intérêts de la Métropole Aix-Marseille-Provence dans l'affaire qui l'oppose à la société Progereal

#### VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération n° HN 001-8065/20/CM du 9 juillet 2020 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Madame Martine Vassal, en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 002-8074/20/CM du 17 juillet 2020 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant délégations du Conseil de la Métropole au Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La requête n°2007089-2 déposée le 17 septembre 2020, devant le Tribunal Administratif de Marseille, par la société Progereal, demandant l'annulation de la délibération n°URB 0001-7993/19/CM, du 19 décembre 2019, approuvant le Plan Local d'Urbanisme Intercommunal du territoire Marseille Provence.

#### DECIDE

##### Article 1 :

D'ester en justice devant le Tribunal Administratif de Marseille et d'être représentée dans cette affaire par le groupement Sindres/Vedesi dont le mandataire est la SELARL Sindres domiciliée, 40 rue Edouard Delanglade 13006 Marseille.

##### Article 2 :

Les honoraires dus au groupement Sindres/Vedesi pour représenter la Métropole Aix-Marseille-Provence et tous les frais inhérents à ce dossier sont pris en charge.

**Article 3 :**

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget de la Métropole Aix-Marseille-Provence, nature 6227.

**Article 4 :**

Conformément aux dispositions du Code de Justice Administrative, la présente décision peut faire l'objet d'un recours en annulation dans un délai de deux mois devant le Tribunal Administratif de Marseille à compter de sa publication / notification. Le requérant peut saisir le Tribunal Administratif de Marseille de manière dématérialisée par le biais de l'application informatique « Télérecours citoyen » accessible depuis le site internet [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr).

**Article 5 :**

Monsieur le Directeur Général des Services de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargé de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 17 novembre 2020

**Martine VASSAL**

## Décision n° 20/946/D

### **Décision d'estimer en justice. Désignation du Cabinet Charrel Associés Avocats aux fins de représenter la Métropole Aix-Marseille-Provence devant le Tribunal Administratif dans le cadre des instances contre le Plan Local d'Urbanisme de la Commune d'Aix-en-Provence**

#### **VU**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération n° HN 001-8065/20/CM du 9 juillet 2020 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Madame Martine Vassal, en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 002-8074/20/CM du 17 juillet 2020 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant délégations du Conseil de la Métropole à la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La requête n°2001798 présentée par Monsieur Jean-Pierre Rebagliato devant le Tribunal Administratif de Marseille tendant à l'annulation de la délibération n°URB003-7895/19/CM du 19 décembre 2019 par laquelle le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence a approuvé la modification n°6 du Plan Local d'Urbanisme d'Aix-en-Provence ;
- La requête n°2004585 présentée par Monsieur Franck Salles-Bessone devant le Tribunal Administratif de Marseille tendant à l'annulation de la délibération n°URB003-7895/19/CM du 19 décembre 2019 par laquelle le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence a approuvé la modification n°6 du Plan Local d'Urbanisme d'Aix-en-Provence ;
- La requête n°2007221 présentée par Monsieur Robert Salles devant le Tribunal Administratif de Marseille tendant à l'annulation de la délibération n°URB003-7895/19/CM du 19 décembre 2019 par laquelle le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence a approuvé la modification n°6 du Plan Local d'Urbanisme d'Aix-en-Provence ;



- La requête n°2007479 présentée par Madame Claudette Gamaleri devant le Tribunal Administratif de Marseille tendant à l'annulation de la décision implicite de rejet opposée par la Métropole à la demande de modification du zonage du Plan Local d'Urbanisme d'Aix-en-Provence applicable sur le secteur de Lignane ou à tout le moins sur les parcelles cadastrées n°NE136 et NE137 et à enjoindre la Métropole de modifier le zonage applicable sur ce même secteur et notamment ces mêmes parcelles.

## **DECIDE**

### **Article 1:**

D'ester en justice devant le Tribunal Administratif de Marseille et d'être représentée dans ces affaires par le Cabinet Charrel Associés Avocats – 5 rue Boussairolles – 34000 Montpellier.

### **Article 2 :**

Les honoraires dus au Cabinet Charrel Associés Avocats pour représenter la Métropole Aix-Marseille-Provence et tous les frais inhérents à ces dossiers sont pris en charge.

### **Article 3 :**

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget de la Métropole Aix-Marseille-Provence, nature 6227.

### **Article 4 :**

Conformément aux dispositions de Code de Justice Administrative, la présente décision peut faire l'objet d'un recours en annulation dans un délai de deux mois devant le Tribunal Administratif de Marseille à compter de sa publication / notification. Le requérant peut saisir le Tribunal Administratif de Marseille de manière dématérialisée par le biais de l'application informatique « Télérecours citoyen » accessible depuis le site internet [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr).

### **Article 5 :**

Monsieur le Directeur Général des Services de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargé de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 17 novembre 2020

**Martine VASSAL**

**Décision n° 20/948/D**

**Délégation du droit de préemption urbain à la commune de Vitrolles pour l'acquisition de la parcelle cadastrée BT2 lot 22 située Les Plantiers à Vitrolles (13127)**

**VU**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération n° HN 001-8065/20/CM du 9 juillet 2020 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Madame Martine Vassal, en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 002-8074/20/CM du 17 juillet 2020 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant délégations du Conseil de la Métropole à la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence.
- La délibération n°87-257 du Conseil Municipal de la commune de Vitrolles du 27 juillet 1987 instituant le droit de préemption urbain sur la commune ;
- La délibération n°90-44 du Conseil Municipal de la commune de Vitrolles du 22 février 1990 renforçant le droit de préemption urbain sur la commune ;
- La délibération n°14-03 du Conseil Municipal de la commune de Vitrolles du 30 janvier 2014 confirmant le Droit de Préemption Urbain Renforcé sur l'ensemble des zones U et ses déclinaisons ;
- La déclaration d'intention d'aliéner n°MIA01311720M0431 reçue en mairie de Vitrolles le 13 octobre 2020 portant aliénation de la parcelle cadastrée BT 2 lot 22 située Les Plantiers à Vitrolles (13127) ;
- La demande de délégation du droit de préemption urbain de la commune de Vitrolles reçue à la Métropole Aix-Marseille-Provence le 9 novembre 2020.

## **CONSIDÉRANT**

- Qu'en application de l'article L. 5217-2 du Code Général des Collectivités Territoriales, la Métropole Aix-Marseille-Provence exerce, en matière d'Aménagement de l'Espace Métropolitain, la compétence Plan Local d'Urbanisme ;
- Qu'en application de l'article L. 211-2 du Code de l'Urbanisme, la compétence d'un établissement public de coopération intercommunale à fiscalité propre en matière de plan local d'urbanisme emporte de plein droit sa compétence en matière de droit de préemption urbain ;
- Que la Métropole Aix-Marseille-Provence peut déléguer son droit de préemption dans les conditions de droit commun prévues aux articles L. 211-2 et L. 213-3 du Code de l'Urbanisme ;
- Qu'en application de l'article L. 5211-9 du Code Général des Collectivités Territoriales et de la délibération n° HN 002-8074/20/CM du 17 juillet 2020, la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence peut, à l'occasion de l'aliénation d'un bien, déléguer l'exercice des droits de préemption.
- Qu'en l'espèce le bien proposé à l'aliénation ne présente pas d'enjeu pour la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Que cette parcelle se situe dans un périmètre présentant un intérêt particulier pour la commune de Vitrolles.

## **DECIDE**

### **Article 1 :**

Le droit de préemption urbain est délégué à la commune de Vitrolles pour l'acquisition de la parcelle cadastrée BT 2 lot 22 située Les Plantiers à Vitrolles (13127).

### **Article 2**

Monsieur le Directeur Général des Services de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargé de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 26 novembre 2020

**Martine VASSAL**

## Décision n° 20/953/D

### **Décision d'ester en justice - Désignation de la SELARL Parme Avocats pour défendre les intérêts de la Métropole Aix-Marseille-Provence dans l'affaire qui l'oppose à Monsieur Jean-Louis Zurbuch**

#### **VU**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération n° HN 001-8065/20/CM du 9 juillet 2020 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Madame Martine Vassal, en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 002-8074/20/CM du 17 juillet 2020 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant délégations du Conseil de la Métropole à la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La requête n°2007593-2 déposée devant le Tribunal Administratif de Marseille le 7 octobre 2020 par Monsieur Jean-Louis Zurbuch contestant la décision implicite de rejet de la demande reçue le 9 juin 2020 relative à l'abrogation de la délibération du 19 décembre 2019 par laquelle fut approuvé le Plan Local d'Urbanisme Intercommunal en tant que, d'une part, il ne classe pas l'ensemble de la partie exploitée de la parcelle cadastrée en section I n° 66 en terrain cultivé à protéger au sens des dispositions de l'article L. 151-23 du Code de l'Urbanisme, et, d'autre part, en tant qu'il institue l'emplacement réservé n° M09-073 sur ladite parcelle.

#### **DECIDE**

##### **Article 1 :**

D'ester en justice devant le Tribunal Administratif de Marseille et d'être représentée dans cette affaire par la SELARL Parme Avocats, domiciliée, 12 boulevard de Courcelles 75017 Paris.

**Article 2 :**

Les honoraires dus à la SELARL Parme Avocats pour représenter la Métropole Aix-Marseille-Provence et tous les frais inhérents à ce dossier sont pris en charge.

**Article 3 :**

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget de la Métropole Aix-Marseille-Provence, nature 6227.

**Article 4 :**

Conformément aux dispositions du Code de Justice Administrative, la présente décision peut faire l'objet d'un recours en annulation dans un délai de deux mois devant le Tribunal Administratif de Marseille à compter de sa publication / notification. Le requérant peut saisir le Tribunal Administratif de Marseille de manière dématérialisée par le biais de l'application informatique « Télérecours citoyen » accessible depuis le site internet [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr).

**Article 5 :**

Monsieur le Directeur Général des Services de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargé de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 04 décembre 2020

**Martine VASSAL**

## Décision n° 20/954/D

### Décision d'ester en justice - Désignation de la SELARL Camille Mialot Avocat pour défendre les intérêts de la Métropole Aix-Marseille-Provence dans l'affaire qui l'oppose à la SCI JT

#### VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération n° HN 001-8065/20/CM du 9 juillet 2020 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Madame Martine Vassal, en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 002-8074/20/CM du 17 juillet 2020 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant délégations du Conseil de la Métropole à la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La requête n°2008248-2 déposée par la SCI JT devant le Tribunal Administratif de Marseille le 26 octobre 2020 sollicitant l'annulation de la délibération du 19 décembre 2019 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence approuvant le Plan Local d'Urbanisme intercommunal du Territoire Marseille-Provence.

#### DECIDE

##### Article 1 :

D'ester en justice devant le Tribunal Administratif de Marseille et d'être représentée dans cette affaire par la SELARL Camille Mialot Avocat, domiciliée, 71 boulevard Saint-Michel 75005 Paris.

##### Article 2 :

Les honoraires dus à la SELARL Camille Mialot Avocat pour représenter la Métropole Aix-Marseille-Provence et tous les frais inhérents à ce dossier sont pris en charge.

**Article 3 :**

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget de la Métropole Aix-Marseille-Provence, nature 6227.

**Article 4 :**

Conformément aux dispositions du Code de Justice Administrative, la présente décision peut faire l'objet d'un recours en annulation dans un délai de deux mois devant le Tribunal Administratif de Marseille à compter de sa publication / notification. Le requérant peut saisir le Tribunal Administratif de Marseille de manière dématérialisée par le biais de l'application informatique « Télérecours citoyen » accessible depuis le site internet [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr).

**Article 5 :**

Monsieur le Directeur Général des Services de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargé de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 04 décembre 2020

**Martine VASSAL**

## Décision n° 20/955/D

**Mise à disposition préalable au transfert de propriété de parcelles de terrain appartenant à la ville de Marseille au profit de la Métropole Aix-Marseille-Provence - Recalibrage du ruisseau de la Grave à Marseille 13<sup>ème</sup> arrondissement.**

### VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n° HN 001-8065/20/CM du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence du 9 juillet 2020 relatif à l'élection de Madame Martine Vassal en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 002-8074/20/CM du Conseil de la Métropole du 17 juillet 2020 portant délégations du Conseil de la Métropole à la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La convention portant mise à disposition de terrains préalable au transfert de propriété.

### CONSIDÉRANT

- Que dans le cadre de la réalisation de la desserte sanitaire et pluviale les Xaviers la Grave à Marseille 13<sup>ème</sup> et notamment pour permettre le recalibrage du ruisseau de la Grave, la Métropole Aix-Marseille-Provence a sollicité la ville de Marseille en vue d'obtenir la mise à disposition d'emprises de terrain préalablement au transfert de propriété ;
- Que dans le cadre du projet de réalisation de la desserte sanitaire et pluviale les Xaviers la Grave à Marseille 13<sup>ème</sup>, la Métropole Aix-Marseille-Provence a besoin que des emprises foncières appartenant à la ville de Marseille lui soient mises à disposition afin de permettre le démarrage des travaux du recalibrage du ruisseau de la Grave ;



- Qu'à cette fin, une convention de mise à disposition préalable au transfert de propriété incluant aussi une mise à disposition temporaire doit être conclue entre la ville de Marseille, propriétaire des terrains et la Métropole Aix-Marseille-Provence, maître d'ouvrage du chantier.

## **DECIDE**

### **Article 1 :**

De signer une convention avec la ville de Marseille portant :

- Mise à disposition anticipée temporaire préalablement au transfert de propriété des emprises de terrain listées ci-après :
  - 180 m<sup>2</sup> à détacher de la parcelle 879 C 0118 ;
  - 198 m<sup>2</sup> à détacher de la parcelle 879 C 0131 ;
  - 131 m<sup>2</sup> à détacher de la parcelle 879 C 0128.
- Mise à disposition anticipée temporaire pendant la durée des travaux, des emprises de terrain dont la Ville de Marseille est propriétaire à savoir :
  - 62 m<sup>2</sup> à détacher de la parcelle 879 CO 118
  - 66 m<sup>2</sup> à détacher de la parcelle 879 CO 131
  - 42 m<sup>2</sup> à détacher de la parcelle 879 CO 128

### **Article 2 :**

Cette convention est conclue entre les parties à titre gracieux.

### **Article 3 :**

Monsieur le Directeur Général des Services de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargé de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 30 novembre 2020

**Martine VASSAL**

## Décision n° 20/956/D

**Convention d'occupation précaire à titre onéreux de la parcelle AY 44 située  
Zac de la Vampe- Lieudit Tallan -13220 Chateauneuf Les Martigues avec Rémy  
Paratore.**

### VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d’Affirmation des Métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération n° HN 001-8065/20/CM du 9 juillet 2020 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l’élection de Madame Martine Vassal, en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération HN 002-8074/20/CM du 17 juillet 2020 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative aux délégations du Conseil de la Métropole à la Présidente de la Métropole Aix-Marseille- Provence ;
- La convention N°17/0605 du 5 septembre 2017.

### CONSIDÉRANT

- Que la Métropole Aix-Marseille-Provence est propriétaire depuis le 15 juin 2005 d’un terrain sis Lieudit Tallan – 13220 Chateauneuf les Martigues sur la parcelle cadastrée AY 44 référencée sous le numéro AS-TECH 13026002T001C01,
- Que Monsieur Remy Paratore a sollicité la Métropole Aix-Marseille-Provence afin d’utiliser ce terrain inoccupé pour l’extension de son entreprise d’élagage ;
- Que la Métropole Aix Marseille Provence a consenti à Monsieur Remy Paratore une convention d’occupation précaire de son domaine privé du 5 septembre 2017;
- Que la convention susmentionnée est arrivée à terme ;
- Que la signature d’une convention d’occupation précaire d’une durée de 1 an est consentie, renouvelable par tacite reconduction ;
- Que le montant de la redevance est fixée à 50 euros TTC ;
- Que la convention d’occupation précaire prendra effet à la date de sa signature.

Reçu au Contrôle de légalité le 30 Novembre 2020

## **DECIDE**

### **Article 1 :**

De signer une convention d'occupation précaire d'une durée de 1 an avec Remy Paratore qui prendra effet à compter de la date de signature.

### **Article 2 :**

Est approuvé le versement d'une indemnité annuelle d'un montant de 50 euros.

### **Article 3 :**

Les recettes correspondantes seront constatées au budget principal de la Métropole : sous-section politique A130 – nature 752 – fonction 020 chapitre 11.

### **Article 4 :**

Monsieur le Directeur Général des Services de la Métropole Aix Marseille Provence est chargé de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 30 novembre 2020

**Martine VASSAL**

## Décision n° 20/957/D

**Mise en demeure d'acquérir la parcelle cadastrée 858 L0029 sise 2 place du Migranier/ boulevard de Saint Loup à Marseille (13010), appartenant à Monsieur André Meffre.**

### VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Urbanisme et notamment les articles L 230-1 et suivants ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération n° URB 001-7993/19/CM du 19 décembre 2019 approuvant le Plan Local d'Urbanisme Intercommunal (PLUI) du Territoire Marseille Provence ;
- La délibération n° HN 001-8065/20/CM du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence du 9 juillet 2020 relative à l'élection de Madame Martine Vassal en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 002-8074/20/CM du 17 juillet 2020 relative à la délégation de compétences du Conseil de la Métropole à la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La mise en demeure d'acquérir du 4 mars 2020 et réceptionnée le 10 mars 2020 ;
- L'avis de la Direction Immobilière de l'Etat du 15 juin 2020.

### CONSIDÉRANT

- Que par courrier reçu le 10 mars 2020, Monsieur André Meffre a mis en demeure la Métropole Aix-Marseille-Provence d'acquérir la parcelle cadastrée 858 L0029 sise 2 place du Migranier/boulevard de Saint Loup à Marseille (13010) ;
- Que la parcelle cadastrée 858 L0029 est grevée au PLUI du Territoire Marseille Provence de l'emplacement réservé pour voirie n° M09-004 ayant pour objet « aménagement de carrefour » et comme bénéficiaire la Métropole Aix-Marseille-Provence.

## **DECIDE**

### **Article 1 :**

D'acquérir la parcelle cadastrée 858 L0029 d'une contenance de 101 m<sup>2</sup> et sur laquelle est édifié un immeuble situé au 2 rue du Migranier/boulevard de Saint Loup à Marseille (13010) moyennant une indemnité totale de 288 100 euros correspondant à la valeur du bien occupé, conformément à l'évaluation de la Direction Immobilière de l'Etat en date du 15 juin 2020.

Ce bien est vendu occupé en l'état, comprenant deux baux d'habitation et un bail commercial.

Ce bien sera enregistré à l'inventaire physique des équipements sous le numéro 13210003.

### **Article 2 :**

Les crédits nécessaires et les frais inhérents à l'établissement de l'acte authentique sont inscrits au budget 2020 et suivants de la Métropole Aix-Marseille-Provence- Opération 2016102500 – Sous Politique C130 - Fonction 581 – Nature 20422.

### **Article 3 :**

Monsieur le Directeur Général des Services est chargé de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 02 décembre 2020

**Martine VASSAL**

## Décision n° 20/958/D

### **Avenant n° 1à la convention d'occupation temporaire entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et la société Escota dans le cadre de l'élargissement de l'autoroute A52**

#### **VU**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération n° HN 001-8065/20/CM du 9 juillet 2020 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant élection de Madame Martine Vassal en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 002-8074/20/CM du 17 juillet 2020 relative à la délégation de compétences du Conseil de la Métropole à la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La décision n° 18/481/D du 5 septembre 2018.

#### **CONSIDÉRANT**

- Que la Métropole Aix-Marseille-Provence a conclu une convention d'occupation temporaire avec la société ESCOTA dans le cadre des travaux d'élargissement de l'autoroute A52 ;
- Que ces travaux ont nécessité la réalisation et l'implantation d'une conduite siphon en tréfonds sur la parcelle HLn°94 initialement non prévue dans le projet d'ESCOTA ;
- Qu'il est nécessaire de prolonger les délais d'occupation du site pour la durée des travaux ;
- Que le projet de transport en commun sur la voie de Valdonne est compatible avec le projet de la société ESCOTA.

## **DECIDE**

### **Article 1 :**

De signer un avenant n° 1 d'occupation temporaire avec la société ESCOTA prolongeant la convention pour la durée des travaux.

### **Article 2 :**

Monsieur le Directeur Général des Services de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargé de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 02 décembre 2020

**Martine VASSAL**

## Décision n° 20/959/D

### Décision de la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence de contracter un emprunt de 3 millions d'euros auprès de La Banque Postale

#### VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération n°HN 001-8065/20 CM du 9 juillet 2020 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Madame Martine Vassal, en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n°HN 003-8075/20/CM du 17 juillet 2020 portant délégation à la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence pour le recours à l'emprunt, aux instruments de couverture, aux crédits de trésorerie ;
- L'arrêté n°20/254/CM donnant délégation de fonction à M. Didier Khelfa, 12ème Vice-Président du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- L'arrêté n°20/126/CM donnant délégation de signature à M. Guy Januel, chargé de la Direction Générale Adjointe de la Métropole Aix-Marseille-Provence – Finances et Budget.

#### CONSIDERANT

- Que la Métropole Aix-Marseille-Provence a pris connaissance des termes de l'offre de financement du 13 novembre 2020 proposée par La Banque Postale, pour assurer la réalisation du programme d'investissement 2020.

#### DECIDE

##### Article 1

Est contracté auprès de La Banque Postale un emprunt dont les principales caractéristiques sont décrites ci-après :



Objet	Financement de la Création de la nouvelle station d'épuration de Fos Sur Mer
Score Gissler	1A
Montant du prêt	3 000 000 euros
Durée	25 ans et 7 mois
<b><u>Phase de mobilisation</u></b>	Durée de 6 mois soit du 13 janvier 2021 au 13 juillet 2021
Modalité de la phase de mobilisation	Pendant la phase de mobilisation, les fonds versés qui n'ont pas encore fait l'objet de la mise en place d'une tranche constituent l'encours en phase de mobilisation.
Modalité de versement des fonds	A la demande de l'emprunteur avec versement automatique au terme de la phase de mobilisation ou à une date antérieure en cas de mise en place anticipée de la tranche à Taux Fixe. Montant minimum de versement : 15 000 Euros
Préavis	2 Jours ouvrés TARGET/ PARIS
Périodicité de paiements des intérêts	Mensuelle
Taux d'intérêt	Index €STR assorti d'une marge de 0,79%
Base	Exact/360
Commission de non utilisation	0,10%
<b><u>Phase de Consolidation</u></b>	A compter du 13 Juillet 2021 jusqu'au 01 Août 2046
Versement des fonds	Cette tranche obligatoire est mise en place en une seule fois le 13/07/2021 par arbitrage automatique ou antérieurement en cas de mise en place anticipée de la tranche à taux fixe.
Taux d'intérêt	Taux Fixe Maximum de 0,62%
Mode d'amortissement	Constant
Périodicité	Trimestrielle
Base de calcul	Exact/360
Remboursement anticipé	Possible à une date d'échéance d'intérêts moyennant le paiement d'une indemnité actuarielle avec un préavis de 50 jours calendaires
Commission d'engagement	0,05 % du montant du contrat de prêt

## **Article 2**

Sont dédiés les fonds provenant de ce prêt de 3 000 000 euros au financement du Budget Annexe Assainissement du Conseil de Territoire d'Istres Ouest Provence

## **Article 3**

Est acquitté l'ensemble des frais et commissions dus dans le cadre de la réalisation puis de l'exécution de cet emprunt. Les intérêts seront prélevés en dépenses sur le compte 66 et le capital sera amorti sur le compte 16. Les commissions liées à l'emprunt seront imputées au compte 627.

**Article 4**

Monsieur le Directeur Général des Services de la Métropole est chargé de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille le, 23 novembre 2020

**Martine VASSAL**

**Reçu au Contrôle de légalité le 24 Novembre 2020**

## Décision n° 20/960/D

### Décision de la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence de contracter un emprunt de 7 millions d'euros auprès de La Banque Postale

#### VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération n°HN 001-8065/20 CM du 9 juillet 2020 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Madame Martine Vassal, en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n°HN 003-8075/20/CM du 17 juillet 2020 portant délégation à la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence pour le recours à l'emprunt, aux instruments de couverture, aux crédits de trésorerie ;
- L'arrêté n°20/254/CM donnant délégation de fonction à M. Didier Khelfa, 12ème Vice-Président du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- L'arrêté n°20/126/CM donnant délégation de signature à M. Guy Januel, chargé de la Direction Générale Adjointe de la Métropole Aix-Marseille-Provence – Finances et Budget.

#### CONSIDERANT

- Que la Métropole Aix-Marseille-Provence a pris connaissance des termes de l'offre de financement du 13 novembre 2020 proposée par La Banque Postale, pour assurer la réalisation du programme d'investissement 2020.

## DECIDE

### **Article 1**

Est contracté auprès de La Banque Postale un emprunt dont les principales caractéristiques sont décrites ci-après :

Objet	Financement les investissements liés au projet d'extension du Tramway Nord / Sud
Montant du prêt	7 000 000 euros
Score Gissler	1A
Durée	25 ans et 3 mois
Versement des fonds	A la demande de l'emprunteur jusqu'au 13/01/2021, en une fois avec versement automatique à cette date
Taux d'intérêt	Taux Fixe Maximum de 0,60%
Mode d'amortissement	Constant
Périodicité	Trimestrielle
Base de calcul	Exact/360
Remboursement anticipé	Possible à une date d'échéance d'intérêts pour tout ou partie du montant du capital restant dû moyennant le paiement d'une indemnité actuarielle avec un préavis de 50 jours calendaires
Commission d'engagement	0,05 % du montant du contrat de prêt

### **Article 2**

Sont dédiés les fonds provenant de ce prêt de 7 000 000 euros au financement du Budget Transport de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

### **Article 3**

Est acquitté l'ensemble des frais et commissions dus dans le cadre de la réalisation puis de l'exécution de cet emprunt. Les intérêts seront prélevés en dépenses sur le compte 66 et le capital sera amorti sur le compte 16. Les commissions liées à l'emprunt seront imputées au compte 627.

### **Article 4**

Monsieur le Directeur Général des Services de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargé de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille le, 24 novembre 2020

**Martine VASSAL**

Reçu au Contrôle de légalité le 24 Novembre 2020

## Décision n° 20/961/D

### Décision de la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence de contracter un emprunt de 20 millions d'euros auprès de la Banque Postale

#### VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération n° HN 001-8065/20 CM du 9 juillet 2020 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Madame Martine Vassal, en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération HN 003-8075/20/CM du 17 juillet 2020 portant délégation à la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence pour le recours à l'emprunt, aux instruments de couverture, aux crédits de trésorerie ;
- L'arrêté n° 20/254/CM donnant délégation de fonction à M. Didier Khelfa, 12ème Vice-Président du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- L'arrêté n° 20/126/CM donnant délégation de signature à M. Guy Januel, chargé de la Direction Générale Adjointe de la Métropole Aix-Marseille-Provence – Finances et Budget.

#### CONSIDERANT

- Que la Métropole Aix-Marseille-Provence a pris connaissance des termes de l'offre de financement du 20 octobre 2020 proposée par la Banque Postale, pour assurer la réalisation du programme d'investissement 2020.

#### DECIDE

##### Article 1

Est contracté auprès de la Banque Postale un emprunt dont les principales caractéristiques sont décrites ci-après :

Objet	Financement du programme d'investissements 2020 du Budget Principal
Score Gissler	1A
Montant du prêt	20 000 000 euros
Durée	20 ans et 1 mois
Versement des fonds	A la demande de l'emprunteur jusqu'au 22 Décembre 2020, en une fois avec versement automatique à cette date
Périodicité	Trimestrielle
Taux d'intérêt	Taux Fixe Maximum de 0,63%
Mode d'amortissement	Constant
Base de calcul	Exact/360
Remboursement anticipé	Possible à une date d'échéance d'intérêts pour tout ou partie du montant du capital restant dû moyennant le paiement d'une indemnité actuarielle avec un préavis de 50 jours calendaires
Commission d'engagement	0,05% du montant du contrat de prêt

## **Article 2**

Sont dédiés les fonds provenant de ce prêt de 20 000 000 euros au financement des investissements du Budget Principal.

## **Article 3**

Est acquitté l'ensemble des frais et commissions dus dans le cadre de la réalisation puis de l'exécution de cet emprunt. Les intérêts seront prélevés en dépenses sur le compte 66 et le capital sera amorti sur le compte 16. Les commissions liées à l'emprunt seront imputées au compte 627.

## **Article 4**

Monsieur le Directeur Général des Services de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargé de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille le, 24 novembre 2020

**Martine VASSAL**

Reçu au Contrôle de légalité le 24 Novembre 2020

## Décision n° 20/962/D

### Décision de la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence de contracter un emprunt de 50 millions d'euros auprès de la Banque Postale

#### VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération n° HN 001-8065/20 CM du 9 juillet 2020 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Madame Martine Vassal, en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération HN 003-8075/20/CM du 17 juillet 2020 portant délégation à la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence pour le recours à l'emprunt, aux instruments de couverture, aux crédits de trésorerie ;
- L'arrêté n° 20/254/CM donnant délégation de fonction à M. Didier Khelfa, 12ème Vice-Président du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- L'arrêté n° 20/126/CM donnant délégation de signature à M. Guy Januel, chargé de la Direction Générale Adjointe de la Métropole Aix-Marseille-Provence – Finances et Budget.

#### CONSIDERANT

- Que la Métropole Aix-Marseille-Provence a pris connaissance des termes de l'offre de financement du 20 octobre 2020 proposée par la Banque Postale, pour assurer la réalisation du programme d'investissement 2020.

## DECIDE

### **Article 1**

Est contracté auprès de la Banque Postale un emprunt dont les principales caractéristiques sont décrites ci-après :

Objet	Financement du programme d'investissements 2020 du Budget Principal
Score Gissler	1A
Montant du prêt	50 000 000 euros
Durée	20 ans et 1 mois
Versement des fonds	A la demande de l'emprunteur jusqu'au 22 Décembre 2020, en une fois avec versement automatique à cette date
Périodicité	Trimestrielle
Taux d'intérêt	Taux Fixe Maximum de 0,63%
Mode d'amortissement	Constant
Base de calcul	Exact/360
Remboursement anticipé	Possible à une date d'échéance d'intérêts pour tout ou partie du montant du capital restant dû moyennant le paiement d'une indemnité actuarielle avec un préavis de 50 jours calendaires
Commission d'engagement	0,05% du montant du contrat de prêt

### **Article 2**

Sont dédiés les fonds provenant de ce prêt de 50 000 000 euros au financement des investissements du Budget Principal.

### **Article 3**

Est acquitté l'ensemble des frais et commissions dus dans le cadre de la réalisation puis de l'exécution de cet emprunt. Les intérêts seront prélevés en dépenses sur le compte 66 et le capital sera amorti sur le compte 16. Les commissions liées à l'emprunt seront imputées au compte 627.

### **Article 4**

Monsieur le Directeur Général des Services de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargé de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille le, 24 novembre 2020

.

**Martine VASSAL**

Reçu au Contrôle de légalité le 24 Novembre 2020



## Décision n° 20/963/D

### **Décision de la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence de contracter un emprunt de 30 millions d'euros auprès de la Caisse d'Epargne Provence-Alpes-Corse**

#### **VU**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération n° HN 001-8065/20 CM du 9 juillet 2020 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Madame Martine Vassal, en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération HN 003-8075/20/CM du 17 juillet 2020 portant délégation à la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence pour le recours à l'emprunt, aux instruments de couverture, aux crédits de trésorerie ;
- L'arrêté n° 20/254/CM donnant délégation de fonction à M. Didier Khelfa, 12ème Vice-Président du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- L'arrêté n° 20/126/CM donnant délégation de signature à M. Guy Januel, chargé de la Direction Générale Adjointe de la Métropole Aix-Marseille-Provence – Finances et Budget.

#### **CONSIDERANT**

Que la Métropole Aix-Marseille-Provence a pris connaissance des termes de l'offre de financement du 20 octobre 2020 proposée par la Caisse d'Epargne Provence-Alpes-Corse, pour assurer la réalisation du programme d'investissement 2020.

## DECIDE

### **Article 1**

Est contracté auprès de la Caisse d'Epargne Provence-Alpes-Corse un emprunt dont les principales caractéristiques sont décrites ci-après :

Objet	Financement du programme d'investissements 2020
Montant du prêt	30 000 000 euros
Durée	20 ans
Versement des fonds	22 décembre 2020
Périodicité	Semestrielle
Taux d'intérêt	Taux Fixe Maximum de 0,75%
Mode d'amortissement	Constant
Base de calcul	30/360
Remboursement anticipé	Moyennant le paiement d'une indemnité actuarielle avec un préavis de 30 jours ouvrés
Commission d'engagement	0,05% du montant du contrat

### **Article 2**

Sont dédiés les fonds provenant de ce prêt de 30 000 000 euros au financement des investissements du Budget Principal.

### **Article 3**

Est acquitté l'ensemble des frais et commissions dus dans le cadre de la réalisation puis de l'exécution de cet emprunt. Les intérêts seront prélevés en dépenses sur le compte 66 et le capital sera amorti sur le compte 16. Les commissions liées à l'emprunt seront imputées au compte 627.

### **Article 4**

Monsieur le Directeur Général des Services de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargé de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille le, 24 novembre 2020

**Martine VASSAL**

Reçu au Contrôle de légalité le 24 Novembre 2020

## Décision n° 20/964/D

**Décision de la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence de contracter un emprunt de 1,2 millions d'euros auprès de la Banque Populaire du Sud par l'intermédiaire du Crédit Maritime**

### VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération n°HN 001-8065/20 CM du 9 juillet 2020 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Madame Martine Vassal, en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n°HN 003-8075/20/CM du 17 juillet 2020 portant délégation à la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence pour le recours à l'emprunt, aux instruments de couverture, aux crédits de trésorerie ;
- L'arrêté n°20/254/CM donnant délégation de fonction à M. Didier Khelfa, 12ème Vice-Président du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- L'arrêté n°20/126/CM donnant délégation de signature à M. Guy Januel, chargé de la Direction Générale Adjointe de la Métropole Aix-Marseille-Provence – Finances et Budget.

### CONSIDERANT

- Que la Métropole Aix-Marseille-Provence a pris connaissance des termes des offres de financement du 20 octobre 2020 proposée par la Banque Populaire du Sud pour assurer la réalisation du programme d'investissement 2020.

## **DECIDE**

### **Article 1**

Est contracté auprès de la Banque Populaire du Sud un emprunt dont les principales caractéristiques sont décrites ci-après :

Objet	Financement du programme d'investissements 2020
Montant du prêt	1 200 000 euros
Durée	15 ans
Date de Versement des fonds	Jusqu'au 15 février 2021
Intérêts	Taux fixe maximum de 0,80%
Mode d'amortissement	Echéances constantes
Base de calcul	30/360
Remboursement anticipé	Sans indemnités
Commission d'engagement	1 200 Euros

### **Article 2**

Sont dédiés les fonds provenant de ce prêt de 1 200 000 euros au financement de projets du Budget Port Ouest

### **Article 3**

Est acquitté l'ensemble des frais et commissions dus dans le cadre de la réalisation puis de l'exécution de cet emprunt. Les intérêts seront prélevés en dépenses sur le compte 66 et le capital sera amorti sur le compte 16. Les commissions liées à l'emprunt seront imputées au compte 627.

### **Article 4**

Monsieur le Directeur Général des Services de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargé de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille le, 24 novembre 2020

**Martine VASSAL**

Reçu au Contrôle de légalité le 24 Novembre 2020

## Décision n° 20/965/D

**Décision de la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence de contracter un emprunt de 2,8 millions d'euros auprès de la Banque Populaire du Sud par l'intermédiaire du Crédit Maritime**

### VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération n°HN 001-8065/20 CM du 9 juillet 2020 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Madame Martine Vassal, en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n°HN 003-8075/20/CM du 17 juillet 2020 portant délégation à la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence pour le recours à l'emprunt, aux instruments de couverture, aux crédits de trésorerie ;
- L'arrêté n° 20/254/CM donnant délégation de fonction à M. Didier Khelfa, 12ème Vice-Président du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- L'arrêté n°20/126/CM donnant délégation de signature à M. Guy Januel, chargé de la Direction Générale Adjointe de la Métropole Aix-Marseille-Provence – Finances et Budget.

### CONSIDERANT

- Que la Métropole Aix-Marseille-Provence a pris connaissance des termes des offres de financement du 20 octobre 2020 proposée par la Banque Populaire du Sud pour assurer la réalisation du programme d'investissement 2020.

## DECIDE

### **Article 1**

Est contracté auprès de la Banque Populaire du Sud un emprunt dont les principales caractéristiques sont décrites ci-après :

Objet	Financement du programme d'investissements 2020
Montant du prêt	2 800 000 euros
Durée	15 ans
Date de Versement des fonds	Jusqu'au 15 février 2021
Intérêts	Taux fixe maximum de 0,80%
Mode d'amortissement	Echéances constantes
Base de calcul	30/360
Remboursement anticipé	Sans indemnités
Commission d'engagement	2 800 Euros

### **Article 2**

Sont dédiés les fonds provenant de ce prêt de 2 800 000 euros au financement de projets du Budget Port de Plaisance du Conseil de Territoire Marseille-Provence.

### **Article 3**

Est acquitté l'ensemble des frais et commissions dus dans le cadre de la réalisation puis de l'exécution de cet emprunt. Les intérêts seront prélevés en dépenses sur le compte 66 et le capital sera amorti sur le compte 16. Les commissions liées à l'emprunt seront imputées au compte 627.

### **Article 4**

Monsieur le Directeur Général des Services de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargé de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 24 novembre 2020

**Martine VASSAL**

Reçu au Contrôle de légalité le 24 Novembre 2020

## Décision n° 20/966/D

### Décision de la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence de contracter un emprunt de 3 millions d'euros auprès de la banque CIC (Crédit Industriel et Commercial)

#### VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération n°HN 001-8065/20 CM du 9 juillet 2020 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Madame Martine Vassal, en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n°HN 003-8075/20/CM du 17 juillet 2020 portant délégation à la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence pour le recours à l'emprunt, aux instruments de couverture, aux crédits de trésorerie ;
- L'arrêté n°20/254/CM donnant délégation de fonction à M. Didier Khelfa, 12ème Vice-Président du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- L'arrêté n°20/126/CM donnant délégation de signature à M. Guy Januel, chargé de la Direction Générale Adjointe de la Métropole Aix-Marseille-Provence – Finances et Budget.

#### CONSIDERANT

- Que la Métropole Aix-Marseille-Provence a pris connaissance des termes de l'offre de financement du 20 octobre 2020 proposée par la banque CIC – Crédit Industriel et Commercial, pour assurer la réalisation du programme d'investissement 2020.

#### DECIDE

##### Article 1

Est contracté auprès de la banque CIC – Crédit Industriel et Commercial, un emprunt dont les principales caractéristiques sont décrites ci-après :

Objet	Financement du programme d'investissements 2020
Montant du prêt	3 000 000 euros
Durée	15 ans
Versement des fonds	Dans les 6 mois suivants la signature du contrat de prêt
Périodicité	Trimestrielle
Taux d'intérêt	Taux variable Maximum de : Euribor 3 mois + 0,78% (index flooré à zéro si négatif)
Mode d'amortissement	Constant
Base de calcul	365/365
Remboursement anticipé	Possible en tout ou partie à chaque échéance sous réserve d'un préavis de 20 Jours ouvrés, sans indemnités
Commission d'engagement	0,05% du montant du contrat

## **Article 2**

Sont dédiés les fonds provenant de ce prêt de 3 000 000 euros au financement des investissements du Budget Annexe Collecte et Traitement des Déchets du Conseil de Territoire du Pays Salonais.

## **Article 3**

Est acquitté l'ensemble des frais et commissions dus dans le cadre de la réalisation puis de l'exécution de cet emprunt. Les intérêts seront prélevés en dépenses sur le compte 66 et le capital sera amorti sur le compte 16. Les commissions liées à l'emprunt seront imputées au compte 627.

## **Article 4**

Monsieur le Directeur Général des Services de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargé de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille le, 24 novembre 2020

**Martine VASSAL**

Reçu au Contrôle de légalité le 24 Novembre 2020



## Décision n° 20/967/D

### Décision de la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence de contracter un troisième emprunt de 4 millions d'euros auprès de la banque CIC (Crédit Industriel et Commercial)

#### VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération n°HN 001-8065/20 CM du 9 juillet 2020 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Madame Martine Vassal, en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n°HN 003-8075/20/CM du 17 juillet 2020 portant délégation à la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence pour le recours à l'emprunt, aux instruments de couverture, aux crédits de trésorerie ;
- L'arrêté n°20/254/CM donnant délégation de fonction à M. Didier Khelfa, 12ème Vice-Président du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- L'arrêté n°20/126/CM donnant délégation de signature à M. Guy Januel, chargé de la Direction Générale Adjointe de la Métropole Aix-Marseille-Provence – Finances et Budget.

#### CONSIDERANT

- Que la Métropole Aix-Marseille-Provence a pris connaissance des termes de l'offre de financement du 20 octobre 2020 proposée par la banque CIC – Crédit Industriel et Commercial, pour assurer la réalisation du programme d'investissement 2020.

## **DECIDE**

### **Article 1**

Est contracté auprès de la banque CIC – Crédit Industriel et Commercial, un emprunt dont les principales caractéristiques sont décrites ci-après :

Objet	Financement du programme d'investissements 2020
Montant du prêt	4 000 000 euros
Durée	10 ans
Versement des fonds	Dans les 6 mois suivants la signature du contrat de prêt
Périodicité	Trimestrielle
Taux d'intérêt	Taux variable Maximum de : Euribor 3 mois + 0,68% (index flooré à zéro si négatif)
Mode d'amortissement	Constant
Base de calcul	365/365
Remboursement anticipé	Possible en tout ou partie à chaque échéance sous réserve d'un préavis de 20 Jours ouvrés, sans indemnités
Commission d'engagement	0,05% du montant du contrat

### **Article 2**

Sont dédiés les fonds provenant de ce prêt de 4 000 000 euros au financement des investissements du Budget Annexe Aménagement du Conseil de Territoire Marseille-Provence.

### **Article 3**

Est acquitté l'ensemble des frais et commissions dus dans le cadre de la réalisation puis de l'exécution de cet emprunt. Les intérêts seront prélevés en dépenses sur le compte 66 et le capital sera amorti sur le compte 16. Les commissions liées à l'emprunt seront imputées au compte 627.

### **Article 4**

Monsieur le Directeur Général des Services de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargé de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille le, 24 novembre 2020

**Martine VASSAL**

Reçu au Contrôle de légalité le 24 Novembre 2020

## Décision n° 20/968/D

### **Décision de la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence de contracter un deuxième emprunt de 4 millions d'euros auprès de la banque CIC - Crédit Industriel et Commercial**

#### **VU**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération n°HN 001-8065/20 CM du 9 juillet 2020 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Madame Martine Vassal, en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n°HN 003-8075/20/CM du 17 juillet 2020 portant délégation à la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence pour le recours à l'emprunt, aux instruments de couverture, aux crédits de trésorerie ;
- L'arrêté n°20/254/CM donnant délégation de fonction à M. Didier Khelfa, 12ème Vice-Président du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- L'arrêté n°20/126/CM donnant délégation de signature à M. Guy Januel, chargé de la Direction Générale Adjointe de la Métropole Aix-Marseille-Provence – Finances et Budget.

#### **CONSIDERANT**

- Que la Métropole Aix-Marseille-Provence a pris connaissance des termes de l'offre de financement du 20 octobre 2020 proposée par la banque CIC – Crédit Industriel et Commercial, pour assurer la réalisation du programme d'investissement 2020.

## **DECIDE**

### **Article 1**

Est contracté auprès de la banque CIC – Crédit Industriel et Commercial, un emprunt dont les principales caractéristiques sont décrites ci-après :

Objet	Financement du programme d'investissements 2020
Montant du prêt	4 000 000 euros
Durée	10 ans
Versement des fonds	Dans les 6 mois suivants la signature du contrat de prêt
Périodicité	Trimestrielle
Taux d'intérêt	Taux variable Maximum de : Euribor 3 mois + 0,68% (index flooré à zéro si négatif)
Mode d'amortissement	Constant
Base de calcul	365/365
Remboursement anticipé	Possible en tout ou partie à chaque échéance sous réserve d'un préavis de 20 Jours ouvrés, sans indemnités
Commission d'engagement	0,05% du montant du contrat

### **Article 2**

Sont dédiés les fonds provenant de ce prêt de 4 000 000 euros au financement des investissements du Budget Annexe Aménagement du Conseil de Territoire Marseille-Provence.

### **Article 3**

Est acquitté l'ensemble des frais et commissions dus dans le cadre de la réalisation puis de l'exécution de cet emprunt. Les intérêts seront prélevés en dépenses sur le compte 66 et le capital sera amorti sur le compte 16. Les commissions liées à l'emprunt seront imputées au compte 627.

### **Article 4**

Monsieur le Directeur Général des Services de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargé de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille le, 24 novembre 2020

**Martine VASSAL**

Reçu au Contrôle de légalité le 24 Novembre 2020

## Décision n° 20/969/D

### Décision de la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence de contracter un emprunt de 30 millions d'euros auprès de la Landesbank SAAR

#### VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération n°HN 001-8065/20 CM du 9 juillet 2020 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Madame Martine Vassal, en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n°HN 003-8075/20/CM du 17 juillet 2020 portant délégation à la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence pour le recours à l'emprunt, aux instruments de couverture, aux crédits de trésorerie ;
- L'arrêté n° 20/254/CM donnant délégation de fonction à M. Didier Khelfa, 12ème Vice-Président du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- L'arrêté n° 20/126/CM donnant délégation de signature à M. Guy Januel, chargé de la Direction Générale Adjointe de la Métropole Aix-Marseille-Provence – Finances et Budget.

#### Considérant

- Que la Métropole Aix-Marseille-Provence a pris connaissance des termes de l'offre de financement du 20 octobre 2020 proposée par la Landesbank SAAR (SaarLB – Sarrebruck/ Allemagne) par l'intermédiaire de l'Arrangeur Landesbank Hessen-Thüringen (Helaba – Francfort / Allemagne), pour assurer la réalisation du programme d'investissement 2020.

#### DECIDE

##### Article 1

Est contracté auprès de la Landesbank SAAR (SaarLB – Sarrebruck/ Allemagne) par l'intermédiaire de l'Arrangeur Landesbank Hessen- Thüringen (Helaba – Francfort / Allemagne) un emprunt dont les principales caractéristiques sont décrites ci-après :

Reçu au Contrôle de légalité le 24 Novembre 2020

Objet	Financement du programme d'investissements 2020
Montant du prêt	30 000 000 euros
Durée	20 ans
<b><u>Phase de Mobilisation</u></b>	D'une durée de 6 mois à compter de la signature du contrat
Intérêts	Eonia (non flooré) + 0,85% (le tout flooré à 0 )
Fréquence	Trimestrielle
Base de calcul	Act/360
Commission de non utilisation	Néant
<b><u>Phase de Consolidation</u></b>	A partir du 28 Mai 2021 (Date estimée soit 6 mois après la date de signature du contrat)
Périodicité	Trimestrielle
Taux d'intérêt	Taux variable de EURIBOR 3 mois non flooré + 0,79% (le tout flooré à 0)
Mode d'amortissement	Constant
Base de calcul	act/360
Remboursement anticipé	Moyennant le paiement d'une indemnité de 3% du montant en principal du prêt remboursé par anticipation
Arrangeur	Landesbank Hessen- Thüringen (Helaba – Francfort / Allemagne)
Commission d'arrangement	0,125% du montant du contrat

## **Article 2**

Sont dédiés les fonds provenant de ce prêt de 30 000 000 euros au financement des investissements du Budget Principal de la Métropole.

## **Article 3**

Est acquitté l'ensemble des frais et commissions dus dans le cadre de la réalisation puis de l'exécution de cet emprunt. Les intérêts seront prélevés en dépenses sur le compte 66 et le capital sera amorti sur le compte 16. Les commissions liées à l'emprunt seront imputées au compte 627.

## **Article 4**

Monsieur le Directeur Général des Services de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargé de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 24 novembre 2020

**Martine VASSAL**

Reçu au Contrôle de légalité le 24 Novembre 2020

## Décision n° 20/970/D

### Décision de la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence de contracter un emprunt de 1,5 millions d'euros auprès d'Arkéa Banque

#### VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération n°HN 001-8065/20 CM du 9 juillet 2020 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Madame Martine Vassal, en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n°HN 003-8075/20/CM du 17 juillet 2020 portant délégation à la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence pour le recours à l'emprunt, aux instruments de couverture, aux crédits de trésorerie ;
- L'arrêté n°20/254/CM donnant délégation de fonction à M. Didier Khelfa, 12ème Vice-Président du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- L'arrêté n°20/126/CM donnant délégation de signature à M. Guy Januel, chargé de la Direction Générale Adjointe de la Métropole Aix-Marseille-Provence – Finances et Budget.

#### CONSIDERANT

Que la Métropole Aix-Marseille-Provence a pris connaissance des termes de l'offre de financement du 20 octobre 2020 proposée par Arkéa Banque, pour assurer la réalisation du programme d'investissement 2020.

#### DECIDE

##### Article 1

Est contracté auprès d'ARKEA Banque un emprunt dont les principales caractéristiques sont décrites ci-après :

Objet	Financement du programme d'investissements 2020
Montant du prêt	1 500 000 euros
Date de versement des fonds	Jusqu'au 30 janvier 2021
Durée	25 ans
Taux d'intérêt	Taux Fixe maximum de 0,72%
Mode d'amortissement	Linéaire
Base de calcul	30/360
Remboursement anticipé	Possible à chaque échéance moyennant le paiement d'une indemnité actuarielle avec un préavis d'un mois
Commission d'engagement	0,10% du montant du contrat

## **Article 2**

Sont dédiés les fonds provenant de ce prêt de 1 500 000 euros au financement des investissements du Budget annexe Assainissement du Conseil de Territoire d'Istres Ouest Provence

## **Article 3**

Est acquitté l'ensemble des frais et commissions dus dans le cadre de la réalisation puis de l'exécution de cet emprunt. Les intérêts seront prélevés en dépenses sur le compte 66 et le capital sera amorti sur le compte 16. Les commissions liées à l'emprunt seront imputées au compte 627.

## **Article 4**

Monsieur le Directeur Général des Services de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargé de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 24 novembre 2020

**Martine VASSAL**



## Décision n° 20/971/D

### Décision de la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence de contracter un emprunt de 1 millions d'euros auprès d' Arkéa Banque

#### VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération n°HN 001-8065/20 CM du 9 juillet 2020 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Madame Martine Vassal, en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n°HN 003-8075/20/CM du 17 juillet 2020 portant délégation à la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence pour le recours à l'emprunt, aux instruments de couverture, aux crédits de trésorerie ;
- L'arrêté n°20/254/CM donnant délégation de fonction à M. Didier Khelfa, 12ème Vice-Président du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- L'arrêté n°20/126/CM donnant délégation de signature à M. Guy Januel, chargé de la Direction Générale Adjointe de la Métropole Aix-Marseille-Provence – Finances et Budget.

#### CONSIDERANT

- Que la Métropole Aix-Marseille-Provence a pris connaissance des termes de l'offre de financement du 20 octobre 2020 proposée par Arkéa Banque, pour assurer la réalisation du programme d'investissement 2020.

#### DÉCIDE

##### Article 1

Est contracté auprès d'Arkéa Banque un emprunt dont les principales caractéristiques sont décrites ci-après :

Objet	Financement du programme d'investissements 2020
Montant du prêt	1 000 000 euros
Date de versement des fonds	Jusqu'au 30 janvier 2021
Durée	25 ans
Taux d'intérêt	Taux Fixe Maximum de 0,72%
Mode d'amortissement	Linéaire
Base de calcul	30/360
Remboursement anticipé	Possible à chaque échéance moyennant le paiement d'une indemnité actuarielle avec un préavis d'un mois
Commission d'engagement	0,10% du montant du contrat

## **Article 2**

Sont dédiés les fonds provenant de ce prêt de 1 000 000 euros au financement des investissements du Budget annexe Eau du Conseil de Territoire d'Istres Ouest Provence

## **Article 3**

Est acquitté l'ensemble des frais et commissions dus dans le cadre de la réalisation puis de l'exécution de cet emprunt. Les intérêts seront prélevés en dépenses sur le compte 66 et le capital sera amorti sur le compte 16. Les commissions liées à l'emprunt seront imputées au compte 627.

## **Article 4**

Madame la Présidente de la Métropole est chargée de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 24 novembre 2020

**Martine VASSAL**

## Décision n° 20/972/D

### Décision de la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence de contracter un emprunt de 500 milles euros auprès de Arkéa Banque

#### VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération n°HN 001-8065/20 CM du 9 juillet 2020 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Madame Martine Vassal, en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n°HN 003-8075/20/CM du 17 juillet 2020 portant délégation à la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence pour le recours à l'emprunt, aux instruments de couverture, aux crédits de trésorerie ;
- L'arrêté n°20/254/CM donnant délégation de fonction à M. Didier Khelfa, 12ème Vice-Président du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- L'arrêté n°20/126/CM donnant délégation de signature à M. Guy Januel, chargé de la Direction Générale Adjointe de la Métropole Aix-Marseille-Provence – Finances et Budget.

#### Considérant

- Que la Métropole Aix-Marseille-Provence a pris connaissance des termes de l'offre de financement du 20 octobre 2020 proposée par ARKEA Banque, pour assurer la réalisation du programme d'investissement 2020.

#### DECIDE

##### Article 1

Est contracté auprès de ARKEA Banque, un emprunt dont les principales caractéristiques sont décrites ci-après :

Objet	Financement du programme d'investissements 2020
Montant du prêt	500 000 euros
<b><u>Phase de mobilisation</u></b>	Jusqu'au 30 juin 2021
Périodicité de paiements des intérêts	Trimestrielle
Taux d'intérêt	Euribor 3 Mois (Flooré à 0) + 0,45%
Base	Exact/360
Facturation des Intérêts	Jour de tirage inclus, jour de remboursement exclu
<b><u>Phase de Consolidation</u></b>	A compter du 30 juin 2021
Durée	20 ans à compter de la date de consolidation
Taux d'intérêt	Taux Fixe maximum de 0,67%
Mode d'amortissement	Linéaire
Base de calcul	30/360
Remboursement anticipé	Possible à chaque échéance moyennant le paiement d'une indemnité actuarielle avec un préavis d'un mois
Commission d'engagement	0,10% du montant du prêt

## **Article 2**

Sont dédiés les fonds provenant de ce prêt de 500 000 euros au financement des investissements du Budget Annexe Parking Métropole.

## **Article 3**

Est acquitté l'ensemble des frais et commissions dus dans le cadre de la réalisation puis de l'exécution de cet emprunt. Les intérêts seront prélevés en dépenses sur le compte 66 et le capital sera amorti sur le compte 16. Les commissions liées à l'emprunt seront imputées au compte 627.

## **Article 4**

Monsieur le Directeur Général des Services de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargé de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 24 novembre 2020

**Martine VASSAL**

Reçu au Contrôle de légalité le 24 Novembre 2020

## Décision n° 20/973/D

### Décision de la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence de contracter un emprunt de 2 millions d'euros auprès d' Arkéa Banque

#### VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération n°HN 001-8065/20 CM du 9 juillet 2020 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Madame Martine Vassal, en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n°HN 003-8075/20/CM du 17 juillet 2020 portant délégation à la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence pour le recours à l'emprunt, aux instruments de couverture, aux crédits de trésorerie ;
- L'arrêté n°20/254/CM donnant délégation de fonction à M. Didier Khelfa, 12ème Vice-Président du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- L'arrêté n°20/126/CM donnant délégation de signature à M. Guy Januel, chargé de la Direction Générale Adjointe de la Métropole Aix-Marseille-Provence – Finances et Budget.

#### CONSIDERANT

- Que la Métropole Aix-Marseille-Provence a pris connaissance des termes de l'offre de financement du 20 octobre 2020 proposée par Arkéa Banque, pour assurer la réalisation du programme d'investissement 2020.

## DECIDE

### **Article 1**

Est contracté auprès de Arkéa Banque un emprunt dont les principales caractéristiques sont décrites ci-après :

Objet	Financement du programme d'investissements 2020
Montant du prêt	2 000 000 euros
<b><u>Phase de mobilisation</u></b>	Jusqu'au 30 juin 2021
Périodicité de paiements des intérêts	Trimestrielle
Taux d'intérêt	Euribor 3 Mois (Flooré à 0) + 0,45%
Base	Exact/360
Facturation des Intérêts	Jour de tirage inclus, jour de remboursement exclu
<b><u>Phase de Consolidation</u></b>	A compter du 30 juin 2021
Durée	20 ans à compter de la date de consolidation
Taux d'intérêt	Taux Fixe Maximum de 0,67%
Mode d'amortissement	Linéaire
Base de calcul	30/360
Remboursement anticipé	Possible à chaque échéance moyennant le paiement d'une indemnité actuarielle avec un préavis d'un mois
Commission d'engagement	0,10% du montant du contrat

### **Article 2**

Sont dédiés les fonds provenant de ce prêt de 2 000 000 euros au financement des investissements du Budget Annexe GEMAPI

### **Article 3**

Est acquitté l'ensemble des frais et commissions dus dans le cadre de la réalisation puis de l'exécution de cet emprunt. Les intérêts seront prélevés en dépenses sur le compte 66 et le capital sera amorti sur le compte 16. Les commissions liées à l'emprunt seront imputées au compte 627.

#### **Article 4**

Monsieur le Directeur Général des Services de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargé de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 24 novembre 2020

**Martine VASSAL**

## Décision n° 20/974/D

### Décision de la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence de contracter un emprunt de 15 millions d'euros auprès de Arkéa Banque

#### VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération n°HN 001-8065/20 CM du 9 juillet 2020 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Madame Martine Vassal, en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n°HN 003-8075/20/CM du 17 juillet 2020 portant délégation à la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence pour le recours à l'emprunt, aux instruments de couverture, aux crédits de trésorerie ;
- L'arrêté n°20/254/CM donnant délégation de fonction à M. Didier Khelfa, 12ème Vice-Président du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- L'arrêté n°20/126/CM donnant délégation de signature à M. Guy Januel, chargé de la Direction Générale Adjointe de la Métropole Aix-Marseille-Provence – Finances et Budget.

#### CONSIDERANT

- Que la Métropole Aix-Marseille-Provence a pris connaissance des termes de l'offre de financement du 20 octobre 2020 proposée par Arkéa Banque, pour assurer la réalisation du programme d'investissement 2020.



## DECIDE

### **Article 1**

Est contracté auprès d'Arkéa Banque un emprunt dont les principales caractéristiques sont décrites ci-après :

Objet	Financement du programme d'investissements 2020
Montant du prêt	15 000 000 euros
<b><u>Phase de mobilisation</u></b>	Jusqu'au 30 juin 2021
Périodicité de paiements des intérêts	Trimestrielle
Taux d'intérêt	Euribor 3 Mois (Flooré à 0) + 0,45%
Base	Exact/360
Facturation des Intérêts	Jour de tirage inclus, jour de remboursement exclu
<b><u>Phase de Consolidation</u></b>	A compter du 30 juin 2021
Durée	20 ans à compter de la date de consolidation
Taux d'intérêt	Taux Fixe maximum de 0,67%
Mode d'amortissement	Linéaire
Base de calcul	30/360
Remboursement anticipé	Possible à chaque échéance moyennant le paiement d'une indemnité actuarielle avec un préavis d'un mois
Commission d'engagement	0,10% du montant du prêt

### **Article 2**

Sont dédiés les fonds provenant de ce prêt de 15 000 000 euros au financement des investissements du Budget Principal de la Métropole.

### **Article 3**

Est acquitté l'ensemble des frais et commissions dus dans le cadre de la réalisation puis de l'exécution de cet emprunt. Les intérêts seront prélevés en dépenses sur le compte 66 et le capital sera amorti sur le compte 16. Les commissions liées à l'emprunt seront imputées au compte 627.

### **Article 4**

Monsieur le Directeur Général des Services de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargé de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 24 novembre 2020

**MARTINE VASSAL**

Reçu au Contrôle de légalité le 24 Novembre 2020

## Décision n° 20/975/D

### **Décision de la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence de contracter un premier emprunt de 4 millions d'euros auprès de la banque CIC- Crédit Industriel et Commercial**

#### **VU**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération n°HN 001-8065/20 CM du 9 juillet 2020 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Madame Martine Vassal, en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n°HN 003-8075/20/CM du 17 juillet 2020 portant délégation à la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence pour le recours à l'emprunt, aux instruments de couverture, aux crédits de trésorerie ;
- L'arrêté n°20/254/CM donnant délégation de fonction à M. Didier Khelfa, 12ème Vice-Président du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- L'arrêté n°20/126/CM donnant délégation de signature à M. Guy Januel, chargé de la Direction Générale Adjointe de la Métropole Aix-Marseille-Provence – Finances et Budget.

#### **CONSIDERANT**

- Que la Métropole Aix-Marseille-Provence a pris connaissance des termes de l'offre de financement du 20 octobre 2020 proposée par la banque CIC – Crédit Industriel et Commercial, pour assurer la réalisation du programme d'investissement 2020.

#### **DECIDE**

##### **Article 1**

Est contracté auprès de la banque CIC – Crédit Industriel et Commercial, un emprunt dont les principales caractéristiques sont décrites ci-après :

Objet	Financement du programme d'investissements 2020
Montant du prêt	4 000 000 euros
Durée	10 ans
Versement des fonds	Dans les 6 mois suivants la signature du contrat de prêt
Périodicité	Trimestrielle
Taux d'intérêt	Taux variable Maximum de : Euribor 3 mois + 0,68% (index flooré à zéro si négatif)
Mode d'amortissement	Constant
Base de calcul	365/365
Remboursement anticipé	Possible en tout ou partie à chaque échéance sous réserve d'un préavis de 20 jours ouvrés, sans indemnités
Commission d'engagement	0,05% du montant du contrat

## **Article 2**

Sont dédiés les fonds provenant de ce prêt de 4 000 000 euros au financement des investissements du Budget Annexe Aménagement du Conseil de Territoire Marseille-Provence.

## **Article 3**

Est acquitté l'ensemble des frais et commissions dus dans le cadre de la réalisation puis de l'exécution de cet emprunt. Les intérêts seront prélevés en dépenses sur le compte 66 et le capital sera amorti sur le compte 16. Les commissions liées à l'emprunt seront imputées au compte 627.

## **Article 4**

Monsieur le Directeur Général des Services de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargé de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille le, 24 novembre 2020

**Martine VASSAL**

Reçu au Contrôle de légalité le 24 Novembre 2020

## Décision n° 20/976/D

### Décision de la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence de contracter un emprunt de 10 millions d'euros auprès de la Banque Crédit Agricole

#### VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération n°HN 001-8065/20 CM du 9 juillet 2020 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Madame Martine Vassal, en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n°HN 003-8075/20/CM du 17 juillet 2020 portant délégation à la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence pour le recours à l'emprunt, aux instruments de couverture, aux crédits de trésorerie ;
- L'arrêté n°20/254/CM donnant délégation de fonction à M. Didier Khelfa, 12ème Vice-Président du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- L'arrêté n°20/126/CM donnant délégation de signature à M. Guy Januel, chargé de la Direction Générale Adjointe de la Métropole Aix-Marseille-Provence – Finances et Budget.

#### CONSIDERANT

- Que la Métropole Aix-Marseille-Provence a pris connaissance des termes de l'offre de financement du 20 octobre 2020 proposée par la Banque Crédit Agricole pour assurer la réalisation du programme d'investissement 2020.

## **DECIDE**

### **Article 1**

Est contracté auprès de la banque Crédit Agricole un emprunt dont les principales caractéristiques sont décrites ci-après :

Objet	Financement du programme d'investissements 2020
Montant du prêt	10 000 000 euros
Durée	15 ans
Modalité de déblocage	Au plus tard le 22 décembre 2020
Intérêts	Taux fixe maximum de 0,69%
Fréquence	Trimestrielle
Base de calcul	30/360
Commission de non utilisation	Néant
Mode d'amortissement	Linéaire
Base de calcul	30/360
Remboursement anticipé	Moyennant le paiement d'une indemnité actuarielle
Commission d'engagement	0,10% du montant du contrat

### **Article 2**

Sont dédiés les fonds provenant de ce prêt de 10 000 000 euros au financement des investissements du Budget Annexe Collecte et Traitement des Déchets unifié des territoires Marseille-Provence, Pays d'Aubagne et de l'Etoile et Pays de Martigues.

### **Article 3**

Est acquitté l'ensemble des frais et commissions dus dans le cadre de la réalisation puis de l'exécution de cet emprunt. Les intérêts seront prélevés en dépenses sur le compte 66 et le capital sera amorti sur le compte 16. Les commissions liées à l'emprunt seront imputées au compte 627.

### **Article 4**

Monsieur le Directeur Général des Services de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargé de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille le, 24 novembre 2020

**Martine VASSAL**

Reçu au Contrôle de légalité le 24 Novembre 2020

## Décision n° 20/977/D

### Régie d'avances pour les frais de représentation et relations institutionnelles

#### VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles R.1617-1 à R.1617-18 relatifs à la création des régies de recettes, des régies d'avances et des régies de recettes et d'avances des collectivités territoriales et de leurs établissements publics locaux ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération n° HN 001-8065/20/CM du 9 juillet 2020 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Madame Martine Vassal, en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 002-8074/20/CM du 17 juillet 2020 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant délégations du Conseil de la Métropole à la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 002-8074/20/CM du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence du 17 juillet 2020 autorisant la Présidente à créer des régies comptables
- Le décret n° 2008-227 du 5 mars 2008 relatif à la responsabilité personnelle et pécuniaire des régisseurs ;
- Le décret n° 2012-1246 du 7 novembre 2012 relatif à la gestion budgétaire et comptable publique ;
- L'arrêté ministériel du 3 septembre 2001 relatif aux taux de l'indemnité de responsabilité susceptible d'être allouée aux régisseurs d'avances et aux régisseurs de recettes relevant des organismes publics et au montant du cautionnement imposé à ces agents ;
- L'avis conforme du comptable public assignataire du 16 novembre 2020.

#### CONSIDÉRANT

La nécessité de créer une régie d'avances domiciliée sur Paris qui permettra de piloter les relations institutionnelles et extérieures de la Métropole ; ceci afin de contribuer à défendre les intérêts et les orientations stratégiques de la Métropole, en animant le dialogue avec les institutions et administrations centrales, les décideurs des secteurs publics et privés à l'échelle nationale et européenne ;

Reçu au Contrôle de légalité le 27 Novembre 2020

(représentants de l'Etat et des Institutions Européennes, parlementaires, élus, membres du Conseil Economique, Social et Environnemental, médias, entreprises, partenaires institutionnels...).

## **DECIDE**

### **Article 1 :**

Il est institué auprès de la Direction Générale des Services de la Métropole Aix-Marseille Provence, une régie d'avances pour les frais de représentation et relations institutionnelles.

La régie d'avances pour les frais de représentation et relations institutionnelles permettra le paiement des dépenses occasionnées par le fonctionnement la régie :

- Achats de denrées alimentaires périssables,
- Achats de petites fournitures administratives, techniques
- Frais postaux et frais de livraison, notamment par coursier
- Frais d'inscription à des colloques et manifestations
- Achats de presse et d'ouvrages
- Frais de réception et de représentation \*
- Frais de transports et d'hébergement pour les invités \*
- Cadeaux protocolaires \*

Les dépenses sont fixées à 2000 euros maximum par opération (arrêté du 19 décembre 2005 relatif au montant par opération des dépenses de matériel et de fonctionnement payables par l'intermédiaire d'un régisseur d'avances)

Les factures concernant les dépenses signalées par un astérisque (Frais de réception et de représentation, Frais de transports et d'hébergement pour les invités, Cadeaux protocolaires) devront être complétées manuellement par le régisseur avec comme mention l'objet de la manifestation.

Les dépenses s'impacteront sur le budget Principal Métropole en fonction de nature des dépenses.

### **Article 2 :**

Cette régie est installée dans les locaux de la régie :

Espace George V  
10 avenue George V  
75008 Paris

### **Article 3 :**

Les dépenses désignées à l'article 1 sont payées en Carte Bancaire.

### **Article 4 :**

Le montant maximum de l'avance à consentir au régisseur titulaire est fixé à 4 000 euros reconstituable 3 fois.

**Article 5 :**

Un compte de dépôt de fonds est ouvert au nom de la régie d'avances pour les frais de représentation et relations institutionnelles auprès du Comptable Public Assignataire.

**Article 6 :**

Le régisseur titulaire verse auprès de l'Ordonnateur la totalité des pièces justificatives des dépenses payées au moins une fois par mois.

**Article 7:**

Le régisseur titulaire est assujetti à un cautionnement selon la réglementation en vigueur.

**Article 8 :**

Le régisseur titulaire percevra une indemnité de responsabilité fixée, après avis de Monsieur le Receveur des Finances de la Métropole Aix-Marseille Provence, selon la réglementation en vigueur.

**Article 9 :**

Le mandataire suppléant percevra une indemnité de responsabilité fixée, après avis de Monsieur le Receveur des Finances de la Métropole Aix-Marseille-Provence, pour la période durant laquelle il assurera effectivement le fonctionnement de la régie, selon la réglementation en vigueur.

**Article 10 :**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence et Monsieur le Receveur des Finances de la Métropole Aix-Marseille-Provence sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 27 novembre 2020

**Martine VASSAL**

Reçu au Contrôle de légalité le 27 Novembre 2020



## Décision n° 20/978/D

### **Demande de subvention d'investissement relative à l'opération "Dépenses liées à la gestion de l'Eclairage Public sur les communes du territoire Marseille Provence"**

#### **VU**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération n°VOI 007-8048/19/CM du 19 décembre 2019 qui a ouvert le volume d'AP relative à l'opération n°2020101600 intitulée « Dépenses liées à la gestion de l'Eclairage Public sur les communes du Territoire Marseille Provence » ;
- La délibération n° HN 001-8065/20/CM du 9 juillet 2020 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Madame Martine Vassal, en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 002-8074/20/CM du 17 juillet 2020 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant délégation du Conseil de la Métropole à la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence.
- L'arrêté n° 20/254/CM donnant délégation de fonction à M. Didier Khelfa, 12<sup>ème</sup> Vice-Président du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- L'arrêté n°20/126/CM donnant délégation de fonction à M. Guy Januel, chargé de la Direction Générale Adjointe Finance et Budget de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

#### **CONSIDÉRANT**

- Que la métropole Aix-Marseille-Provence compte procéder à l'exécution de l'opération relative aux « Dépenses liées à la gestion de l'Eclairage Public sur les communes du Territoire Marseille Provence » ;

- Que cette opération prend en charge les besoins en éclairage public sur les voies métropolitaines des communes du territoire Marseille Provence ;
- Que la commune de Gemenos envisage de remettre en conformité l'éclairage public métropolitain dans son parc d'activités ;
- Que cet investissement traduit une politique publique métropolitaine qui peut faire l'objet d'un cofinancement de la part de partenaires institutionnels, consulaires, financiers ou privés ;
- Que le coût prévisionnel de cette opération est estimé à 124 501,70 euros HT ;
- Que le plan de financement prévisionnel de cette opération est le suivant :

Financement externe		
<b>Conseil Départemental des Bouches-du-Rhône</b>		
« Partenariat métropolitain »	67,47 %	84 000 euros
Autofinancement		
Métropole Aix-Marseille-Provence	32,53 %	40 501,70 euros
<b>TOTAL</b>	<b>100 %</b>	<b>124 501,70 euros</b>

## DECIDE

### **Article 1 :**

De solliciter des aides financières auprès du Département des Bouches-du-Rhône et à signer tout document y afférent, notamment toute convention d'exécution de subvention, pour la réalisation de cette opération.

### **Article 2 :**

Les crédits nécessaires sont inscrits en section d'investissement sur le budget 2020 et suivants de la Métropole Aix-Marseille-Provence. Code opération père: 2020101600.

La recette correspondante est constatée en section d'investissement sur le budget 2020 et suivants de la Métropole Aix-Marseille-Provence - Nature 1323 - Fonction 844 - Sous politique C360 – Code gestionnaire 4DICIR.

### **Article 3 :**

Monsieur le Directeur Général des Services est chargé de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 27 novembre 2020

**Martine VASSAL**

Reçu au Contrôle de légalité le 27 Novembre 2020

## Décision n° 20/979/D

### Décision d'ester en justice - Désignation de la SELARL Camille Mialot Avocat pour défendre les intérêts de la Métropole Aix-Marseille-Provence dans l'affaire qui l'oppose au Collectif Anti Nuisances

#### VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération n° HN 001-8065/20/CM du 9 juillet 2020 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Madame Martine Vassal, en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 002-8074/20/CM du 17 juillet 2020 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant délégations du Conseil de la Métropole au Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La requête n°2004524-2 déposée devant le Tribunal Administratif de Marseille le 28 août 2020 par le Collectif Anti-nuisances demandant l'annulation de la délibération du 19 décembre 2019 approuvant le PLUI en tant qu'il classe les parcelles situées au Vallon des Douces en zone UM2 .

#### DECIDE

##### Article 1 :

D'ester en justice devant le Tribunal Administratif de Marseille et d'être représentée dans cette affaire par la SELARL Camille Mialot Avocat domiciliée, 71 boulevard Saint-Michel 75005 Paris.

##### Article 2 :

Les honoraires dus à la SELARL Camille Mialot Avocat pour représenter la Métropole Aix-Marseille-Provence et tous les frais inhérents à ce dossier sont pris en charge.

Reçu au Contrôle de légalité le 4 Décembre 2020

**Article 3 :**

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget de la Métropole Aix-Marseille-Provence, nature 6227.

**Article 4 :**

Conformément aux dispositions du Code de Justice Administrative, la présente décision peut faire l'objet d'un recours en annulation dans un délai de deux mois devant le Tribunal Administratif de Marseille à compter de sa publication / notification. Le requérant peut saisir le Tribunal Administratif de Marseille de manière dématérialisée par le biais de l'application informatique « Télérecours citoyen » accessible depuis le site internet [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr).

**Article 5 :**

Monsieur le Directeur Général des Services de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargé de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 04 décembre 2020

**Martine VASSAL**

## Décision n° 20/980/D

### **Décision d'ester en justice - Désignation du Cabinet Leonardi Catsicalis Peltier Avocats pour défendre les intérêts de la Métropole Aix-Marseille-Provence dans l'affaire qui l'oppose à des occupants illicites 263 Chemin du Vallon de l'Oriol à Marseille 13007**

#### **VU**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération n° HN 001-8065/20/CM du 9 juillet 2020 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Madame Martine Vassal, en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 002-8074/20/CM du 17 juillet 2020 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant délégations du Conseil de la Métropole à la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le procès-verbal de constat établi par Provjuris du 15 octobre 2020 constatant l'occupation illicite d'un local cantonnier appartenant à la Métropole situé au 263 chemin du vallon de l'Oriol à Marseille (7ème).

#### **DECIDE**

##### **Article 1 :**

D'ester en justice devant le juge des contentieux de la protection du Tribunal Judiciaire de Marseille pôle de proximité et d'être représentée dans cette affaire par le Cabinet Leonardi Catsicalis Peltier Avocats, domicilié 15 avenue Victor Hugo 13100 Aix-en-Provence.

**Article 2 :**

Les honoraires dus au Cabinet Leonardi Catsicalis Peltier Avocats pour représenter la Métropole Aix-Marseille-Provence et tous les frais inhérents à ce dossier sont pris en charge.

**Article 3 :**

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget de la Métropole Aix-Marseille-Provence, nature 6227.

**Article 4 :**

Conformément aux dispositions du Code de Justice Administrative, la présente décision peut faire l'objet d'un recours en annulation dans un délai de deux mois devant le Tribunal Administratif de Marseille à compter de sa publication / notification. Le requérant peut saisir le Tribunal Administratif de Marseille de manière dématérialisée par le biais de l'application informatique « Télérecours citoyen » accessible depuis le site internet [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr).

**Article 5 :**

Monsieur le Directeur Général des Services de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargé de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 04 décembre 2020

**Martine VASSAL**

## Décision n° 20/981/D

### Décision d'ester en justice - Désignation du groupement SELARL Sindres / SCP D'Avocats Vedesi pour défendre les intérêts de la Métropole Aix-Marseille-Provence dans l'affaire qui l'oppose à la SA Novatrans

#### VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération n° HN 001-8065/20/CM du 9 juillet 2020 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Madame Martine Vassal, en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 002-8074/20/CM du 17 juillet 2020 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant délégations du Conseil de la Métropole à la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le jugement du Tribunal Judiciaire de Marseille n°20/232 (RG n°18/12411) du 6 octobre 2020 annulant le titre exécutoire d'un montant de 61 900,89 euros émis le 28 août 2018 par la Métropole Aix-Marseille-Provence à l'encontre de la société Novatrans et déchargeant cette dernière de la somme correspondante.

#### DECIDE

##### Article 1 :

D'ester en justice devant la Cour d'Appel d'Aix-en-Provence et d'être représentée dans cette affaire par le groupement SELARL Sindres / SCP D'Avocats Vedesi, dont le mandataire est la SELARL Sindres, 40 Rue Edouard Delanglade, 13006 Marseille.

##### Article 2 :

Les honoraires dus au groupement SELARL Sindres / SCP D'Avocats Vedesi pour représenter la Métropole Aix-Marseille-Provence et tous les frais inhérents à ces dossiers sont pris en charge.

**Article 3:**

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget de la Métropole Aix-Marseille-Provence, nature 6227.

**Article 4 :**

Conformément aux dispositions du Code de Justice Administrative, la présente décision peut faire l'objet d'un recours en annulation dans un délai de deux mois devant le Tribunal Administratif de Marseille à compter de sa publication / notification. Le requérant peut saisir le Tribunal Administratif de Marseille de manière dématérialisée par le biais de l'application informatique « Télérecours citoyen » accessible depuis le site internet [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr).

**Article 5 :**

Monsieur le Directeur Général des Services de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargé de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 04 décembre 2020

**Martine VASSAL**



## Décision n° 20/982/D

**Décision d'ester en justice. Désignation du groupement SELARL Sindres / SCP D'Avocats Vedesi pour défendre les intérêts de la Métropole Aix-Marseille-Provence dans l'affaire qui l'oppose à Madame Martine Monferme et Monsieur Cédric Monferme**

### VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération n° HN 001-8065/20/CM du 9 juillet 2020 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Madame Martine Vassal, en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 002-8074/20/CM du 17 juillet 2020 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant délégations du Conseil de la Métropole à la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La requête n°2007481-2 déposée le 2 octobre 2020 devant le Tribunal Administratif de Marseille par Madame Martine Monferme et Monsieur Cédric Monferme, tendant à l'annulation de la délibération n°URB 019-7911/19/CM du Conseil de la Métropole du 19 décembre 2019 portant approbation du Plan Local d'Urbanisme de la Commune de Fos-Sur-Mer.

### DECIDE

#### Article 1 :

D'ester en justice devant le Tribunal Administratif de Marseille et d'être représentée dans l'affaire n°2007481-2 par le groupement SELARL Sindres / SCP D'Avocats Vedesi, dont le mandataire est la SELARL Sindres, 40 Rue Edouard Delanglade, 13006 Marseille.

**Article 2 :**

Les honoraires dus au groupement SELARL Sindres / SCP D'Avocats Vedesi pour représenter la Métropole Aix-Marseille-Provence et tous les frais inhérents à ces dossiers sont pris en charge.

**Article 3:**

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget de la Métropole Aix-Marseille-Provence, nature 6227.

**Article 4 :**

Conformément aux dispositions du Code de Justice Administrative, la présente décision peut faire l'objet d'un recours en annulation dans un délai de deux mois devant le Tribunal Administratif de Marseille à compter de sa publication / notification. Le requérant peut saisir le Tribunal Administratif de Marseille de manière dématérialisée par le biais de l'application informatique « Télérecours citoyen » accessible depuis le site internet [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr).

**Article 5 :**

Monsieur le Directeur Général des Services de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargé de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 04 décembre 2020

**Martine VASSAL**

## Décision n° 20/983/D

### Décision d'ester en justice - Désignation de la SELARL Parme Avocats pour défendre les intérêts de la Métropole Aix-Marseille-Provence dans l'affaire qui l'oppose à Madame Sonia Monges

#### VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération n° HN 001-8065/20/CM du 9 juillet 2020 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Madame Martine Vassal, en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 002-8074/20/CM du 17 juillet 2020 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant délégations du Conseil de la Métropole au Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La requête n°20MA03072 déposée le 21 août 2020 devant la Cour Administrative d'Appel de Marseille par Madame Monges Sonia, contestant la décision du Tribunal Administratif de Marseille du 25 juin 2020, rejetant sa requête indemnitaire à la suite de son accident de la circulation avec son véhicule qui a heurté un bloc de béton situé sur la voie de circulation le 24 avril 2017, avenue des Pâquerettes à Marseille.

#### DECIDE

##### Article 1 :

D'ester en justice devant la Cour Administrative d'Appel de Marseille et d'être représentée dans cette affaire par la SELARL Parme Avocats, domiciliée, 12 boulevard de Courcelles 75017 Paris.

##### Article 2 :

Les honoraires dus à la SELARL Parme Avocats pour représenter la Métropole Aix-Marseille-Provence et tous les frais inhérents à ce dossier sont pris en charge.

**Article 3 :**

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget de la Métropole Aix-Marseille-Provence, nature 6227.

**Article 4 :**

Conformément aux dispositions du Code de Justice Administrative, la présente décision peut faire l'objet d'un recours en annulation dans un délai de deux mois devant le Tribunal Administratif de Marseille à compter de sa publication / notification. Le requérant peut saisir le Tribunal Administratif de Marseille de manière dématérialisée par le biais de l'application informatique « Télérecours citoyen » accessible depuis le site internet [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr).

**Article 5 :**

Monsieur le Directeur Général des Services de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargé de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 04 décembre 2020

**Martine VASSAL**

## Décision n° 20/984/D

**Décision d'ester en justice. Désignation du groupement SELARL Sindres / SCP D'Avocats Vedesi pour défendre les intérêts de la Métropole Aix-Marseille-Provence dans l'affaire qui l'oppose à Maître Vincent Gillibert**

### VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération n° HN 001-8065/20/CM du 9 juillet 2020 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Madame Martine Vassal, en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 002-8074/20/CM du 17 juillet 2020 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant délégations du Conseil de la Métropole à la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La requête n°2007444-4 déposée le 1<sup>er</sup> octobre 2020 devant le Tribunal Administratif de Marseille par Maître Vincent Gillibert, administrateur judiciaire de la SCI Coussoul de la Fossette, tendant à l'annulation de la délibération n°URB 019-7911/19/CM du Conseil de la Métropole du 19 décembre 2019 portant approbation du Plan Local d'Urbanisme de la Commune de Fos-Sur-Mer.

### DECIDE

#### **Article 1 :**

D'ester en justice devant le Tribunal Administratif de Marseille et d'être représentée dans l'affaire n°2007444-4 par le groupement SELARL Sindres / SCP D'Avocats Vedesi, dont le mandataire est la SELARL Sindres, 40 Rue Edouard Delanglade, 13006 Marseille.

#### **Article 2 :**

Les honoraires dus au groupement SELARL Sindres / SCP D'Avocats Vedesi pour représenter la Métropole Aix-Marseille-Provence et tous les frais inhérents à ces dossiers sont pris en charge.

**Article 3:**

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget de la Métropole Aix-Marseille-Provence, nature 6227.

**Article 4 :**

Conformément aux dispositions du Code de Justice Administrative, la présente décision peut faire l'objet d'un recours en annulation dans un délai de deux mois devant le Tribunal Administratif de Marseille à compter de sa publication / notification. Le requérant peut saisir le Tribunal Administratif de Marseille de manière dématérialisée par le biais de l'application informatique « Télérecours citoyen » accessible depuis le site internet [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr).

**Article 5 :**

Monsieur le Directeur Général des Services de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargé de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 04 décembre 2020

**Martine VASSAL**

## Décision n° 20/985/D

### **Décision d'ester en justice - Désignation du groupement Sindres/Vedesi pour défendre les intérêts de la Métropole Aix-Marseille-Provence dans l'affaire qui l'oppose à Monsieur Jean-Louis Sanguinetti**

#### **VU**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération n° HN 001-8065/20/CM du 9 juillet 2020 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Madame Martine Vassal, en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 002-8074/20/CM du 17 juillet 2020 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant délégations du Conseil de la Métropole à la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La requête n° 2008016-0 déposée devant le Tribunal Administratif de Marseille le 20 octobre 2020 par Monsieur Jean-Louis Sanguinetti demandant la désignation d'un expert en vue de procéder à l'évaluation du risque d'inondation des parcelles cadastrées section AN N° 159 et 267 lui appartenant au 55, Traverse Pourrière à Marseille dans le 8<sup>e</sup> arrondissement.

#### **DECIDE**

##### **Article 1 :**

D'ester en justice devant le Tribunal Administratif de Marseille et d'être représentée dans cette affaire par le groupement Sindres/Vedesi dont le mandataire est la SELARL Sindres domiciliée, 40 rue Edouard Delanglade 13006 Marseille.

**Article 2 :**

Les honoraires dus au groupement Sindres/Vedesi pour représenter la Métropole Aix-Marseille-Provence et tous les frais inhérents à ce dossier sont pris en charge.

**Article 3 :**

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget de la Métropole Aix-Marseille-Provence, nature 6227.

**Article 4 :**

Conformément aux dispositions du Code de Justice Administrative, la présente décision peut faire l'objet d'un recours en annulation dans un délai de deux mois devant le Tribunal Administratif de Marseille à compter de sa publication / notification. Le requérant peut saisir le Tribunal Administratif de Marseille de manière dématérialisée par le biais de l'application informatique « Télérecours citoyen » accessible depuis le site internet [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr).

**Article 5 :**

Monsieur le Directeur Général des Services de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargé de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 04 décembre 2020

**Martine VASSAL**



## Décision n° 20/986/D

### Décision d'ester en justice - Désignation de la SELARL Camille Mialot Avocat pour défendre les intérêts de la Métropole Aix-Marseille-Provence dans l'affaire qui l'oppose aux consorts Sleiman

#### VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération n° HN 001-8065/20/CM du 9 juillet 2020 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Madame Martine Vassal, en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 002-8074/20/CM du 17 juillet 2020 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant délégations du Conseil de la Métropole à la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le jugement RG 19/00092 de la juridiction d'expropriation des Bouches-du-Rhône du 5 février 2020 par lequel le juge de l'expropriation a rejeté la demande de transfert de propriété de la parcelle appartenant aux consorts Sleiman et de fixation de l'indemnité de dépossession.

#### DECIDE

##### Article 1 :

D'ester en justice devant la Chambre d'expropriation de la Cour d'Appel d'Aix-en-Provence et d'être représentée dans cette affaire par la SELARL Camille Mialot Avocat domiciliée, 71 boulevard Saint-Michel 75005 Paris.

**Article 2 :**

Les honoraires dus à la SELARL Camille Mialot Avocat pour représenter la Métropole Aix-Marseille-Provence et tous les frais inhérents à ce dossier sont pris en charge.

**Article 3 :**

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget de la Métropole Aix-Marseille-Provence, nature 6227.

**Article 4 :**

Conformément aux dispositions du Code de Justice Administrative, la présente décision peut faire l'objet d'un recours en annulation dans un délai de deux mois devant le Tribunal Administratif de Marseille à compter de sa publication / notification. Le requérant peut saisir le Tribunal Administratif de Marseille de manière dématérialisée par le biais de l'application informatique « Télérecours citoyen » accessible depuis le site internet [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr).

**Article 5 :**

Monsieur le Directeur Général des Services de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargé de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 04 décembre 2020

**Martine VASSAL**

## Décision n° 20/987/D

### Décision d'ester en justice - Désignation de Maître Sophie Semeriva pour défendre les intérêts de la Métropole Aix-Marseille-Provence dans l'affaire qui l'oppose à Monsieur Jean-Paul Arcani

#### VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération n° HN 001-8065/20/CM du 9 juillet 2020 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Madame Martine Vassal, en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 002-8074/20/CM du 17 juillet 2020 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant délégations du Conseil de la Métropole au Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La requête n°2007161-1 déposée le 21 septembre 2020 par Monsieur Jean-Paul Aracani, agent métropolitain, devant le Tribunal Administratif de Marseille contestant les deux notifications d'expertise des 22 juillet 2020 et 11 août 2020 relatives au taux d'IPP de 2% qui a été déterminé pour ses séquelles lombaires et ORL à la suite de son accident de service du 13 octobre 2020 et sollicitant l'application d'un taux d'IPP de 15% a minima.

#### DECIDE

##### Article 1 :

D'ester en justice devant le Tribunal Administratif de Marseille et d'être représentée dans cette affaire par Maître Sophie Semeriva domiciliée, 2 place de la Corderie 13007 Marseille.

##### Article 2 :

Les honoraires dus à Maître Sophie Semeriva pour représenter la Métropole Aix-Marseille-Provence et tous les frais inhérents à ce dossier sont pris en charge.

Reçu au Contrôle de légalité le 4 Décembre 2020

**Article 3 :**

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget de la Métropole Aix-Marseille-Provence, nature 6227.

**Article 4 :**

Conformément aux dispositions du Code de Justice Administrative, la présente décision peut faire l'objet d'un recours en annulation dans un délai de deux mois devant le Tribunal Administratif de Marseille à compter de sa publication / notification. Le requérant peut saisir le Tribunal Administratif de Marseille de manière dématérialisée par le biais de l'application informatique « Télérecours citoyen » accessible depuis le site internet [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr).

**Article 5 :**

Monsieur le Directeur Général des Services de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargé de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 04 décembre 2020

**Martine VASSAL**

## Décision n° 20/988/D

### **Demande de subvention d'investissement relative à l'opération " 25 Plans Locaux de la Mobilité "**

#### **VU**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération n° TRA 003-3241/17/CM du 14 décembre 2017 qui a ouvert le volume d'AP relative à l'opération « études structurantes de la mobilité métropolitaine » ;
- La délibération n° HN 001-8065/20/CM du 9 juillet 2020 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Madame Martine Vassal, en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 002-8074/20/CM du 17 juillet 2020 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant délégations du Conseil de la Métropole à la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence.
- L'arrêté n° 20/254/CM donnant délégation de fonction à M. Didier Khelfa, 12<sup>ème</sup> Vice-Président du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- L'arrêté n°20/126/CM donnant délégation de fonction à M. Guy Januel, chargé de la Direction Générale Adjointe Finance et Budget de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

#### **CONSIDÉRANT**

- Que la Métropole Aix-Marseille-Provence compte réaliser l'opération « 25 Plans Locaux de la Mobilité » lesquels permettent d'approfondir les périmètres des zones 30 et apaisées, les schémas d'accessibilité multimodale des pôles d'échanges multimodaux existants, la sécurité routière, la localisation d'aires de covoiturage, le développement des axes vélos secondaires, la desserte fine des Transports Collectifs (TC) notamment les Transports A la Demande (TAD) ;
- Que la Métropole Aix-Marseille-Provence prévoit de réaliser 4 à 5 Plans Locaux de Mobilité chaque année, afin de finaliser l'ensemble des Plans Locaux de Mobilité 5 ans après l'approbation du PDU ;

- Que la Métropole Aix-Marseille-Provence prévoit un démarrage de l'opération à partir du dernier trimestre 2020 avec une expérimentation sur 3 bassins de mobilité métropolitains, comportant des enjeux différents (un projet ville centre à Marseille, un projet ville moyenne et un projet autour de villes et villages métropolitains). Ces expérimentations contribuent à bâtir la méthodologie pour les 22 autres Plans Locaux de Mobilité qui seront élaborés entre 2020 et 2025, date de livraison de l'opération ;
- Que cet investissement traduit une politique publique métropolitaine qui peut faire l'objet d'un cofinancement de la part de partenaires institutionnels, consulaires, financiers ou privés ;
- Que le coût prévisionnel de cette opération est estimé à 1 500 000 euros HT ;
- Que le plan de financement prévisionnel de cette opération est le suivant :

Financement externe		
Etat « Dotation Soutien Investissement Local 2020 enveloppe complémentaire »	60 %	900 000 euros
Autofinancement		
Métropole Aix-Marseille-Provence	40 %	600 000 euros
TOTAL	100 %	1 500 000 euros

## DECIDE

### **Article 1 :**

De solliciter des aides financières auprès de l'Etat dans le cadre du dispositif : Dotation de Soutien à l'Investissement Local, au titre de son enveloppe financière complémentaire 2020, ainsi qu'auprès de tout autre organisme susceptible d'apporter sa contribution, et à signer tout document y afférent, notamment toute convention d'exécution de subvention, pour la réalisation de cette opération.

### **Article 2 :**

Les crédits nécessaires sont inscrits en section d'investissement sur Budget Annexe Transports 2019 et suivants de la Métropole Aix-Marseille-Provence. Code opération père: 2018103600.

### **Article 3 :**

La recette correspondante est constatée en section d'investissement sur le Budget Annexe Transports 2020 et suivants de la Métropole Aix-Marseille-Provence – Nature 1311 – Sous politique A420.

### **Article 4 :**

Monsieur le Directeur Général des Services est chargé de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 27 novembre 2020

**Martine VASSAL**

Reçu au Contrôle de légalité le 27 Novembre 2020



20 / 9 8 9 / D

## DECISION DE FINANCEMENT POUR LA CONSTRUCTION DE LOGEMENTS LOCATIFS AIDES

**Numéro d'opération :**  
2020130550163

**N° SIREN du maître d'ouvrage**  
489785030

**Famille d'organisme**  
Entreprises commerciales

**Bénéficiaire Nom, raison sociale, forme ...**  
SCI VIVRE EN PROVENCE

29 la souque negre  
BP 26

13112 La Destrousse

**Décisionnaire**  
Métropole d'Aix-Marseille-Provence

**N° de décision**  
20201305500129

**Nature de l'opération**  
Neuf

**Commune (Insee)**  
13042 Gémenos

**Exercice**  
2020

**Nature des logements**

Logements ordinaires

**Type de bénéficiaire**

Ménages

**Zone de prix**

Zonage "123" : Zone 2

Zonage "ABC" : Zone A

**Opération :** PIERREMILIE  
rue de la République  
13420 Gémenos

**Madame la Présidente de la Métropole Aix Marseille Provence.**

Vu le Code de la Construction et de l'Habitation (CCH) et notamment ses articles R.331-1 à R.331-25-1 et R.381-1 à R.381-6, ainsi que les textes réglementaires pris pour leur application,

Vu le Code Général des Impôts (CGI) et notamment ses articles 257, 278 sexies A, 1384 A à D et les articles 315-0 bis A et suivant de l'annexe III,

Vu la convention de délégation de compétence en date du 20 juillet 2017 et l'avenant n° 4 pour l'année 2020 en date du 16/10/2020,

Vu la délibération CHL 003-8383/20/CM du Conseil Métropolitain du 31 juillet 2020,

**DECIDE :**

- ARTICLE 1.** La présente décision porte agrément pour la construction de 11 logement(s) locatif(s) sociaux dont 0 individuel(s) et 11 collectif(s) se décomposant comme suit :
- 11 logements PLS
- au bénéficiaire désigné : SCI VIVRE EN PROVENCE (n° SIREN : 489785030).
- La présente décision ouvre droit pour la réalisation de ces logements à un prêt PLS auprès : CFF - CNCE
- ARTICLE 2.** Les caractéristiques financières de l'opération sont données en annexe.
- ARTICLE 3.** La présente ouvre droit au taux réduit de TVA en application du b) des articles 257, 278 sexies et 278 sexies A du C.G.I. Le nombre de logements, la nature et le montant des travaux sont précisés en annexe à la présente décision.
- ARTICLE 4.** En cas d'opérations d'acquisition sans travaux, le bénéficiaire de la décision favorable dépose, dans un délai de trois ans à compter de la date de notification de cette décision favorable, un dossier de demande de clôture de l'opération.
- En cas d'opérations de construction ou d'acquisition avec travaux d'amélioration, le bénéficiaire de la décision favorable dépose, dans un délai de sept ans à compter de la date de notification de cette décision favorable, un dossier de demande de clôture de l'opération.
- ARTICLE 5.** La convention ouvrant droit à l'APL prévue au 3° de l'article L.351-2 du CCH doit être signée avant le versement du premier acompte (logements financés en PLUS, PLA-I ou PLUS-CD) ou la signature du contrat de prêt (logements financés en PLS ou PSLA).
- ARTICLE 6.** En cas de non réalisation, de réalisation partielle de l'opération ou de réalisation non conforme à l'objet de l'opération, la présente décision sera annulée et le montant des éventuels acomptes sera reversé par le bénéficiaire de la présente décision.
- ARTICLE 7.** La Présidente de la Métropole Aix-Marseille Provence et le comptable assignataire sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Fait à MARSEILLE

le : 20 NOV. 2020





# ANNEXE A LA DECISION DE SUBVENTION ET D'AGREMENT (5161 Neuf) . .

## A. PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL DE L'OPERATION (TVA à taux réduit)

Aide : PLS

Financements	Montants	Quotités	Taux
<b>I - Partie Subventions</b>			
Subvention Etat	0,00	0,00%	
<b>Sous-total Subventions</b>	0,00	0,00%	
<b>II - Partie Prêts</b>			
Caisse d'épargne - PLS (ou PLI ou PSLA)	1 000 000,00	50,22%	1,86%
<b>Sous-total Prêts</b>	1 000 000,00	50,22%	
<b>III - Partie Fonds Propres</b>			
Fonds propres	991 291,00	49,78%	
<b>Sous-total Fonds Propres</b>	991 291,00	49,78%	
<b>Total du Financement (I + II + III)</b>	1 991 291,00	100,00%	
<b>Coût de l'opération / dépassement</b>	1 991 291,00		

## B. CARACTERISTIQUES FINANCIERES DE L'OPERATION

I - Assiette de la subvention : 0,00 €

Aide : PLS

Nombre de logements

Surface utile

Logements « Collectif »

11

630,05 m²

Logements « Individuel »

Totaux pour le financement des logements « PLS »

11

630,05 m²

### TOTAL DE LA DECISION

Nombre de logements : 11

Surface utile :

630,05 m²

Assiette : 0,00 €

**SUBVENTION :**

**0,00 €**

Taux moyen de subvention :

0,00 %

(\*) calcul au prorata des surfaces utiles.

### TOTAL GENERAL DE LA DECISION

**SUBVENTION :**

**0,00 €**

### II - Caractéristiques financières (TTC, Taux de TVA réduit)

Charge foncière H.T.	354 358,00 €
Coût du bâtiment ou des travaux	1 334 581,00 €
Prestations intellectuelles et frais	168 894,00 €
Prix de revient H.T.	1 857 833,00 €
Montant de la TVA	133 458,00 €
Prix de revient TTC	1 991 291,00 €
Prix de revient TTC au m² de surface utile (PR/SU)	3 160,53 €/m²

## C. Principaux éléments de la convention ouvrant droit à l'APL

Les éléments de loyer ou de redevance de cette opération seront précisés lors de la signature de la convention APL.

31.12.2019  
05.11.15  
01.7394

20 / 990 / D

**DECISION DE FINANCEMENT**  
**POUR LA CONSTRUCTION DE LOGEMENTS LOCATIFS AIDES**

**Numéro d'opération :**  
2020130550161

**N° SIREN du maître d'ouvrage**  
415750868

**Famille d'organisme**  
Entreprises HLM

**Bénéficiaire Nom, raison sociale, forme ...**  
3F SUD SA D'HABITATIONS A LOYER MODERE  
  
**72 AV DE TOULON**  
  
**13006 Marseille**

**Décisionnaire**  
Métropole d'Aix-Marseille-Provence

**N° de décision**  
20201305500125

**Nature de l'opération**  
Neuf

**Commune (Insee)**  
13050 Lambesc

**Exercice**  
2020

**Nature des logements**

Logements ordinaires

**Type de bénéficiaire**

Ménages

**Zone de prix**

Zonage "123" : Zone 3

Zonage "ABC" : Zone B

**Opération :** Notre Dame de la Rose PLS  
7 rue Notre Dame de la Rose  
13410 Lambesc

**Madame la Présidente de la Métropole Aix Marseille Provence**

Vu le Code de la Construction et de l'Habitation (CCH) et notamment ses articles R.331-1 à R.331-25-1 et R.381-1 à R.381-6, ainsi que les textes réglementaires pris pour leur application,

Vu le Code Général des Impôts (CGI) et notamment ses articles 257, 278 sexies A, 1384 A à D et les articles 315-0 bis A et suivant de l'annexe III,

Vu la convention de délégation de compétence en date du 20 juillet 2017 et l'avenant n° 4 pour l'année 2020 en date du 16/10/2020,

Vu la délibération CHL 003-8383/20/CM du Conseil Métropolitain du 31 juillet 2020,

**DECIDE :**

**ARTICLE 1.** La présente décision porte agrément pour la construction de 4 logement(s) locatif(s) sociaux dont 0 individuel(s) et 4 collectif(s) se décomposant comme suit :

- 4 logements PLS

au bénéficiaire désigné : 3F SUD SA D'HABITATIONS A LOYER MODERE (n° SIREN : 415750868).

La présente décision ouvre droit pour la réalisation de ces logements à un prêt PLS auprès : CDC

**ARTICLE 2.** Les caractéristiques financières de l'opération sont données en annexe.

**ARTICLE 3.** La présente ouvre droit au taux réduit de TVA en application du b) des articles 257, 278 sexies et 278 sexies A du C.G.I. Le nombre de logements, la nature et le montant des travaux sont précisés en annexe à la présente décision.

**ARTICLE 4.** En cas d'opérations d'acquisition sans travaux, le bénéficiaire de la décision favorable dépose, dans un délai de trois ans à compter de la date de notification de cette décision favorable, un dossier de demande de clôture de l'opération.

En cas d'opérations de construction ou d'acquisition avec travaux d'amélioration, le bénéficiaire de la décision favorable dépose, dans un délai de sept ans à compter de la date de notification de cette décision favorable, un dossier de demande de clôture de l'opération.

**ARTICLE 5.** La convention ouvrant droit à l'APL prévue au 3° de l'article L.351-2 du CCH doit être signée avant le versement du premier acompte (logements financés en PLUS, PLA-I ou PLUS-CD) ou la signature du contrat de prêt (logements financés en PLS ou PSLA).

**ARTICLE 6.** En cas de non réalisation, de réalisation partielle de l'opération ou de réalisation non conforme à l'objet de l'opération, la présente décision sera annulée et le montant des éventuels acomptes sera reversé par le bénéficiaire de la présente décision.

**ARTICLE 7.** La Présidente de la Métropole Aix-Marseille Provence et le comptable assignataire sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Fait à MARSEILLE

le : 20 NOV. 2020



# ANNEXE A LA DECISION DE SUBVENTION ET D'AGREMENT (5161 Neuf)

## A. PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL DE L'OPERATION (TVA à taux réduit)

Aide : PLS

Financements	Montants	Quotités	Taux
<b>I - Partie Subventions</b>			
Subvention Etat	0,00	0,00%	
Subvention EPCI	24 485,00	3,13%	
<b>Sous-total Subventions</b>	24 485,00	3,13%	
<b>II - Partie Prêts</b>			
CDC foncier PLS	213 902,00	27,30%	1,86%
CDC - PLS (ou PLI ou PSLA)	345 074,00	44,04%	1,86%
<b>Sous-total Prêts</b>	558 976,00	71,35%	
<b>III - Partie Fonds Propres</b>			
Fonds propres	200 000,00	25,53%	
<b>Sous-total Fonds Propres</b>	200 000,00	25,53%	
<b>Total du Financement (I + II + III)</b>	783 461,00	100,00%	
<b>Coût de l'opération / dépassement</b>	783 461,00		

## B. CARACTERISTIQUES FINANCIERES DE L'OPERATION

I - Assiette de la subvention : 0,00 €

Aide : PLS

Nombre de logements

Surface utile

Logements « Collectif »

4

309,55 m²

Logements « Individuel »

Totaux pour le financement des logements « PLS »

4

309,55 m²

### TOTAL DE LA DECISION

Nombre de logements : 4

Surface utile :

309,55 m²

Assiette : 0,00 €

**SUBVENTION :**

**0,00 €**

Taux moyen de subvention :

0,00 %

(\*) calcul au prorata des surfaces utiles.

### TOTAL GENERAL DE LA DECISION

**SUBVENTION :**

**0,00 €**

### II - Caractéristiques financières (TTC, Taux de TVA réduit)

Charge foncière H.T.

212 853,00 €

Coût du bâtiment ou des travaux

496 657,00 €

Prestations intellectuelles et frais

4 000,00 €

Prix de revient H.T.

713 510,00 €

Montant de la TVA

69 951,00 €

Prix de revient TTC

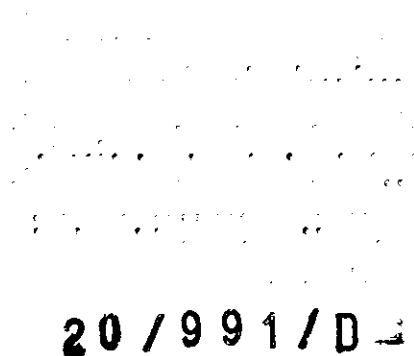
783 461,00 €

Prix de revient TTC au m² de surface utile (PR/SU)

2 530,97 €/m²

### C. Principaux éléments de la convention ouvrant droit à l'APL

Les éléments de loyer ou de redevance de cette opération seront précisés lors de la signature de la convention APL.



20 / 9 9 1 / D 3

**DECISION DE FINANCEMENT**  
**POUR LA CONSTRUCTION DE LOGEMENTS LOCATIFS AIDES**

**Numéro d'opération :**

2020130550018

**N° SIREN du maître d'ouvrage**

415750868

**Famille d'organisme**

Entreprises HLM

**Bénéficiaire Nom, raison sociale, forme ...**

3F SUD SA D'HABITATIONS A LOYER MODERE

72 AV DE TOULON

13006 Marseille

**Décisionnaire**

Métropole d'Aix-Marseille-Provence

**N° de décision**

20201305500126

**Nature de l'opération**

Neuf

**Commune (Insee)**

13050 Lambesc

**Nature des logements**

Logements ordinaires

**Type de bénéficiaire**

Ménages

**Zone de prix**

Zonage "123" : Zone 3

Zonage "ABC" : Zone B

**Exercice**

2020

**Opération :**

Notre Dame de la Rose

7 rue Notre Dame de la Rose

13410 Lambesc

**Madame la Présidente de la Métropole Aix Marseille Provence**

Vu le Code de la Construction et de l'Habitation (CCH) et notamment ses articles R.331-1 à R.331-25-1 et R.381-1 à R.381-6, ainsi que les textes réglementaires pris pour leur application,

Vu le Code Général des Impôts (CGI) et notamment ses articles 257, 278 sexies A, 1384 A à D et les articles 315-0 bis A et suivant de l'annexe III,

Vu la convention de délégation de compétence en date du 20 juillet 2017 et l'avenant n° 4 pour l'année 2020 en date du 16/10/2020,

Vu la délibération CHL 003-8383/20/CM du Conseil Métropolitain du 31 juillet 2020,

**DECIDE :**

**ARTICLE 1.** La présente décision porte agrément pour la construction de 8 logement(s) locatif(s) sociaux dont 0 individuel(s) et 8 collectif(s) se décomposant comme suit :

- 4 logements PLUS

- 4 logements PLA-I

au bénéficiaire désigné : 3F SUD SA D'HABITATIONS A LOYER MODERE (n° SIREN : 415750868).

**ARTICLE 2.** Il est accordé une subvention d'un montant maximum de 39 200,00 € imputée sur le :

- Budget délégué de l'Etat à l'EPCI

- Subvention versée aux personnes de droit privé

Les caractéristiques financières de l'opération sont données en annexe.

**ARTICLE 3.** La présente ouvre droit au taux réduit de TVA en application du b) des articles 257, 278 sexies et 278 sexies A du C.G.I. Le nombre de logements, la nature et le montant des travaux sont précisés en annexe à la présente décision.

**ARTICLE 4.** En cas d'opérations d'acquisition sans travaux, le bénéficiaire de la décision favorable dépose, dans un délai de trois ans à compter de la date de notification de cette décision favorable, un dossier de demande de clôture de l'opération.

En cas d'opérations de construction ou d'acquisition avec travaux d'amélioration, le bénéficiaire de la décision favorable dépose, dans un délai de sept ans à compter de la date de notification de cette décision favorable, un dossier de demande de clôture de l'opération.

**ARTICLE 5.** La convention ouvrant droit à l'APL prévue au 3° de l'article L.351-2 du CCH doit être signée avant le versement du premier acompte (logements financés en PLUS, PLA-I ou PLUS-CD) ou la signature du contrat de prêt (logements financés en PLS ou PSLA).

**ARTICLE 6.** En cas de non réalisation, de réalisation partielle de l'opération ou de réalisation non conforme à l'objet de l'opération, la présente décision sera annulée et le montant des éventuels acomptes sera reversé par le bénéficiaire de la présente décision.

**ARTICLE 7.** La Présidente de la Métropole Aix-Marseille Provence et le comptable assignataire sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Fait à MARSEILLE

le : 20 NOV. 2020





# ANNEXE A LA DECISION DE SUBVENTION ET D'AGREMENT (5361 Neuf)

## A. PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL DE L'OPERATION (TVA à taux réduit)

Aide : PLAI

Financements	Montants	Quotités
<b>I - Partie Subventions</b>		
Subvention Etat	39 200,00	6,60%
Subvention EPCI	50 036,00	8,42%
<b>Sous-total Subventions</b>	<b>89 236,00</b>	<b>15,02%</b>
<b>II - Partie Prêts</b>		
Prêt CDC logement	169 988,00	28,61%
Prêt CDC logement	301 578,00	50,75%
1%.	33 438,00	5,63%
<b>Sous-total Prêts</b>	<b>505 004,00</b>	<b>84,98%</b>
<b>III - Partie Fonds Propres</b>		
Fonds propres	0,00	0,00%
<b>Sous-total Fonds Propres</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00%</b>
<b>Total du Financement (I + II + III)</b>	<b>594 240,00</b>	

Aide : PLUS

Financements	Montants	Quotités
<b>I - Partie Subventions</b>		
Subvention Etat	0,00	0,00%
Subvention EPCI	44 881,00	6,29%
<b>Sous-total Subventions</b>	<b>44 881,00</b>	<b>6,29%</b>
<b>II - Partie Prêts</b>		
Prêt CDC logement	196 040,00	27,46%
Prêt CDC logement	382 520,00	53,57%
1%.	38 562,00	5,40%
<b>Sous-total Prêts</b>	<b>617 122,00</b>	<b>86,43%</b>
<b>III - Partie Fonds Propres</b>		
Fonds propres	52 000,00	7,28%
<b>Sous-total Fonds Propres</b>	<b>52 000,00</b>	<b>7,28%</b>
<b>Total du Financement (I + II + III)</b>	<b>714 003,00</b>	

Aide : Totalisation

Financements	Montants	Quotités
<b>I - Partie Subventions</b>		
Subvention Etat	39 200,00	3,00%
Subvention EPCI	94 917,00	7,26%
<b>Sous-total Subventions</b>	<b>134 117,00</b>	<b>10,25%</b>
<b>II - Partie Prêts</b>		
Prêt CDC logement	684 098,00	52,29%
Prêt CDC logement	366 028,00	27,98%
1%.	72 000,00	5,50%
<b>Sous-total Prêts</b>	<b>1 122 126,00</b>	<b>85,77%</b>
<b>III - Partie Fonds Propres</b>		
Fonds propres	52 000,00	3,97%

Sous-total Fonds Propres	52 000,00	3,97%
<b>Total du Financement (I + II + III)</b>	<b>1 308 243,00</b>	<b>100,00%</b>
<b>Coût de l'opération / dépassement</b>	<b>1 308 243,00</b>	

## B. CARACTERISTIQUES FINANCIERES DE L'OPERATION

### I - Assiette de la subvention : 911 354,16 €

<b>Aide : PLUS</b>	Nombre de logements	Surface utile
Logements « Collectif »	4	283,70 m <sup>2</sup>
Logements « Individuel »		

Totaux pour le financement des logements « PLUS »	4	283,70 m <sup>2</sup>
Assiette *	:	488 108,69 €
Taux de subvention	:	0,00 %
SUBVENTION	:	0,00 €

<b>Aide : PLA-I</b>	Nombre de logements	Surface utile
Logements « Collectif »	4	246,00 m <sup>2</sup>
Logements « Individuel »		

Totaux pour le financement des logements « PLA-I »	4	246,00 m <sup>2</sup>
Assiette *	:	423 245,47 €
Taux de subvention	:	9,26 %
SUBVENTION	:	39 200,00 €

### TOTAL DE LA DECISION

Nombre de logements : 8	Surface utile :	529,70 m <sup>2</sup>
Assiette : 911 354,16 €	<b>SUBVENTION :</b>	<b>39 200,00 €</b>
	Taux moyen de subvention :	4,30 %

(\*) calcul au prorata des surfaces utiles.

### TOTAL GENERAL DE LA DECISION

**SUBVENTION : 39 200,00 €**

### II - Caractéristiques financières (TTC, Taux de TVA réduit)

Charge foncière H.T.	361 819,00 €
Coût du bâtiment ou des travaux	844 244,00 €
Prestations intellectuelles et frais	8 000,00 €
Prix de revient H.T.	1 214 063,00 €
Montant de la TVA	94 180,00 €
Prix de revient TTC	1 308 243,00 €
Prix de revient TTC au m <sup>2</sup> de surface utile (PR/SU)	2 469,78 €/m <sup>2</sup>

### C. Principaux éléments de la convention ouvrant droit à l'APL

Les éléments de loyer ou de redevance de cette opération seront précisés lors de la signature de la convention APL.

20 / 992 / D 1

**DECISION DE FINANCEMENT**  
POUR L'ACQUISITION ET L'AMELIORATION DE LOGEMENTS LOCATIFS AIDES

**Numéro d'opération :**  
2020130550130

**N° SIREN du maître d'ouvrage**  
662620079

**Famille d'organisme**  
Entreprises HLM

**Bénéficiaire Nom, raison sociale, forme ...**

GRAND DELTA HABITAT

3 rue Martin Luther King

84000 AVIGNON

**Décisionnaire**

Métropole d'Aix-Marseille-Provence

**N° de décision**

20201305500124

**Nature de l'opération**

Acquisition-Amélioration

**Commune (Insee)**

13023 Ceyreste

**Exercice**

2020

**Nature des logements**

Logements ordinaires

**Type de bénéficiaire**

Ménages

**Zone de prix**

Zonage "123" : Zone 2

Zonage "ABC" : Zone A

**Opération :**

Ceyreste - place Cupif

14 place Léopold Cupif

13600 Ceyreste

**Madame la Présidente de la Métropole Aix Marseille Provence**

Vu le Code de la Construction et de l'Habitation (CCH) et notamment ses articles R.331-1 à R.331-25-1 et R.381-1 à R.381-6, ainsi que les textes réglementaires pris pour leur application,

Vu le Code Général des Impôts (CGI) et notamment ses articles 257, 278 sexies A, 1384 A à D et les articles 315-0 bis A et suivant de l'annexe III,

Vu le décret n° 98-331 du 30 avril 1998,

Vu la convention de délégation de compétence en date du 20 juillet 2017 et l'avenant n° 4 pour l'année 2020 en date du 16/10/2020,

Vu la délibération CHL 003-8383/20/CM du Conseil Métropolitain du 31 juillet 2020,

**DECIDE :**

**ARTICLE 1.** La présente décision porte agrément pour la réalisation de travaux d'amélioration, de transformation ou d'aménagement de 2 logement(s) locatif(s) sociaux dont 0 individuel(s) et 2 collectif(s) se décomposant comme suit :

- 1 logements PLUS
- 1 logements PLA-I

au bénéficiaire désigné : GRAND DELTA HABITAT (n° SIREN : 662620079).

**ARTICLE 2.** Il est accordé une subvention d'un montant maximum de 16 600,00 € imputée sur le :

- Budget délégué de l'Etat à l'EPCI
- Subvention versée aux personnes de droit privé

Les caractéristiques financières de l'opération sont données en annexe.

**ARTICLE 3.** La présente ouvre droit au taux réduit de TVA en application du b) des articles 257, 278 sexies et 278 sexies A du C.G.I. Le nombre de logements, la nature et le montant des travaux sont précisés en annexe à la présente décision.

**ARTICLE 4.** La déclaration d'ouverture de chantier devra intervenir dans un délai de 18 mois à compter de la date indiquée ci-dessous.

**ARTICLE 5.** La convention ouvrant droit à l'APL prévue au 3° de l'article L.351-2 du CCH doit être signée avant le versement du premier acompte (logements financés en PLUS, PLA-I ou PLUS-CD) ou la signature du contrat de prêt (logements financés en PLS ou PSLA).

**ARTICLE 6.** En cas de non réalisation, de réalisation partielle de l'opération ou de réalisation non conforme à l'objet de l'opération, la présente décision sera annulée et le montant des éventuels acomptes sera reversé par le bénéficiaire de la présente décision.

**ARTICLE 7.** La Présidente de la Métropole Aix-Marseille Provence et le comptable assignataire sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Fait à MARSEILLE

le : 20 NOV. 2020



# ANNEXE A LA DECISION DE SUBVENTION ET D AGREMENT (5161 Acquisition)

## A. PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL DE L'OPERATION (TVA à taux réduit)

Aide : **PLAI**

Financements	Montants	Quotités
<b>I - Partie Subventions</b>		
Subvention Etat	13 200,00	9,49%
Subvention EPCI	13 000,00	9,34%
<b>Sous-total Subventions</b>	<b>26 200,00</b>	<b>18,83%</b>
<b>II - Partie Prêts</b>		
Prêt CDC foncier	40 314,00	28,97%
Prêt CDC logement	69 215,00	49,74%
<b>Sous-total Prêts</b>	<b>109 529,00</b>	<b>78,72%</b>
<b>III - Partie Fonds Propres</b>		
Fonds propres	3 417,00	2,46%
<b>Sous-total Fonds Propres</b>	<b>3 417,00</b>	<b>2,46%</b>
<b>Total du Financement (I + II + III)</b>	<b>139 146,00</b>	

Aide : **PLUS**

Financements	Montants	Quotités
<b>I - Partie Subventions</b>		
Subvention Etat	3 400,00	2,58%
Subvention EPCI	11 000,00	8,34%
<b>Sous-total Subventions</b>	<b>14 400,00</b>	<b>10,92%</b>
<b>II - Partie Prêts</b>		
Prêt CDC foncier	40 314,00	30,58%
Prêt CDC logement	73 686,00	55,90%
<b>Sous-total Prêts</b>	<b>114 000,00</b>	<b>86,48%</b>
<b>III - Partie Fonds Propres</b>		
Fonds propres	3 417,00	2,59%
<b>Sous-total Fonds Propres</b>	<b>3 417,00</b>	<b>2,59%</b>
<b>Total du Financement (I + II + III)</b>	<b>131 817,00</b>	

Aide : **Totalisation**

Financements	Montants	Quotités
<b>I - Partie Subventions</b>		
Subvention Etat	16 600,00	6,13%
Subvention EPCI	24 000,00	8,86%
<b>Sous-total Subventions</b>	<b>40 600,00</b>	<b>14,98%</b>
<b>II - Partie Prêts</b>		
Prêt CDC logement	142 901,00	52,74%
Prêt CDC foncier	80 628,00	29,76%
<b>Sous-total Prêts</b>	<b>223 529,00</b>	<b>82,49%</b>
<b>III - Partie Fonds Propres</b>		
Fonds propres	6 834,00	2,52%
<b>Sous-total Fonds Propres</b>	<b>6 834,00</b>	<b>2,52%</b>
<b>Total du Financement (I + II + III)</b>	<b>270 963,00</b>	<b>100,00%</b>
<b>Coût de l'opération / dépassement</b>	<b>270 963,00</b>	

## B. CARACTERISTIQUES FINANCIERES DE L'OPERATION

I - Assiette de la subvention : 220 169,95 €

Aide : PLUS

	Nombre de logements	Surface utile
Logements « Collectif »	1	63,00 m <sup>2</sup>
Logements « Individuel »		

Totaux pour le financement des logements « PLUS »	1	63,00 m <sup>2</sup>
Assiette *	:	110 084,97 €
Taux de subvention	:	3,09 %
SUBVENTION	:	3 400,00 €

Aide : PLA-I

	Nombre de logements	Surface utile
Logements « Collectif »	1	63,00 m <sup>2</sup>
Logements « Individuel »		

Totaux pour le financement des logements « PLA-I »	1	63,00 m <sup>2</sup>
Assiette *	:	110 084,98 €
Taux de subvention	:	11,99 %
SUBVENTION	:	13 200,00 €

### TOTAL DE LA DECISION

Nombre de logements : 2	Surface utile :	126,00 m <sup>2</sup>
Assiette : 220 169,95 €	SUBVENTION :	16 600,00 €
	Taux moyen de subvention :	7,54 %

(\*) calcul au prorata des surfaces utiles.

### TOTAL GENERAL DE LA DECISION

SUBVENTION : 16 600,00 €

## II - Caractéristiques financières (TTC, Taux de TVA réduit)

Charge immobilière H.T.	187 429,00 €
Coût du bâtiment ou des travaux	64 260,00 €
Prestations intellectuelles et frais	16 493,00 €
Prix de revient H.T.	268 182,00 €
Montant de la TVA	2 781,00 €
Prix de revient TTC	270 963,00 €
Prix de revient TTC au m <sup>2</sup> de surface utile (PR/SU)	2 150,50 €/m <sup>2</sup>

## C. Principaux éléments de la convention ouvrant droit à l'APL

Les éléments de loyer ou de redevance de cette opération seront précisés lors de la signature de la convention APL.

20 / 9 9 3 / D 1

**DECISION DE FINANCEMENT**  
POUR L'ACQUISITION ET L'AMELIORATION DE LOGEMENTS LOCATIFS AIDES

**Numéro d'opération :**  
2020130550131

**N° SIREN du maître d'ouvrage**  
662620079

**Famille d'organisme**  
Entreprises HLM

**Bénéficiaire Nom, raison sociale, forme ...**

GRAND DELTA HABITAT

3 rue Martin Luther King

84000 AVIGNON

**Décisionnaire**  
Métropole d'Aix-Marseille-Provence

**N° de décision**  
20201305500120

**Nature de l'opération**  
Acquisition-Amélioration

**Commune (Insee)**  
13023 Ceyreste

**Exercice**  
2020

**Nature des logements**

Logements ordinaires

**Type de bénéficiaire**

Ménages

**Zone de prix**

Zonage "123" : Zone 2

Zonage "ABC" : Zone A

**Opération :**  
Ceyreste - rue du Château  
2 rue du Château  
13600 Ceyreste

**Madame la Présidente de la Métropole Aix Marseille Provence**

Vu le Code de la Construction et de l'Habitation (CCH) et notamment ses articles R.331-1 à R.331-25-1 et R.381-1 à R.381-6, ainsi que les textes réglementaires pris pour leur application,

Vu le Code Général des Impôts (CGI) et notamment ses articles 257, 278 sexies A, 1384 A à D et les articles 315-0 bis A et suivant de l'annexe III,

Vu le décret n° 98-331 du 30 avril 1998,

Vu la convention de délégation de compétence en date du 20 juillet 2017 et l'avenant n° 4 pour l'année 2020 en date du 16/10/2020,

Vu la délibération CHL 003-8383/20/CM du Conseil Métropolitain du 31 juillet 2020,

**DECIDE :**

**ARTICLE 1.** La présente décision porte agrément pour la réalisation de travaux d'amélioration, de transformation ou d'aménagement de 1 logement(s) locatif(s) sociaux dont 0 individuel(s) et 1 collectif(s) se décomposant comme suit :

- 1 logements PLA-I

au bénéficiaire désigné : GRAND DELTA HABITAT (n° SIREN : 662620079).

**ARTICLE 2.** Il est accordé une subvention d'un montant maximum de 13 200,00 € imputée sur le :

- Budget délégué de l'Etat à l'EPCI

- Subvention versée aux personnes de droit privé

Les caractéristiques financières de l'opération sont données en annexe.

**ARTICLE 3.** La présente ouvre droit au taux réduit de TVA en application du b) des articles 257, 278 sexies et 278 sexies A du C.G.I. Le nombre de logements, la nature et le montant des travaux sont précisés en annexe à la présente décision.

**ARTICLE 4.** La déclaration d'ouverture de chantier devra intervenir dans un délai de 18 mois à compter de la date indiquée ci-dessous.

**ARTICLE 5.** La convention ouvrant droit à l'APL prévue au 3° de l'article L.351-2 du CCH doit être signée avant le versement du premier acompte (logements financés en PLUS, PLA-I ou PLUS-CD) ou la signature du contrat de prêt (logements financés en PLS ou PSLA).

**ARTICLE 6.** En cas de non réalisation, de réalisation partielle de l'opération ou de réalisation non conforme à l'objet de l'opération, la présente décision sera annulée et le montant des éventuels acomptes sera reversé par le bénéficiaire de la présente décision.

**ARTICLE 7.** La Présidente de la Métropole Aix-Marseille Provence et le comptable assignataire sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Fait à MARSEILLE

le : 20 NOV. 2020





# ANNEXE A LA DECISION DE SUBVENTION ET D'AGREMENT (5161 Acquisition)

## A. PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL DE L'OPERATION (TVA à taux réduit)

Aide : PLA1

Financements	Montants	Quotités
<b>I - Partie Subventions</b>		
Subvention Etat	13 200,00	12,83%
Subvention EPCI	9 000,00	8,75%
<b>Sous-total Subventions</b>	<b>22 200,00</b>	<b>21,58%</b>
<b>II - Partie Prêts</b>		
Prêt CDC foncier	28 240,00	27,45%
Prêt CDC logement	52 445,00	50,97%
<b>Sous-total Prêts</b>	<b>80 685,00</b>	<b>78,42%</b>
<b>III - Partie Fonds Propres</b>		
<b>Sous-total Fonds Propres</b>		
<b>Total du Financement (I + II + III)</b>	<b>102 885,00</b>	<b>100,00%</b>
<b>Coût de l'opération / dépassement</b>	<b>102 885,00</b>	

## B. CARACTERISTIQUES FINANCIERES DE L'OPERATION

I - Assiette de la subvention : 82 112,78 €

Aide : PLA-I

Nombre de logements

Surface utile

Logements « Collectif »

1

41,91 m²

Logements « Individuel »

Taux pour le financement des logements « PLA-I »

1

41,91 m²

Assiette \* : 82 112,78 €

Taux de subvention : 16,08 %

SUBVENTION : 13 200,00 €

### TOTAL DE LA DECISION

Nombre de logements : 1 Surface utile : 41,91 m²

Assiette : 82 112,78 € SUBVENTION : 13 200,00 €

Taux moyen de subvention : 16,08 %

(\*) calcul au prorata des surfaces utiles.

### TOTAL GENERAL DE LA DECISION

SUBVENTION : 13 200,00 €

### II - Caractéristiques financières (TTC, Taux de TVA réduit)

Charge immobilière H.T. 92 559,00 €

Coût du bâtiment ou des travaux 5 100,00 €

Prestations intellectuelles et frais 4 283,00 €

Prix de revient H.T. 101 942,00 €

Montant de la TVA 943,00 €

Prix de revient TTC 102 885,00 €

Prix de revient TTC au m² de surface utile (PR/SU)

2 454,90 €/m²

**C. Principaux éléments de la convention ouvrant droit à l'APL**

Les éléments de loyer ou de redevance de cette opération seront précisés lors de la signature de la convention APL.

20 / 9 9 4 / D -

**DECISION DE FINANCEMENT**  
**POUR LA CONSTRUCTION DE LOGEMENTS LOCATIFS AIDES**

**Numéro d'opération :**

2019130550173

**N° SIREN du maître d'ouvrage**

662620079

**Famille d'organisme**

Entreprises HLM

**Bénéficiaire Nom, raison sociale, forme ...**

GRAND DELTA HABITAT

3 rue Martin Luther King

84000 AVIGNON

**Décisionnaire**

Métropole d'Aix-Marseille-Provence

**N° de décision**

20201305500123

**Nature de l'opération**

Neuf

**Commune (Insee)**

13053 Mallemort

**Exercice**

2020

**Nature des logements**

Logements ordinaires

**Type de bénéficiaire**

Ménages

**Zone de prix**

Zonage "123" : Zone 3

Zonage "ABC" : Zone B2

**Opération :**

MALLEMORT -Clos des Lucioles

rue Joliot Curie

13370 Mallemort

**Madame la Présidente de la Métropole Aix Marseille Provence**

Vu le Code de la Construction et de l'Habitation (CCH) et notamment ses articles R.331-1 à R.331-25-1 et R.381-1 à R.381-6, ainsi que les textes réglementaires pris pour leur application,

Vu le Code Général des Impôts (CGI) et notamment ses articles 257, 278 sexies A, 1384 A à D et les articles 315-0 bis A et suivant de l'annexe III,

Vu la convention de délégation de compétence en date du 20 juillet 2017 et l'avenant n° 4 pour l'année 2020 en date du 16/10/2020,

Vu la délibération CHL 003-8383/20/CM du Conseil Métropolitain du 31 juillet 2020,

**DECIDE :**

**ARTICLE 1.** La présente décision porte agrément pour la construction de 14 logement(s) locatif(s) sociaux dont 0 individuel(s) et 14 collectif(s) se décomposant comme suit :

- 10 logements PLUS

- 4 logements PLA-I

au bénéficiaire désigné : GRAND DELTA HABITAT (n° SIREN : 662620079).

**ARTICLE 2.** Il est accordé une subvention d'un montant maximum de 39 200,00 € imputée sur le :

- Budget délégué de l'Etat à l'EPCI

- Subvention versée aux personnes de droit privé

Les caractéristiques financières de l'opération sont données en annexe.

**ARTICLE 3.** La présente ouvre droit au taux réduit de TVA en application du b) des articles 257, 278 sexies et 278 sexies A du C.G.I. Le nombre de logements, la nature et le montant des travaux sont précisés en annexe à la présente décision.

**ARTICLE 4.** En cas d'opérations d'acquisition sans travaux, le bénéficiaire de la décision favorable dépose, dans un délai de trois ans à compter de la date de notification de cette décision favorable, un dossier de demande de clôture de l'opération.

En cas d'opérations de construction ou d'acquisition avec travaux d'amélioration, le bénéficiaire de la décision favorable dépose, dans un délai de sept ans à compter de la date de notification de cette décision favorable, un dossier de demande de clôture de l'opération.

**ARTICLE 5.** La convention ouvrant droit à l'APL prévue au 3° de l'article L.351-2 du CCH doit être signée avant le versement du premier acompte (logements financés en PLUS, PLA-I ou PLUS-CD) ou la signature du contrat de prêt (logements financés en PLS ou PSLA).

**ARTICLE 6.** En cas de non réalisation, de réalisation partielle de l'opération ou de réalisation non conforme à l'objet de l'opération, la présente décision sera annulée et le montant des éventuels acomptes sera reversé par le bénéficiaire de la présente décision.

**ARTICLE 7.** La Présidente de la Métropole Aix-Marseille Provence et le comptable assignataire sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Fait à MARSEILLE

le : 20 NOV. 2020



# ANNEXE A LA DECISION DE SUBVENTION ET D'AGREMENT (5161-Neuf)

## A. PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL DE L'OPERATION (TVA à taux réduit)

Aide : **PLAI**

Financements	Montants	Quotités
<b>I - Partie Subventions</b>		
Subvention Etat	39 200,00	8,09%
Subvention EPCI	12 000,00	2,48%
<b>Sous-total Subventions</b>	<b>51 200,00</b>	<b>10,56%</b>
<b>II - Partie Prêts</b>		
Prêt CDC foncier	119 865,00	24,73%
Prêt CDC logement	289 850,00	59,79%
<b>Sous-total Prêts</b>	<b>409 715,00</b>	<b>84,52%</b>
<b>III - Partie Fonds Propres</b>		
Fonds propres	23 849,00	4,92%
<b>Sous-total Fonds Propres</b>	<b>23 849,00</b>	<b>4,92%</b>
<b>Total du Financement (I + II + III)</b>	<b>484 764,00</b>	

Aide : **PLUS**

Financements	Montants	Quotités
<b>I - Partie Subventions</b>		
Subvention Etat	0,00	0,00%
Subvention EPCI	4 000,00	0,24%
<b>Sous-total Subventions</b>	<b>4 000,00</b>	<b>0,24%</b>
<b>II - Partie Prêts</b>		
Prêt CDC foncier	442 396,00	27,02%
Prêt CDC logement	1 130 979,00	69,09%
<b>Sous-total Prêts</b>	<b>1 573 375,00</b>	<b>96,11%</b>
<b>III - Partie Fonds Propres</b>		
Fonds propres	59 623,00	3,64%
<b>Sous-total Fonds Propres</b>	<b>59 623,00</b>	<b>3,64%</b>
<b>Total du Financement (I + II + III)</b>	<b>1 636 998,00</b>	

Aide : **Totalisation**

Financements	Montants	Quotités
<b>I - Partie Subventions</b>		
Subvention Etat	39 200,00	1,85%
Subvention EPCI	16 000,00	0,75%
<b>Sous-total Subventions</b>	<b>55 200,00</b>	<b>2,60%</b>
<b>II - Partie Prêts</b>		
Prêt CDC logement	1 420 829,00	66,96%
Prêt CDC foncier	562 261,00	26,50%
<b>Sous-total Prêts</b>	<b>1 983 090,00</b>	<b>93,46%</b>
<b>III - Partie Fonds Propres</b>		
Fonds propres	83 472,00	3,93%
<b>Sous-total Fonds Propres</b>	<b>83 472,00</b>	<b>3,93%</b>
<b>Total du Financement (I + II + III)</b>	<b>2 121 762,00</b>	<b>100,00%</b>
<b>Coût de l'opération / dépassement</b>	<b>2 121 762,00</b>	

## B. CARACTERISTIQUES FINANCIERES DE L'OPERATION

I - Assiette de la subvention : 1 540 319,45 €

Aide : PLUS

Logements « Collectif »  
Logements « Individuel »

Nombre de logements  
10

Surface utile  
752,55 m²

Totaux pour le financement des logements « PLUS »	10	752,55 m²
Assiette *	:	1 211 947,73 €
Taux de subvention	:	0,00 %
SUBVENTION	:	0,00 €

Aide : PLA-I

Logements « Collectif »  
Logements « Individuel »

Nombre de logements  
4

Surface utile  
203,90 m²

Totaux pour le financement des logements « PLA-I »	4	203,90 m²
Assiette *	:	328 371,72 €
Taux de subvention	:	11,94 %
SUBVENTION	:	39 200,00 €

### TOTAL DE LA DECISION

Nombre de logements : 14	Surface utile :	956,45 m²
Assiette : 1 540 319,45 €	SUBVENTION :	39 200,00 €
	Taux moyen de subvention :	2,54 %

(\*) calcul au prorata des surfaces utiles.

### TOTAL GENERAL DE LA DECISION

SUBVENTION : 39 200,00 €

## II - Caractéristiques financières (TTC, Taux de TVA réduit)

Charge foncière H.T.	524 800,00 €
Coût du bâtiment ou des travaux	1 196 052,00 €
Prestations intellectuelles et frais	210 714,00 €
Prix de revient H.T.	1 931 566,00 €
Montant de la TVA	190 196,00 €
Prix de revient TTC	2 121 762,00 €
Prix de revient TTC au m² de surface utile (PR/SU)	2 218,37 €/m²

## C. Principaux éléments de la convention ouvrant droit à l'APL

Les éléments de loyer ou de redevance de cette opération seront précisés lors de la signature de la convention APL.

20 / 9 9 5 / D 1

## DECISION DE FINANCEMENT

POUR L'ACQUISITION ET L'AMELIORATION DE LOGEMENTS LOCATIFS AIDES

**Numéro d'opération :**

2019130550272

**N° SIREN du maître d'ouvrage**

637381013

**Famille d'organisme**

Entreprises HLM

**Bénéficiaire Nom, raison sociale, forme ...**

OUEST PROVENCE HABITAT

Parc de Trigance IV

1 all de la passe pierre

SAN Ouest Provence

13800 Istres

**Décisionnaire**

Métropole d'Aix-Marseille-Provence

**N° de décision**

20201305500119

**Nature de l'opération**

Acquisition-Amélioration

**Commune (Insee)**

13039 Fos-sur-Mer

**Exercice**

2020

**Nature des logements**

Logements ordinaires

**Type de bénéficiaire**

Ménages

**Zone de prix**

Zonage "123" : Zone 2

Zonage "ABC" : Zone A

**Opération :**

Cité des Jardins

acquisition amélioration de 19 logements

10 Rue François SANCHEZ

13270 Fos-sur-Mer

**Madame la Présidente de la Métropole Aix Marseille Provence**

Vu le Code de la Construction et de l'Habitation (CCH) et notamment ses articles R.331-1 à R.331-25-1 et R.381-1 à R.381-6, ainsi que les textes réglementaires pris pour leur application,

Vu le Code Général des Impôts (CGI) et notamment ses articles 257, 278 sexies A, 1384 A à D et les articles 315-0 bis A et suivant de l'annexe III,

Vu le décret n° 98-331 du 30 avril 1998,

Vu la convention de délégation de compétence en date du 20 juillet 2017 et l'avenant n° 4 pour l'année 2020 en date du 16/10/2020,

Vu la délibération CHL 003-8383/20/CM du Conseil Métropolitain du 31 juillet 2020,

**DECIDE :**

**ARTICLE 1.** La présente décision porte agrément pour la réalisation de travaux d'amélioration, de transformation ou d'aménagement de 19 logement(s) locatif(s) sociaux dont 19 individuel(s) et 0 collectif(s) se décomposant comme suit :

- 19 logements PLUS

au bénéficiaire désigné : OUEST PROVENCE HABITAT (n° SIREN : 637381013).

**ARTICLE 2.** Il est accordé une subvention d'un montant maximum de 64 600,00 € imputée sur le :

- Budget délégué de l'Etat à l'EPCI

- Subvention versée aux personnes de droit privé

Les caractéristiques financières de l'opération sont données en annexe.

**ARTICLE 3.** La présente ouvre droit au taux réduit de TVA en application du b) des articles 257, 278 sexies et 278 sexies A du C.G.I. Le nombre de logements, la nature et le montant des travaux sont précisés en annexe à la présente décision.

**ARTICLE 4.** La déclaration d'ouverture de chantier devra intervenir dans un délai de 18 mois à compter de la date indiquée ci-dessous.

**ARTICLE 5.** La convention ouvrant droit à l'APL prévue au 3° de l'article L.351-2 du CCH doit être signée avant le versement du premier acompte (logements financés en PLUS, PLA-I ou PLUS-CD) ou la signature du contrat de prêt (logements financés en PLS ou PSLA).

**ARTICLE 6.** En cas de non réalisation, de réalisation partielle de l'opération ou de réalisation non conforme à l'objet de l'opération, la présente décision sera annulée et le montant des éventuels acomptes sera reversé par le bénéficiaire de la présente décision.

**ARTICLE 7.** La Présidente de la Métropole Aix-Marseille Provence et le comptable assignataire sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Fait à MARSEILLE

le : 20 NOV. 2020

METROPOLE  
AIX-MARSEILLE-PROVENCE  
Pour la Présidente et par délégation  
*Françoise Gauthier*



# EXE A LA DECISION DE SUBVENTION ET D'AGREMENT (5161 Acquisition)

## A. PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL DE L'OPERATION (TVA à taux réduit)

Aide : PLUS

Financements	Montants	Quotités
<b>I - Partie Subventions</b>		
Subvention Etat	64 600,00	1,68%
Subvention EPCI	50 000,00	1,30%
Autres	120 000,00	3,13%
<b>Sous-total Subventions</b>	<b>234 600,00</b>	<b>6,12%</b>
<b>II - Partie Prêts</b>		
Prêt CDC foncier	1 453 811,00	37,91%
Prêt CDC logement	1 043 589,00	27,21%
Prêts Autres	285 000,00	7,43%
Eco-prêt Logement social	380 000,00	9,91%
<b>Sous-total Prêts</b>	<b>3 162 400,00</b>	<b>82,46%</b>
<b>III - Partie Fonds Propres</b>		
Fonds propres	438 000,00	11,42%
<b>Sous-total Fonds Propres</b>	<b>438 000,00</b>	<b>11,42%</b>
<b>Total du Financement (I + II + III)</b>	<b>3 835 000,00</b>	<b>100,00%</b>
<b>Coût de l'opération / dépassement</b>	<b>3 835 000,00</b>	

## B. CARACTERISTIQUES FINANCIERES DE L'OPERATION

I - Assiette de la subvention : 2 887 176,77 €

Aide : PLUS

	Nombre de logements	Surface utile
Logements « Collectif »		
Logements « Individuel »	19	1 545,05 m²
<b>Totaux pour le financement des logements « PLUS »</b>	<b>19</b>	<b>1 545,05 m²</b>
Assiette *	:	2 887 176,77 €
Taux de subvention	:	2,24 %
SUBVENTION	:	64 600,00 €

### TOTAL DE LA DECISION

Nombre de logements : 19	Surface utile :	1 545,05 m²
Assiette : 2 887 176,77 €	<b>SUBVENTION</b> :	<b>64 600,00 €</b>
	Taux moyen de subvention :	2,24 %

(\*) calcul au prorata des surfaces utiles.

### TOTAL GENERAL DE LA DECISION

**SUBVENTION : 64 600,00 €**

## II - Caractéristiques financières (TTC, Taux de TVA réduit)

Charge immobilière H.T.	1 768 527,96 €
Coût du bâtiment ou des travaux	1 337 422,65 €
Décision No : 20201305500119	Page : 3/4

Prestations intellectuelles et frais

Prix de revient H.T.

Montant de la TVA

Prix de revient TTC

Prix de revient TTC au m<sup>2</sup> de surface utile (PR/SU)

380 413

3 486 363

348 636,37 €

3 835 000,00 €

2 482,12 €/m<sup>2</sup>

### C. Principaux éléments de la convention ouvrant droit à l'APL

Les éléments de loyer ou de redevance de cette opération seront précisés lors de la signature de la convention APL.

20 / 9 9 6 / D

DECISION DE FINANCEMENT  
 CLOTURE D'OPERATION

Numéro d'opération :  
 2016130550028\_C

N° SIREN du maître d'ouvrage  
 751956624

Famille d'organisme  
 Tiers secteur

Bénéficiaire Nom, raison sociale, forme ...  
 COOP SOLIHA MEDIT- BATISS LOG INSERT

10 che des grives

13013 Marseille

Décisionnaire  
 Métropole d'Aix-Marseille-Provence

N° de décision  
 20201305500118

Nature de l'opération  
 Acquisition-Amélioration

Commune (Insee)  
 13213 Marseille - 13e arrondissement

Exercice  
 2020

Nature des logements

Logements ordinaires

Type de bénéficiaire

Ménages

Zone de prix

Zonage "123" : Zone 2

Zonage "ABC" : Zone A

Opération : Résidence le Grand Verger  
 1 PLA1 AA  
 Résidence Le Grand Verger  
 79 rue de la Maurelle  
 13013 Marseille

# FICHE DE FIN D'OPERATION

Budget délégué de l'Etat à l'EPCI - Subvention versée aux personnes de droit privé

## IDENTIFICATION DE LA SUBVENTION ACCORDEE

Département

Bouches du Rhône

Date

18/11/2016

N° de décision

20161305500083

Bénéficiaire (Nom, raison sociale, forme, ...)

COOP SOLIHA MEDIT- BATISS LOG INSERT

UES

Code bénéficiaire : 751956624

Adresse :

10 che des grives

Ville :

13013 Marseille

Exercice :

2016

## CALCUL DU SOLDE A VERSER (Nombre de logements financés : 1)

Assiette de subvention

A la date de la DF 5161

Recalculée

110 905,30 €

108 619,26 €

Subvention

Initiale

Recalculée

Budget délégué de l'Etat à l'EPCI

(A) 13 200,00 €

(B) 13 200,00 €

Montant des acomptes versés

(C) 0,00 €

Solde à verser

(B-C) 13 200,00 €

Fait à MARSEILLE

le : 20 NOV. 2020



# ANNEXE A LA DECISION DE SUBVENTION ET D'ACRÉMENT

## A. PLAN DE FINANCEMENT DEFINITIF DE L'OPERATION (TVA à taux réduit)

Aide : **PLAI**

Financements	Montants	Quotités
<b>I - Partie Subventions</b>		
Subvention Etat	13 200.00	10.88%
Subvention Département	12 130.65	10.00%
Conseil Régional	25 000.00	20.61%
Ville de Marseille	4 934.77	4.07%
Subvention Autres	12 291.00	10.13%
Subvention EPCI	3 000.00	2.47%
<b>Sous-total Subventions</b>	<b>70 556.42</b>	<b>58.16%</b>
<b>II - Partie Prêts</b>		
Prêt CDC logement	25 557.00	21.07%
Prêt CDC foncier	18 069.00	14.90%
<b>Sous-total Prêts</b>	<b>43 626.00</b>	<b>35.96%</b>
<b>III - Partie Fonds Propres</b>		
Fonds propres	7 122.18	5.87%
<b>Sous-total Fonds Propres</b>	<b>7 122.18</b>	<b>5.87%</b>
<b>Total du Financement (I + II + III)</b>	<b>121 304.60</b>	<b>100.00%</b>
<b>Coût de l'opération / dépassement</b>	<b>121 304.60</b>	

## B. CARACTERISTIQUES FINANCIERES DE L'OPERATION

I - Assiette de la subvention : 108 619,26 €

Aide : **PLA-I**

Nombre de logements

Surface utile

Logements « Collectif »

Logements « Individuel »

1

63.15 m²

Totaux pour le financement des logements « PLA-I »

1

63.15 m²

Assiette *	:	108 619,26 €
Taux de subvention	:	12.15 %
<b>SUBVENTION</b>	:	<b>13 200.00 €</b>

### TOTAL DE LA DECISION

Nombre de logements : 1	Surface utile :	63.15 m²
Assiette : 108 619,26 €	<b>SUBVENTION</b> :	<b>13 200,00 €</b>
	Taux moyen de subvention :	12.15 %

(\*) calcul au prorata des surfaces utiles.

### TOTAL GENERAL DE LA DECISION

**SUBVENTION** : **13 200,00 €**

### II - Caractéristiques financières (TTC, Taux de TVA réduit)

Charge immobilière HT

92 945.04 €

Décision No : 20201305500118

Page : 3-4

Coût du bâtiment ou des travaux	31 009	16 301,40 €
Prestations intellectuelles et frais		10 583,90 €
Prix de Revient H.T.	06.11.45	119 830,34 €
Montant de la TVA		1 474,26 €
Prix de revient TTC		121 304,60 €
Prix de revient au M² de surface utile (PR / SU)	01.7344	1 920,90 €/m²

Type d'opération :      Hors opération spécifique

**DECISION DE FINANCEMENT**  
**CLOTURE D'OPERATION**

**Numéro d'opération :**  
2013130550078\_\_C

**N° SIREN du maître d'ouvrage**  
305918732

**Famille d'organisme**  
Entreprises HLM

**Bénéficiaire Nom, raison sociale, forme ...**

NEOLIA  
NEOLIA

34 Rue de la Combe aux Biches  
CS 75267

25200 MONTBELIARD

**Décisionnaire**  
Métropole d'Aix-Marseille-Provence

**N° de décision**  
20201305500117

**Nature de l'opération**  
Neuf

**Commune (Insee)**  
13054 Marignane

**Exercice**  
2020

**Nature des logements**

Logements ordinaires

**Type de bénéficiaire**

Ménages

**Zone de prix**

Zonage "123" : Zone 2

Zonage "ABC" : Zone B

**Opération :** 43 PLUS/Le Vieux Pigeonnier / Marignane Néolia  
av des Combattants d' Afrique du Nord  
13700 Marignane

# FICHE DE FIN D'OPERATION

Budget délégué de l'Etat à l'EPCI - Subvention versée aux personnes de droit privé

## IDENTIFICATION DE LA SUBVENTION ACCORDEE

Département

Bouches du Rhône

Date

23/12/2013

N° de décision

20131305500221

Bénéficiaire (Nom, raison sociale, forme, ...)

NEOLIA

SA HLM / ESH

Code bénéficiaire : 305918732

Adresse :

NEOLIA

34 Rue de la Combe aux Biches

CS 75267

Ville :

25200 MONTBELIARD

Exercice :

2013

## CALCUL DU SOLDE A VERSER (Nombre de logements financés : 43)

Assiette de subvention

A la date de la DF 5161

Recalculée

4 442 398,86 €

4 832 744,11 €

Subvention

Initiale

Recalculée

Budget délégué de l'Etat à l'EPCI

(A) 30 100,00 €

(B) 30 100,00 €

Montant des acomptes versés

(C) 8 127,00 €

Solde à verser

(B-C) 21 973,00 €

Fait à MARSEILLE

le : 20 NOV. 2020





# ANNEXE A LA DECISION DE SUBVENTION ET D'AGREMENT

## A. PLAN DE FINANCEMENT DEFINITIF DE L'OPERATION (TVA à taux réduit)

Aide : **PLUS**

Financements	Montants	Quotités
<b>I - Partie Subventions</b>		
Subvention Etat	30 100.00	0.60%
Surcharge foncière	73 100.00	1.45%
Subvention PEEC	73 100.00	1.45%
1°.	625 000.00	12.43%
Aide complémentaire sur fonds propres CUMPM	129 000.00	2.56%
Conseil Régional	35 522.00	0.71%
<b>Sous-total Subventions</b>	<b>965 822.00</b>	<b>19.20%</b>
<b>II - Partie Prêts</b>		
Prêt CDC foncier	1 069 574.00	21.26%
Prêt CDC logement	1 944 706.00	38.66%
1°.	1 050 000.00	20.87%
<b>Sous-total Prêts</b>	<b>4 064 280.00</b>	<b>80.80%</b>
<b>III - Partie Fonds Propres</b>		
<b>Sous-total Fonds Propres</b>		
<b>Total du Financement (I + II + III)</b>	<b>5 030 102.00</b>	<b>100.00%</b>
<b>Coût de l'opération / dépassement</b>	<b>5 030 102.00</b>	

## B. CARACTERISTIQUES FINANCIERES DE L'OPERATION

I - Assiette de la subvention : **4 832 744,11 €**

Aide : **PLUS**

Nombre de logements

Surface utile

Logements « Collectif »

43

2 490.51 m²

Logements « Individuel »

Totaux pour le financement des logements « PLUS »

43

2 490.51 m²

Assiette \* : 4 832 744,11 €

Taux de subvention : 0.62 %

SUBVENTION : 30 100,00 €

### TOTAL DE LA DECISION

Nombre de logements : 43 Surface utile : 2 490.51 m²

Assiette : 4 832 744,11 € **SUBVENTION** : 30 100,00 €

Taux moyen de subvention : 0.62 %

(\*) calcul au prorata des surfaces utiles.

### Surcharge foncière

Surface utile totale : 2 490.51 m²

Assiette de subvention : 554 081.43 €

Taux de subvention : 13.19 %

Montant de subvention : 73 100,00 €

**TOTAL GENERAL DE LA DECISION**

31 0039  
00.11.43  
01 7344

SUBVENTION :

103 200,00 €

**II - Caractéristiques financières (TTC, Taux de TVA réduit)**

Charge foncière HT	886 677.93 €
Coût du bâtiment ou des travaux	2 927 462.59 €
Prestations intellectuelles et frais	1 031 593.52 €
Prix de Revient H.T.	4 845 734.04 €
Montant de la TVA	184 367.96 €
Prix de revient TTC	5 030 102.00 €
Prix de revient au M² de surface utile (PR / SU)	2 019.71 €/m²

Type d'opération : accord Action Logement 2013-2015

## C. PLAN DE FINANCEMENT DE LA SURCHARGE FONCIERE

Aide : Surcharge foncière

Financements	Montants	Quotités
<b>I - Partie Subventions</b>		
Subvention Etat	73 100,00	13,19 %
Subvention PEEC	73 100,00	13,19 %
<b>Sous-total Subventions</b>	<b>146 200,00</b>	<b>26,39 %</b>
<b>II - Partie Prêts</b>		
Prêt CDC foncier	407 881,43	73,61 %
<b>Sous-total Prêts</b>	<b>407 881,43</b>	<b>73,61 %</b>
<b>III - Partie Fonds Propres</b>		
<b>Sous-total Fonds Propres</b>		
<b>Total du Financement (I + II + III)</b>	<b>554 081,43</b>	<b>100,00 %</b>
<b>Coût de l'opération / dépassement</b>	<b>554 081,43</b>	

## D. CARACTERISTIQUES FINANCIERES DE L'OPERATION DE SURCHARGE FONCIERE

Valeurs foncières de référence * Surface Utile	373 576,50 €
Surface utile totale	2 490,51 m²
Dont SU Collectif	2 490,51
Dont SU Individuel	0,00
Charge foncière	886 677,93 €
Assiette de subvention (dépassement)	554 081,43 €
Taux de la subvention	13,19 %

**DECISION DE CLOTURE**  
**POUR SURCHARGE FONCIERE**

**Numéro d'opération :**  
2013130550078\_C

**N° SIREN du maître d'ouvrage**  
305918732

**Famille d'organisme**  
Entreprises HLM

**Bénéficiaire Nom, raison sociale, forme ...**

NEOLIA  
NEOLIA

34 Rue de la Combe aux Biches  
CS 75267

25200 MONTBELIARD

**Décisionnaire**  
Métropole d'Aix-Marseille-Provence

**N° de décision**  
20201305500116

**Nature de l'opération**  
Neuf

**Commune (Insee)**  
13054 Marignane

**Exercice**  
2020

**Nature des logements**

Logements ordinaires

**Type de bénéficiaire**

Ménages

**Zone de prix**

Zonage "123" : Zone 2

Zonage "ABC" : Zone B

**Opération :** 43 PLUS/Le Vieux Pigeonnier / Marignane Néolia  
av des Combattants d' Afrique du Nord  
13700 Marignane

# FICHE DE FIN D'OPERATION

Budget délégué de l'Etat à l'EPCI - Subvention versée aux personnes de droit privé

## IDENTIFICATION DE LA SUBVENTION ACCORDEE

Département

Bouches du Rhône

Date

23/12/2013

N° de décision

20131305500222

Bénéficiaire (Nom, raison sociale, forme, ...)

NEOLIA

SA HLM / ESH

Code bénéficiaire : 305918732

Adresse :

NEOLIA

34 Rue de la Combe aux Biches

CS 75267

Ville :

25200 MONTBELIARD

Exercice :

2013

## CALCUL DU SOLDE A VERSER (Nombre de logements financés : 43)

Assiette de subvention

A la date de la DF

Recalculée

624 943,00 €

554 081,43 €

Subvention

Initiale

Recalculée

Budget délégué de l'Etat à l'EPCI

73 100,00

73 100,00

Montant des acomptes versés

(C) 48 684,60 €

Solde à verser

(B-C) 24 415,40 €

Fait à MARSEILLE

le : 20 NOV. 2020



## C. PLAN DE FINANCEMENT DE LA SURCHARGE FONCIERE

Aide :      Surcharge foncière

Financements	Montants	Quotités
<b>I - Partie Subventions</b>		
Subvention Etat	73 100.00	13.19%
Subvention PEEC	73 100.00	13.19%
<b>Sous-total Subventions</b>	146 200.00	26.39%
<b>II - Partie Prêts</b>		
Prêt CDC foncier	407 881.43	73.61%
<b>Sous-total Prêts</b>	407 881.43	73.61%
<b>III - Partie Fonds Propres</b>		
<b>Sous-total Fonds Propres</b>		
<b>Total du Financement (I + II + III)</b>	554 081.43	100.00%
<b>Coût de l'opération / dépassement</b>	554 081.43	

## D. CARACTERISTIQUES FINANCIERES DE L'OPERATION DE SURCHARGE FONCIERE

Valeurs foncières de référence * Surface Utile	373 576.50 €
Surface utile totale	2 490.51 m²
Dont SU Collectif	2 490.51
Dont SU Individuel	0.00
Charge foncière HT	886 677.93 €
TVA de la charge foncière	40 980.00 €
Charge foncière TTC	927 657.93 €
Assiette de subvention (dépassement)	554 081.43 €
Taux de la subvention	13.19 %

DECISION D'ANNULATION  
D'UNE DECISION DE FINANCEMENT

Numéro d'opération :  
2014130550088

N° SIREN du maître d'ouvrage  
782855696

Famille d'organisme  
Entreprises HLM

Bénéficiaire Nom, raison sociale, forme ...

13 HABITAT

80 r albe  
BP 31

13004 Marseille

Décisionnaire

Métropole d'Aix-Marseille-Provence

N° de décision

20201305500115

Nature de l'opération

Neuf

Commune (Insee)

13211 Marseille - 11e arrondissement

Nature des logements

Logements ordinaires

Type de bénéficiaire

Ménages

Zone de prix

Zonage "123" : Zone 2

Zonage "ABC" : Zone B

Exercice

2020

A - DECISION FAVORABLE		B - OPERATION INITIALE	
Date de la décision favorable	30/12/2014	PLUS/PLAI LA BARASSE MARSEILLE----	
N° de la décision favorable 20141305500173			
Exercice	2014	Avenue des Cèdres	
		13011 MARSEILLE	

**Madame la Présidente de la Métropole Aix Marseille Provence**

Vu les décisions référencées ci-dessus,

Vu le code de la construction, et notamment ses articles R.331-1 à R.331-25 R.381-1 à R.381-6 ainsi que les textes réglementaires pris pour leur application,

Vu la convention de délégation de compétence en date du 20 juillet 2017 et l'avenant n° 3 pour l'année 2019 en date du 11/09/2019,

Vu la délibération DEVT 002-6007/19/CM du Conseil Métropolitain du 16 mai 2019,

Vu le courrier de 13 Habitat en date du 28/01/2020, déclarant l'abandon du projet pour cause d'appels d'offres restés infructueux,

**DECIDE :**

- ARTICLE 1.** Est annulée la décision favorable ci-dessus accordée au bénéficiaire : 13 HABITAT (n°SIREN : 782855696).  
pour un prêt d'un montant maximum de : 575 752,00 €  
pour une subvention d'un montant maximum de : 15 600,00 €  
nécessaire à la construction ou à l'amélioration de : 4 logement(s) locatif(s)  
à réaliser à : Marseille - 11e arrondissement.
- ARTICLE 2.** La totalité des acomptes déjà payés au bénéficiaire de la subvention devront être reversés par celui-ci au Trésor Public.
- ARTICLE 3.** La Présidente de la Métropole Aix-Marseille Provence et le comptable assignataire sont chargés , chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Fait à MARSEILLE

le : 20 NOV. 2020





## Décision n° 20/1000/D

### **Demande de subvention d'investissement pour l'opération de travaux de mise en œuvre d'un contrôle d'accès sur toutes les déchèteries du Territoire du Pays d'Aix**

#### **VU**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération n° HN 001-8065/20/CM du 9 juillet 2020 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Madame Martine Vassal, en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 002-8074/20/CM du 17 juillet 2020 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant délégations du Conseil de la Métropole à la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- L'arrêté n° 20/254/CM de Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence du 10 juillet 2020 donnant délégation de fonction à Monsieur Didier Khelfa, 12ème Vice-Président du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- L'arrêté n° 20/126/CM de Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence du 17 juillet 2020 donnant délégation de signature à Monsieur Guy Januel, chargé de la Direction Générale Adjointe Finance et Budget de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération FAG 122/4939/18/CM du 13 décembre 2018, qui a ouvert le volume de l'AP n°180 Actions LIFE relative à des opérations d'investissements financées par le Programme Européen Life ;
- La délibération 2017\_CT2\_516 du 29 novembre 2017 relative à une proposition de développement de l'automatisation du contrôle d'accès aux déchèteries ;

- La délibération n°2020-CT2-194 du Conseil de Territoire du Pays d'Aix du 8 octobre 2020 approuvant l'ajustement du programme de travaux pour la mise en œuvre d'un contrôle d'accès sur toutes les déchèteries du Territoire du Pays d'Aix.

### CONSIDÉRANT

- Que le Conseil de Territoire du pays d'Aix a approuvé l'ajustement du programme de travaux pour la mise en œuvre d'un contrôle d'accès sur toutes les déchèteries du Territoire du Pays d'Aix ;
- Que cet investissement traduit une politique publique métropolitaine qui peut faire l'objet d'un cofinancement de la part de partenaires institutionnels, consulaires, financiers ou privés ;
- Que le coût prévisionnel de cette opération est estimé à 710.000 euros HT ;
- Que le plan de financement prévisionnel de cette opération est le suivant :

Financement externe		
Conseil Départemental des Bouches-du-Rhône Dispositif « Aides aux Communes » - Plan Partenarial Métropolitain	56.3 %	400 000 euros
Programme de financement européen LIFE	16,9 %	120 000 euros
Conseil Régional Provence Alpes Côte d'Azur	6,8 %	48 000 euros
Autofinancement		
Métropole Aix-Marseille-Provence	20 %	142 000 euros
TOTAL HT	100 %	710 000 euros

### DECIDE

#### **Article 1 :**

De solliciter des aides financières auprès du CR Paca, le CD13 et l'Europe, ainsi qu'auprès de tout organisme susceptible d'apporter sa contribution, et à signer tout document y afférent, notamment toute convention d'exécution de subvention, pour la réalisation de cette opération.

#### **Article 2 :**

Les crédits nécessaires sont inscrits en section d'investissement sur le Budget Annexe 2020 Service Prévention Élimination des Déchets (SPED 2020) du Territoire du Pays d'Aix : Autorisation de programme (AP 180) LIFE – Fonction 7213 – Nature : 2128.

Les recettes d'investissement correspondantes (en cas de cofinancement) seront constatées sur le Budget Annexe du Service Public d'Élimination des Déchets du Territoire du Pays d'Aix– Fonction : 7213 - Nature : 1313, 131878 et 1312.

**Article 3 :**

Monsieur le Directeur Général des Service de la Métropole Aix-Marseille-Provence, est chargé de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 27 novembre 2020

**Martine VASSAL**

**Reçu au Contrôle de légalité le 27 Novembre 2020**

## Décision n° 20/1001/D

### **Demande de subvention d'investissement pour les travaux de dégazage de l'installation de stockage de déchets l'Arbois située sur le Territoire du Pays d'Aix pour les années 2021 à 2023**

#### **VU**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération n° HN 001-8065/20/CM du 9 juillet 2020 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Madame Martine Vassal, en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 002-8074/20/CM du 17 juillet 2020 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant délégations du Conseil de la Métropole à la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- L'arrêté n° 20/254/CM de Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence du 10 juillet 2020 donnant délégation de fonction à Monsieur Didier Khelfa, 12ème Vice-Président du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- L'arrêté n° 20/126/CM de Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence du 17 juillet 2020 donnant délégation de signature à Monsieur Guy Januel, chargé de la Direction Générale Adjointe Finance et Budget de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération FAG 122/4939/18/CM du 13 décembre 2018, qui a ouvert le volume de l'AP n°114 relative à des opérations d'investissements concernant l'entretien et la maintenance de l'ISDnD avec notamment l'extension du réseau biogaz ;
- La délibération n°2020-CT2-195 du Conseil de Territoire du Pays d'Aix du 8 octobre 2020 approuvant le programme de travaux de dégazage de l'Installation de Stockage de Déchets non Dangereux (ISDnD) de l'Arbois située sur le Territoire du Pays d'Aix pour les années 2021 à 2023.

## CONSIDÉRANT

- Que le Conseil de Territoire du Pays d'Aix a approuvé l'opération de programme de travaux de dégazage de l'Installation de Stockage de Déchets non Dangereux de l'Arbois ;
- Que cet investissement traduit une politique publique métropolitaine qui peut faire l'objet d'un cofinancement de la part de partenaires institutionnels, consulaires, financiers ou privés ;
- Que le coût prévisionnel de cette opération est estimé à 756 000 euros HT ;
- Que le plan de financement prévisionnel de cette opération est le suivant :

Financement externe		
Conseil Départemental des Bouches-du-Rhône Dispositif « Aides aux Communes » - Plan Partenarial Métropolitain	80 %	604 800 euros
Autofinancement		
Métropole Aix-Marseille-Provence	20 %	151 200 euros
TOTAL HT	100 %	756 000 euros

## DECIDE

### **Article 1 :**

De solliciter des aides financières auprès du département des Bouches-du-Rhône, seuls partenaires au plan de financement, ainsi qu'auprès de tout organisme susceptible d'apporter sa contribution, et à signer tout document y afférent, notamment toute convention d'exécution de subvention, pour la réalisation de cette opération.

### **Article 2 :**

Les crédits nécessaires sont inscrits en section d'investissement sur le Budget Annexe 2020 et suivants du Service Prévention Élimination des Déchets (SPED 2020) Territoire du Pays d'Aix Autorisation de programme AP114 – Fonction 7213 – Nature 2128.

Les recettes correspondantes (en cas de cofinancement) sont inscrites au Budget Annexe de la Métropole – Service de Prévention et Gestion des Déchets – Territoire du Pays d'Aix 2020 et suivants section d'investissement – Fonction 7213 – Nature 1323.

### **Article 3 :**

Monsieur le Directeur Général des Services de la Métropole Aix-Marseille-Provence, est chargé de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 27 novembre 2020

**Martine VASSAL**

Reçu au Contrôle de légalité le 27 Novembre 2020

## Décision n° 20/1002/D

### **Décision de la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence de contracter un emprunt de 25 millions d'euros auprès de la Caisse d'Epargne Provence-Alpes-Corse**

#### **VU**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération n°HN001-8065/20 CM du 9 juillet 2020 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Madame Martine Vassal, en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n°HN003-8075/20/CM du 17 juillet 2020 portant délégation d'attribution à la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence pour le recours à l'emprunt, aux instruments de couverture, aux crédits de trésorerie ;
- L'arrêté n°20/254/CM donnant délégation de fonction à M. Didier Khelfa, 12ème Vice-Président du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- L'arrêté n°20/126/CM donnant délégation de signature à M. Guy Januel, chargé de la Direction Générale Adjointe de la Métropole Aix-Marseille-Provence – Finances et Budget.

#### **CONSIDERANT**

- Que la Métropole Aix-Marseille-Provence a pris connaissance des termes de l'offre de financement du 20 novembre 2020 proposée par la Caisse d'Epargne Provence-Alpes-Corse, pour assurer la réalisation du programme d'investissement 2020.

## DECIDE

### **Article 1**

Est contracté auprès de la Caisse d'Epargne Provence-Alpes-Corse un emprunt dont les principales caractéristiques sont décrites ci-après :

Objet	Financement du programme d'investissements 2020
Montant du prêt	25 000 000 euros
Durée	20 ans
Versement des fonds	22 décembre 2020
Périodicité	Trimestrielle
Taux d'intérêt	Taux Fixe Maximum de 0,75%
Mode d'amortissement	Constant
Base de calcul	30/360
Remboursement anticipé	Moyennant le paiement d'une indemnité actuarielle avec un préavis de 30 jours ouvrés
Commission d'engagement	0,07% du montant du contrat
Option de passage à taux fixe	Possible à chaque échéance sur simple demande de cotation

### **Article 2**

Sont dédiés les fonds provenant de ce prêt de 25 000 000 euros au financement des investissements du Budget Principal.

### **Article 3**

Est acquitté l'ensemble des frais et commissions dus dans le cadre de la réalisation puis de l'exécution de cet emprunt. Les intérêts seront prélevés en dépenses sur le compte 66 et le capital sera amorti sur le compte 16. Les commissions liées à l'emprunt seront imputées au compte 627.

### **Article 4**

Monsieur le Directeur Général des Services de la Métropole est chargé de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 27 novembre 2020

**Martine VASSAL**

Reçu au Contrôle de légalité le 27 Novembre 2020

## Décision n° 20/1003/D

### **Erreur Matérielle- Décision 20/546/D relative à l'avenant n°1 au bail commercial dans l'immeuble situé aux Docks 10.8 sis 10 place de la Joliette à Marseille 13002**

#### **VU**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération n° HN 001-8065/20/CM du 9 juillet 2020 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Madame Martine Vassal, en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération HN 002-8074/20/CM du 17 juillet 2020 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative aux délégations du Conseil de la Métropole à la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La décision n°20/127/D portant sur la signature d'un bail commercial avec la société Constructa pour des locaux situés aux Docks 10.8 10 place de la Joliette à Marseille (13002) ;
- La décision n°20/546/D portant sur l'avenant n°1 au bail commercial avec la société Constructa pour des locaux situés aux Docks 10.8 10 place de la Joliette à Marseille (13002) ;
- La décision 20/825/D portant sur une erreur matérielle de la décision 20/127/D relative à la signature d'un bail commercial dans l'immeuble situé aux Docks 10.8 sis 10 place de la Joliette à Marseille 13002.

#### **CONSIDÉRANT**

- Que la Métropole Aix-Marseille-Provence a pris à bail le 15 Septembre 2020 des bureaux d'une superficie totale de 2633,2m² et 13 emplacements de stationnement au sein de l'immeuble Les Docks 10.8 sis 10 place de la Joliette à Marseille (13002) ;



- Que la décision n°20/546/D contient une erreur matérielle concernant le numéro du bail initial ;
- Que le numéro du bail initial est le Z200317COV et non le Z190973COV.

## **DECIDE**

### **Article 1 :**

L'article 1 de la décision n° 20/546/D est remplacé par les termes suivants :

« De signer un avenant 1 au bail numéro Z200317COV ayant pour effet de modifier la date de prise d'effet du bail en portant au 15 septembre 2020 au lieu du 1<sup>er</sup> juillet 2020 et de décaler en conséquence la période de mise à disposition à titre gratuit des locaux au profit de la Métropole, sans modification des termes et conditions, notamment financières, prévues par le bail initial. » ;

L'article 2 de la décision n° 20/546/D est remplacé par les termes suivants :

« Les autres clauses du bail commercial n°Z200317COV demeurent inchangées. »

### **Article 2 :**

Monsieur le Directeur Général des Services de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargé de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille le, 2 décembre 2020

**Martine VASSAL**

## Décision n° 20/1004/D

### **Création d'une régie d'avances Piscines du Territoire du Pays d'Aix pour le remboursement des cotisations au prorata des séances non effectuées pendant la période de confinement**

#### **VU**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles R.1617-1 à R.1617-18 relatifs à la création des régies de recettes, des régies d'avances et des régies de recettes et d'avances des collectivités territoriales et de leurs établissements publics locaux ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- L'arrêté ministériel du 3 septembre 2001 relatif aux taux de l'indemnité de responsabilité susceptible d'être allouée aux régisseurs d'avances et aux régisseurs de recettes relevant des organismes publics et au montant du cautionnement imposé à ces agents ;
- Le décret n° 2008-227 du 5 mars 2008 relatif à la responsabilité personnelle et pécuniaire des régisseurs ;
- Le décret n° 2012-1246 du 7 novembre 2012 relatif à la gestion budgétaire et comptable publique ;
- La délibération n° HN 001-8065/20/CM du 9 juillet 2020 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Madame Martine Vassal, en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 002-8074/20/CM du 17 juillet 2020 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant délégations du Conseil de la Métropole à la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 002-8074/20/CM du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence du 17 juillet 2020 autorisant la Présidente à créer des régies comptables ;
- L'avis conforme du comptable public assignataire du 23 novembre 2020.

## **CONSIDÉRANT**

La nécessité de créer une régie d'avances Piscines du Pays d'Aix. Cette régie a pour objet de rembourser les cotisations au prorata des séances non effectuées pendant la période de confinement sanitaire.

## **DECIDE**

### **Article 1 :**

Il est institué auprès de la Direction Générale des Services de la Métropole Aix-Marseille-Provence, une régie d'avances Piscines du Pays d'Aix pour le remboursement des abonnements au prorata des séances non effectuées pendant la période de confinement sanitaire ouverte auprès de la Direction des Sports du CT2.

Les dépenses s'impacteront sur le budget Territoire du CT2 en fonction de nature des dépenses.

### **Article 2 :**

L'adresse postale de la régie est :

Métropole Aix-Marseille-Provence  
Territoire du Pays d'Aix - Pôle Culture et Sports  
Direction des Equipements aquatiques  
CS 40868  
13626 Aix-en-Provence Cédex

Cette régie est installée au :

40 route de Galice  
13090 Aix-en-Provence

### **Article 3 :**

Les dépenses désignées à l'article 1 sont payées par virement sur les comptes bancaires des usagers.

### **Article 4 :**

Le montant maximum de l'avance à consentir au régisseur titulaire est fixé à 16 000 euros. En raison de besoins ponctuels, dans le cas exceptionnel où le montant de l'avance nécessaire au fonctionnement de la régie est supérieur à 16 000 euros, une avance complémentaire de 49 000 euros maximum pourra être versée au régisseur pour une période limitée, sur production d'une demande motivée de l'ordonnateur et après accord du comptable assignataire.

### **Article 5 :**

Un compte de dépôt de fonds est ouvert au nom de la régie d'avances Piscines du Pays d'Aix auprès du Comptable Public Assignataire.

**Article 6 :**

Le régisseur titulaire verse auprès de l'Ordonnateur la totalité des pièces justificatives des dépenses payées au moins une fois par mois.

**Article 7:**

Le régisseur titulaire est assujetti à un cautionnement selon la réglementation en vigueur.

**Article 8 :**

Le régisseur titulaire percevra une indemnité de responsabilité fixée, après avis de Monsieur le Receveur des Finances de la Métropole Aix-Marseille-Provence, selon la réglementation en vigueur.

**Article 9 :**

Le mandataire suppléant percevra une indemnité de responsabilité fixée, après avis de Monsieur le Receveur des Finances de la Métropole Aix-Marseille-Provence, pour la période durant laquelle il assurera effectivement le fonctionnement de la régie, selon la réglementation en vigueur.

**Article 10 :**

Monsieur le Directeur Général des Services de la Métropole Aix-Marseille-Provence et Monsieur le Receveur des Finances de la Métropole Aix-Marseille-Provence sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 27 novembre 2020

**Martine VASSAL**

## Décision n° 20/1006/D

**Délégation du droit de préemption à la Société d'Économie Mixte Immobilière de Salon-de-Provence (SEMISAP) pour l'acquisition d'un bien immobilier à usage d'habitation cadastré AB 301, sis 24 Montée de la Glacière, 13300 Salon-de-Provence, appartenant à Monsieur Karim Meddour**

### VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales,
- Le Code de l'Urbanisme et notamment les articles L 210-1, L 211-2, L 213-3, L 300-1 et suivants,
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles,
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République,
- La délibération n° HN 001-8065/20/CM du 9 juillet 2020 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Madame Martine Vassal, en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 002-8074/20/CM du 17 juillet 2020 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant délégations de compétences du Conseil de la Métropole à la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n°2016-165bis du 31 mars 2016 du Conseil Municipal de la commune de Salon-de-Provence, actualisant le champ d'application du droit de préemption instauré le 18 décembre 1987, modifié le 30 juillet 1994, le 4 septembre 1998, le 30 juin 2001 et le 24 mars 2005 ;
- La déclaration d'intention d'aliéner reçue le 29 octobre 2020 enregistrée sous le n° 01310320M0450 portant aliénation d'un bien immobilier à usage d'habitation cadastré section AB numéro 301 à Salon-de-Provence, pour un montant de 110 000 euros, appartenant à Monsieur Karim Meddour ;
- Le courrier de la Société d'Économie Mixte Immobilière de Salon-de-Provence (SEMISAP) du 12 novembre 2020 demandant à la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence de lui déléguer son droit de préemption,

## **CONSIDÉRANT**

- Qu'en application de l'article L 211-2 du Code de l'Urbanisme, la compétence d'un établissement public de coopération intercommunale à fiscalité propre en matière de plan local d'urbanisme emporte de plein droit sa compétence en matière de droit de préemption urbain et de droit de préemption urbain renforcé ;
- Qu'il convient de ne pas freiner la réalisation, dans l'intérêt général, d'actions ou d'opérations d'aménagement de compétence communale ;
- Qu'en application de l'article L 5211-9 du Code Général des Collectivités Territoriales et de la délibération n° HN 002-8074/20/CM du 17 juillet 2020, la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence peut, à l'occasion de l'aliénation d'un bien, déléguer l'exercice du droit de préemption ;
- Qu'en l'espèce, le bien proposé à l'aliénation constituant un immeuble à usage d'habitation cadastré section AB numéro 301, classé en zone UA du PLU en vigueur de la commune, ne présente pas d'enjeu métropolitain mais doit permettre la poursuite de la politique d'intérêt communal dans le développement de son offre de logements sociaux en centre-ville ;
- Que la préemption présente donc un intérêt pour la Société d'Économie Mixte Immobilière de Salon-de-Provence (SEMISAP).

## **DECIDE**

### **Article 1 :**

Le droit de préemption est délégué à la Société d'Économie Mixte Immobilière de Salon-de-Provence (SEMISAP) pour l'acquisition d'un bien immobilier à usage d'habitation cadastré section AB 301 sis 24, Montée de la Glacière, 13300 Salon-de-Provence, appartenant à Monsieur Karim Meddour.

### **Article 2 :**

Monsieur le Directeur Général des Services de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargé de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 02 décembre 2020

**Martine VASSAL**

Reçu au Contrôle de légalité le 2 Décembre 2020

## Décision n° 20/1007/D

**Approbation de l'avenant n° 1 à la convention n° 2014/168 relative à la réalisation du diagnostic d'archéologie préventive concernant les aménagements, ouvrages ou travaux prévus sur la ZAC de la Péronne à Miramas**

### VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération n° HN 001-8065/20/CM du Conseil de la Métropole du 9 juillet 2020 relative à l'élection de Madame Martine Vassal, en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 002-8074/20/CM du Conseil de la Métropole du 17 juillet 2020 portant délégations du Conseil de la Métropole à la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- L'arrêté préfectoral du 14 avril 2014 prescrivant le diagnostic d'archéologie préventive sur la ZAC de la Péronne, sur une emprise de 796 232 m², susceptible de livrer des éléments du patrimoine archéologique ;
- La délibération n° 303/14 du Bureau Syndical du SAN Ouest Provence du 16 juillet 2014 approuvant la convention entre l'Institut National de Recherches Archéologiques (INRAP) et le SAN Ouest Provence relative à la réalisation du diagnostic d'archéologie préventive concernant les aménagements, ouvrages ou travaux prévus sur la Zone d'Aménagement Concerté (ZAC) de la Péronne à Miramas.

## **CONSIDÉRANT**

- Que la superficie totale de la ZAC de la Péronne est de 98,5 ha dont 188 768 m<sup>2</sup> constituent l'emplacement réservé de la déviation de la RN 569 dont les emprises ont déjà fait l'objet d'un diagnostic d'archéologie préventive ;
- Que la convention signée avec l'INRAP prévoyait les opérations d'études de diagnostic d'archéologie préventive en deux tranches ;
- Qu'il est nécessaire de lancer la deuxième tranche du diagnostic d'archéologie préventive préalablement à l'engagement de la seconde phase de travaux d'aménagement de la ZAC de la Péronne ;
- Que conformément aux dispositions de la convention initiale la deuxième tranche du diagnostic d'archéologie préventive doit faire l'objet d'un avenant à la convention d'origine.

## **DECIDE**

### **Article 1 :**

D'approuver l'avenant n° 1 à la convention n° 2014/168 relative à la réalisation du diagnostic d'archéologie préventive concernant les aménagements, ouvrages ou travaux prévus sur la ZAC de la Péronne à Miramas dont les cosignataires sont la Métropole Aix-Marseille-Provence, l'Epad Ouest Provence et l'INRAP.

### **Article 2 :**

Monsieur le Directeur Général des Services de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargé de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 02 décembre 2020

**Martine VASSAL**



## Décision n° 20/1008/D

### **Virement de crédits de chapitre à chapitre budget collecte et traitement des déchets unifié**

#### **VU**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération n° HN 001-8065/20/CM du 9 juillet 2020 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Madame Martine Vassal, en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 002-8074/20/CM du 17 juillet 2020 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant délégations du Conseil de la Métropole à la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence.
- Le règlement Budgétaire et Financier de la métropole adopté le 31 juillet 2020 ;
- La délibération FAG 018-7674/19/CM du 19 décembre 2019 relative à l'Adoption du Budget Collecte et Traitement des Déchets du Territoire de Marseille-Provence ;
- La délibération FBPA 020-8292/20/CM du 31 juillet 2020 relative à l'Adoption de la Décision Modificative n°1 du Collecte et Traitement des Déchets du Territoire de Marseille-Provence ;
- La délibération FBPA 031-8636/20/CM du 15 octobre 2020 relative à l'Adoption du Budget Supplémentaire du Budget Supplémentaire du Budget Annexe Collecte et Traitement des Déchets des Territoires Marseille Provence, Pays d'Aubagne et de l'Etoile et Pays de Martigues ;

## **CONSIDÉRANT**

La nécessité de procéder à des virements de crédits de chapitre à chapitre dans la limite de 7.5 % des dépenses réelles de chaque section ;

## **DECIDE**

### **Article 1 :**

De procéder au virement de crédits de chapitre à chapitre tel que présenté en annexe.

### **Article 2 :**

Monsieur le Directeur Général des Services de la Métropole Aix-Marseille-Provence et Monsieur le Receveur des Finances de la Métropole Aix-Marseille Provence sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 27 novembre 2020

**Martine VASSAL**

## Décision n° 20/1009/D

**Décision d'ester en justice - Désignation de la SCP Berenger Blanc Burtez-Doucède & Associés, aux fins de représenter la Métropole Aix-Marseille-Provence devant la Cour Administrative de Marseille dans le cadre des instances contre le Plan Local d'Urbanisme de la Commune de Cabriès**

### VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération n° HN 001-8065/20/CM du 9 juillet 2020 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Madame Martine Vassal, en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 002-8074/20/CM du 17 juillet 2020 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant délégations du Conseil de la Métropole à la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La requête n°19MA05102 présentée par l'Association Cabriès les Enfants du Pays devant la Cour Administrative d'Appel de Marseille et tendant, d'une part, à l'annulation du jugement n°1706604 du 1<sup>er</sup> octobre 2019 et à l'annulation partielle de la délibération n°17/17 du 23 mars 2017 portant approbation du Plan Local d'Urbanisme de Cabriès, et d'autre part, à ce que la somme de 1000 euros soit mise à la charge de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur le fondement de l'article L761-1 du Code de Justice Administrative ;
- La requête n°19MA05115 présentée par Madame Brian Marina et Monsieur Dupret Patrice devant la Cour Administrative d'Appel de Marseille et tendant, d'une part, à l'annulation du jugement n°1703811 du Tribunal Administratif de Marseille et à l'annulation partielle de la délibération n°17/17 du 23 mars 2017 portant approbation du Plan Local d'Urbanisme de Cabriès, et d'autre part à ce que la somme de 3500 euros soit mise à la charge de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur le fondement de l'article L761-1 du Code de Justice Administrative ;

- La requête n°19MA05269 présentée par le comité d'intérêt de quartier le Verger, les Bolles, la Meunière, Sibilot devant la Cour Administrative d'Appel de Marseille et tendant, d'une part, à l'annulation du jugement n°1703753 du 1<sup>er</sup> octobre 2019 et à l'annulation partielle de la délibération n°17/17 du 23 mars 2017 portant approbation du Plan Local d'Urbanisme de Cabriès, et d'autre part, à ce que la somme de 2500 euros soit mise à la charge de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La requête n°19MA05478 présentée par les consorts Callier devant la Cour Administrative d'Appel de Marseille et tendant, d'une part, à l'annulation du jugement n°1706646 du 1<sup>er</sup> octobre 2019 et à l'annulation partielle de la délibération n°17/17 du 23 mars 2017 portant approbation du Plan Local d'Urbanisme de Cabriès, et d'autre part, à ce que la somme de 3000 euros soit mise à la charge de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur le fondement de l'article L761-1 du Code de Justice Administrative.

## **DECIDE**

### **Article 1 :**

D'ester en justice devant la Cour Administrative d'Appel de Marseille et d'être représentée dans ces affaires par la SCP Berenger Blanc Burtez-Doucède & Associés - 69 A rue Sainte 13001 Marseille

### **Article 2 :**

Les honoraires dus à la SCP Berenger Blanc Burtez-Doucède & Associés pour représenter la Métropole Aix-Marseille-Provence et tous les frais inhérents à ces dossiers sont pris en charge.

### **Article 3 :**

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget de la Métropole Aix-Marseille-Provence, nature 6227.

### **Article 4 :**

Conformément aux dispositions de Code de Justice Administrative, la présente décision peut faire l'objet d'un recours en annulation dans un délai de deux mois devant le Tribunal Administratif de Marseille à compter de sa publication / notification. Le requérant peut saisir le Tribunal Administratif de Marseille de manière dématérialisée par le biais de l'application informatique « Télérecours citoyen » accessible depuis le site internet [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr).

### **Article 5 :**

Monsieur le Directeur Général des Services de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargé de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 04 décembre 2020

**Martine VASSAL**

## Décision n° 20/1010/D

### Décision d'ester en justice - Désignation de la SELARL Parme Avocats pour défendre les intérêts de la Métropole Aix-Marseille-Provence dans l'affaire qui l'oppose à Madame Lucienne Adnot

#### VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération n° HN 001-8065/20/CM du 9 juillet 2020 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Madame Martine Vassal, en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 002-8074/20/CM du 17 juillet 2020 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant délégations du Conseil de la Métropole à la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La requête n°2008113-2 déposée le 22 octobre 2020 devant le Tribunal Administratif de Marseille par Madame Lucienne Adnot, demandant l'annulation de la délibération n°URB 0001-7993/19/CM, du 19 décembre 2019, approuvant le Plan Local d'Urbanisme intercommunal du Territoire Marseille Provence.

#### DECIDE

##### Article 1 :

D'ester en justice devant le Tribunal Administratif de Marseille et d'être représentée dans cette affaire par la SELARL Parme Avocats, domiciliée, 12 boulevard de Courcelles 75017 Paris.

##### Article 2 :

Les honoraires dus à la SELARL Parme Avocats pour représenter la Métropole Aix-Marseille-Provence et tous les frais inhérents à ce dossier sont pris en charge.

**Article 3 :**

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget de la Métropole Aix-Marseille-Provence, nature 6227.

**Article 4 :**

Conformément aux dispositions du Code de Justice Administrative, la présente décision peut faire l'objet d'un recours en annulation dans un délai de deux mois devant le Tribunal Administratif de Marseille à compter de sa publication / notification. Le requérant peut saisir le Tribunal Administratif de Marseille de manière dématérialisée par le biais de l'application informatique « Télérecours citoyen » accessible depuis le site internet [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr).

**Article 5 :**

Monsieur le Directeur Général des Services de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargé de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 04 décembre 2020

**Martine VASSAL**

## Décision n° 20/1011/D

### Décision d'ester en justice - Désignation de la SELARL Camille Mialot Avocat pour défendre les intérêts de la Métropole Aix-Marseille-Provence dans l'affaire qui l'oppose à Monsieur Lucien Fevriero

#### VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération n° HN 001-8065/20/CM du 9 juillet 2020 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Madame Martine Vassal, en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 002-8074/20/CM du 17 juillet 2020 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant délégations du Conseil de la Métropole à la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La requête n°2008247-2 déposée le 26 octobre 2020 devant le Tribunal Administratif de Marseille par Monsieur Lucien Fevriero, demandant l'annulation de la délibération n°URB 0001-7993/19/CM, du 19 décembre 2019, approuvant le Plan Local d'Urbanisme Intercommunal du Territoire Marseille-Provence.

#### DECIDE

##### Article 1 :

D'ester en justice devant le Tribunal Administratif de Marseille et d'être représentée dans cette affaire par la SELARL Camille Mialot Avocat, domiciliée, 71 boulevard Saint-Michel 75005 Paris.

##### Article 2 :

Les honoraires dus à la SELARL Camille Mialot Avocat pour représenter la Métropole Aix-Marseille-Provence et tous les frais inhérents à ce dossier sont pris en charge.

**Article 3 :**

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget de la Métropole Aix-Marseille-Provence, nature 6227.

**Article 4 :**

Conformément aux dispositions du Code de Justice Administrative, la présente décision peut faire l'objet d'un recours en annulation dans un délai de deux mois devant le Tribunal Administratif de Marseille à compter de sa publication / notification. Le requérant peut saisir le Tribunal Administratif de Marseille de manière dématérialisée par le biais de l'application informatique « Télérecours citoyen » accessible depuis le site internet [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr).

**Article 5 :**

Monsieur le Directeur Général des Services de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargé de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 04 décembre 2020

**Martine VASSAL**



## Décision n° 20/1012/D

### Décision d'ester en justice - Désignation du groupement Vedesi/Sindres pour défendre les intérêts de la Métropole Aix-Marseille-Provence dans l'affaire qui l'oppose à Madame Jacqueline Turrel-Fogelman

#### VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération n° HN 001-8065/20/CM du 9 juillet 2020 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Madame Martine Vassal, en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 002-8074/20/CM du 17 juillet 2020 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant délégations du Conseil de la Métropole à la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La requête n°1904873-9 déposée le 3 juin 2019, devant le Tribunal Administratif de Marseille, par Madame Jacqueline Turrel-Fogelman demandant la somme de 30.000 euros en réparation de son préjudice tiré des agissements fautifs, du harcèlement moral.

#### DECIDE

##### Article 1 :

D'ester en justice devant le Tribunal Administratif de Marseille et d'être représentée dans cette affaire par le groupement Vedesi/Sindres dont le mandataire est la SCP d'Avocats Vedesi, domiciliée, 28 rue d'Enghien 69002 Lyon.

##### Article 2 :

Les honoraires dus au groupement Vedesi/Sindres pour représenter la Métropole Aix-Marseille-Provence et tous les frais inhérents à ce dossier sont pris en charge.

**Article 3 :**

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget de la Métropole Aix-Marseille-Provence, nature 6227.

**Article 4 :**

Conformément aux dispositions du Code de Justice Administrative, la présente décision peut faire l'objet d'un recours en annulation dans un délai de deux mois devant le Tribunal Administratif de Marseille à compter de sa publication / notification. Le requérant peut saisir le Tribunal Administratif de Marseille de manière dématérialisée par le biais de l'application informatique « Télérecours citoyen » accessible depuis le site internet [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr).

**Article 5 :**

Monsieur le Directeur Général des Services de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargé de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 04 décembre 2020

**Martine VASSAL**

## Décision n° 20/1021/D

**Décision d'estimer en justice. Désignation de Maître Laurine Gouard-Robert pour représenter la Métropole Aix-Marseille-Provence dans l'affaire N° RG 20/00025 qui l'oppose à la SCI WILLY Jimmy devant le Tribunal Judiciaire d'Aix-en-Provence**

### VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération n° HN 001-8065/20/CM du 9 juillet 2020 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Madame Martine Vassal, en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 002-8074/20/CM du 17 juillet 2020 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant délégations du Conseil de la Métropole à la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La requête introduite par la commune de Venelles devant le Juge des référés du Tribunal Judiciaire d'Aix-en-Provence tendant, au visa des dispositions de l'article 809 du Code de procédure civile, de l'article L.480-14 du Code de l'Urbanisme et d'un procès-verbal de constat dressé le 16 décembre 2019, à ce que soit constatée l'illégalité des installations et constructions présentes sur la parcelle AT27 appartenant à la SCI Willy Jimmy, à ce que soient constatés en conséquence les troubles manifestement illicites qu'elles causent, et à ce que soient ordonnées leur destruction et la remise en état du terrain ;
- L'article L.480-14 du Code de l'Urbanisme en vertu duquel la commune ou l'établissement public de coopération intercommunale compétent en matière de Plan Local d'Urbanisme peut saisir le Tribunal Judiciaire en vue de faire ordonner la démolition ou la mise en conformité d'un ouvrage édifié ou installé sans autorisation lorsqu'elle est exigée par le code de l'urbanisme, en méconnaissance de cette autorisation ou en violation des dispositions du Code de l'Urbanisme.

## **CONSIDÉRANT**

- Que la Métropole Aix-Marseille-Provence exerce la compétence en matière de Plan Local d'Urbanisme sur l'ensemble de son territoire depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2018 ;
- Que l'illégalité des installations et constructions présentes sur la parcelle AT27 appartenant à la SCI Willy Jimmy, située sur le territoire de la commune de Venelles en zone N du plan local d'urbanisme correspondant aux espaces naturels protégés, cause un trouble manifestement illicite ;
- Qu'il convient dès lors d'intervenir volontairement à l'instance en référé N°RG 20/00025 pendante devant le Président du Tribunal Judiciaire d'Aix-en-Provence afin de faire ordonner la destruction des ouvrages édifiés ou installés sans autorisation et la remise en état du terrain.

## **DECIDE**

### **Article 1 :**

D'ester en justice devant le Tribunal Judiciaire d'Aix-en-Provence et d'être représenté dans cette affaire par Maître Laurine Gourard-Robert - Centre de Vie Croix d'Or - 1596 avenue de la Croix d'Or - 13320 Bouc-Bel-Air.

### **Article 2 :**

Les honoraires dus à Maître Laurine Gourard-Robert pour représenter la Métropole Aix-Marseille-Provence et tous les frais inhérents à ce dossier sont pris en charge.

### **Article 3 :**

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget de la Métropole Aix-Marseille-Provence, nature 6227.

### **Article 4 :**

Conformément aux dispositions du Code de Justice Administrative, la présente décision peut faire l'objet d'un recours en annulation dans un délai de deux mois devant le Tribunal Administratif de Marseille à compter de sa publication / notification. Le requérant peut saisir le Tribunal Administratif de Marseille de manière dématérialisée par le biais de l'application informatique « Télérecours citoyen » accessible depuis le site internet [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr).

### **Article 5 :**

Monsieur le Directeur Général des Services de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargé de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 04 décembre 2020

**Martine VASSAL**

Reçu au Contrôle de légalité le 4 Décembre 2020